

Iaroslav Lebedynsky

LA CRIMÉE, DES TAURES AUX TATARS



Présence Ukrainienne

L'Harmattan

LA CRIMÉE,

DES TAURES
AUX TATARS

Iaroslav LEBEDYNSKY

LA CRIMÉE,

DES TAURES
AUX TATARS

L'Harmattan

PRÉSENCE UKRAINIENNE

L'Ukraine, aussi vaste que la France, héritière d'une longue histoire intimement liée à celle du reste de l'Europe et d'une culture riche et diverse, demeure une inconnue pour le public occidental, habitué à ne la considérer que comme une partie d'un ensemble russe puis soviétique.

Fidèle à la vocation des éditions L'Harmattan, la collection *Présence Ukrainienne* se propose de faire découvrir les multiples facettes de ce pays à travers une documentation de qualité, comprenant aussi bien des études originales que des traductions et des rééditions de textes fondamentaux oubliés ou introuvables sur l'Ukraine.

Titres de la collection :

- ❑ Iaroslav LEBEDYNSKY, *Le Prince Igor*, 2001.
- ❑ Guillaume LE VASSEUR DE BEAUPLAN, *Description d'Ukraine*, 2002. Texte de 1661 ; introduction et notes de Iaroslav Lebedynsky.
- ❑ Mykola RIABTCHOUK, *De la « Petite-Russie » à l'Ukraine*, 2003. Préface d'Alain Besançon, de l'Institut ; trad. I. Dmytrychyn et I. Lebedynsky.
- ❑ Roxolana MYKHAÏLYK, *Grammaire pratique de l'ukrainien*, 2003. Trad. I. Lebedynsky.
- ❑ Iryna DMYTRYCHYN, *Grégoire Orlyk, un Cosaque ukrainien au service de Louis XV*, 2006.
- ❑ Iryna DMYTRYCHYN, *L'Ukraine vue par les écrivains ukrainiens*, 2006. Sélection de textes, éd. bilingue.
- ❑ Prosper MÉRIMÉE, *Bogdan Chmielnicki*, 2007 (fac-similé éd. 1865).
- ❑ Iaroslav LEBEDYNSKY, *Ukraine, une histoire en questions*, 2008.
- ❑ *Maroussia*, 2009. Fac-similé de l'édition originale du classique de P. J. Stahl, avec le texte inédit de l'œuvre en français de Marko Vovtchok ; introduction d'I. Dmytrychyn.

- ❑ Victor GRÈS, *L'Iliade Zaporogue* (scénario), 2009 ; trad. et préface de L. Hosejko.
- ❑ Iaroslav LEBEDYNSKY, *Scythes, Sarmates et Slaves*, 2009.
- ❑ Anastassia LYSSYVETS, *Raconte la vie heureuse, souvenirs d'une survivante de la Grande Famine en Ukraine*, trad. I. Dmytrychyn, préface de J.-L. Panné, postface de M. Riabtchouk, 2009.
- ❑ Marko VOVTCHOK, Pierre-Jules HETZEL, *Le voyage en glaçon*, présenté par I. Dmytrychyn et N. Petit. (Présence Ukrainienne / Jeunesse), 2009.
- ❑ *La moufle, conte populaire ukrainien*, trad. I. Dmytrychyn et F.-J. Besson, ill. I. Mekhtiev, éd. Bilingue Présence Ukrainienne / Les Quatre Vents), 2009.
- ❑ Iaroslav LEBEDYNSKY, *Skoropadsky et l'édification de l'Etat Ukrainien (1918)*, 2010.
- ❑ *Le coq et l'épi de blé, conte populaire ukrainien*, trad. I. Dmytrychyn, ill. I. Mekhtiev, (Présence Ukrainienne / Les Quatre Vents), 2010.
- ❑ Iaroslav LEBEDYNSKY, *La « Constitution » ukrainienne de 1710*, 2010.
- ❑ Renaud REBARDY, Roman RIJKA, François RIVARD, *Ukraine, 20 ans, Nouvelles*, 2011.
- ❑ Roman RIJKA, *La fiancée noire*, roman, 2012.

Contact :

presenceukrainienne@gmail.com

© L'HARMATTAN, 2014
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-02795-1
EAN : 9782343027951

INTRODUCTION

La Crimée est une péninsule du sud de l'Ukraine, baignée par la mer Noire et la mer d'Azov. Ce territoire a eu et conserve une importance bien plus grande que sa taille ne le ferait supposer. Il a été le foyer de nombreux peuples ; deux d'entre eux – les anciens Taures et les Tatars de Crimée – sont liés presque exclusivement à la péninsule.

L'histoire politique et culturelle de la Crimée est évidemment inséparable de celle des régions pontiques et caucasiennes voisines, mais elle n'en est pas un simple chapitre. Deux grands Etats y ont eu leur siège : le royaume du Bosphore dans l'Antiquité et le khanat de Crimée aux XVe-XVIIIe siècles (on pourrait y ajouter l'ultime royaume, plus éphémère, des « Scythes tardifs »).

Ancrée entre la steppe ukrainienne et les contreforts du Caucase, avec des côtes et des ports sur deux mers, la Crimée a aussi toujours été un enjeu stratégique pour les puissances environnantes. Romains et Byzantins l'ont fortifiée, les Ottomans en ont fait leur sentinelle au nord de la mer Noire, l'empire russe y a installé son plus grand port militaire. Elle a été le théâtre de plusieurs conflits – dont la fameuse « guerre de Crimée » de 1854-56.

2014 marque deux anniversaires historiques : les soixante-dix ans de la déportation des Tatars de Crimée (mai 1944), et les soixante ans de l'incorporation de la Crimée à l'Ukraine (1954). C'est une occasion de récapituler la longue histoire du pays et de ses peuples – mais aussi de réfléchir sur son présent et son avenir. En effet, ces deux événements ont des prolongements actuels. La cession à l'Ukraine, effectuée alors dans le cadre de l'Union soviétique, est remise en cause par une partie des Russes de Crimée et de la classe politique

en Russie. Quant à la déportation des Tatars, dont le souvenir ne s'est pas effacé avec leur retour dans la patrie, elle forme l'arrière-plan d'un affrontement larvé aux développements imprévisibles.

Le grand public étant très peu informé de ces questions, sur lesquelles la documentation accessible est rare, nous avons voulu les traiter de façon exacte, mais simple. Le fil de l'ouvrage est chronologique, mais nous y avons introduit divers développements et commentaires, dont un chapitre consacré à la description du khanat de Crimée. Nous avons essayé de maintenir l'équilibre entre la spécificité de l'histoire criméenne et la nécessité absolue de la resituer dans des contextes plus larges.

Pour la commodité de la lecture, tous les termes et noms cités dans le corps du texte sont écrits en caractères latins, sous la forme la plus immédiatement compréhensible au lecteur francophone. Quand cela a paru utile, les graphies grecques ou cyrilliques, et des transcriptions scientifiques (toujours en italiques), sont données entre parenthèses, et dans les notes et annexes. Pour la transcription scientifique des langues turques, nous avons utilisé l'alphabet turc actuel et sa variante adaptée au tatar de Crimée. Les noms géographiques les plus connus ont la forme habituellement employée dans la littérature en langue française (Sébastopol, Eupatoria, etc.). Les mêmes lieux ont porté des noms différents suivant les époques et les langues : Symbolon / Cembalo / Balaklava, Panticapée / Bosporos / Kertch... Un tableau de correspondance figure en annexe 3.

I- PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Il est utile de donner ici quelques informations sur les noms de la Crimée, sa structure physique et sa situation actuelle.

Tauride, Crimée, Gothie...

L'appellation antique de la Crimée est « Tauride », ou plus complètement « Chersonèse Taurique », c'est-à-dire en grec « presque île des Taures » (Χερσόνησος Ταυρική / *Khersónêsos Taurikê*). Les Taures étaient, comme le verra, les plus anciens indigènes connus par un nom ethnique. Cette appellation de Tauride fut ressuscitée par l'empire russe à la fin du XVIIIe siècle pour désigner sa nouvelle conquête.

Sur le nom de « Crimée » (en tatar et turc *Qırım*, en russe et ukrainien *Krym*), il existe deux théories principales. La première invoque les Cimmériens, population pré-scythe des steppes ukrainiennes dont l'ethnonyme était resté attaché, après leur disparition, à différents lieux sur les côtes de la mer Noire et de la mer d'Azov – dont le « Bosphore-Cimmérien » ou détroit de Kertch. La seconde y voit un terme turco-mongol : le site actuellement connu comme Staryi Krym aurait reçu après les invasions gengiskhanides du XIIIe siècle le nom mongol de *Kerem* (« mont, mur »), étendu ensuite sous la forme turque *Qırım* à toute la péninsule. On peut même imaginer qu'une ancienne appellation « cimmérienne », ayant survécu localement, ait été comprise par des mongolophones ou turcophones comme un mot de leur langue et adapté en ce sens. Quant à l'explication par le tatar *qır-im* « ma colline », elle relève de l'étymologie populaire.

Au Moyen Age, des parties de la Crimée ont porté le nom de certaines populations de la péninsule : « Gothie » d'après les Goths germaniques, « Alanie » ou « Pays des Asses » d'après

les Alains-Asses iranophones, et même « Gazarie » en souvenir des Khazars turcophones dont l'empire s'était un moment étendu en Crimée.

Géographie physique

La Crimée est une péninsule de forme grossièrement losangique, attachée à la côte méridionale de l'Ukraine par l'isthme de Perekop. Elle mesure environ 26 000 km². Elle est baignée à l'ouest et au sud par la mer Noire. A l'est, la presqu'île de Kertch s'étend vers celle de Taman' qui lui fait face au nord-ouest du Caucase, fermant presque complètement la mer d'Azov qui communique avec la mer Noire par le détroit de Kertch. Une grande langue de terre, parallèle à la côte nord-orientale de la Crimée, délimite les lagunes peu profondes du Sivach ou « mer putride ».

Les trois quarts de la Crimée sont occupés par la steppe herbeuse qui prolonge celle de l'Ukraine méridionale, avec un climat continental chaud et sec.

Le long de la côte sud-orientale s'élèvent les monts de Crimée, en trois chaînes parallèles dont l'altitude croît du nord au sud. La partie septentrionale est couverte d'une steppe boisée. Le point culminant de la chaîne méridionale et de la péninsule est le mont Roman-Koch (1545 m.). L'ensemble de ces montagnes mesure à peu près 180 km de long sur 50 km de large et s'étend, du sud-ouest au nord-est, entre les villes de Sébastopol et Théodosie. Elles laissent libre une étroite bande littorale au climat subtropical.

Le principal cours d'eau est le Salguir (204 km), qui prend sa source sur le Tchatyr-Dag. D'autres rivières coulent des montagnes vers les côtes ; elles sont pour la plupart asséchées en été.

Population

La population criméenne compte presque deux millions de personnes (2012 : 1 963 000). Les Russes sont environ 65 %, les Ukrainiens 22 %, les Tatars de Crimée au moins 10 %.

Les principales villes sont Sébastopol (340 000 habitants), Simféropol (335 000), Kertch (146 000), Eupatoria (107000), Yalta (78 000) et Théodosie (70 000).

Statut politique

La plus grande partie de la péninsule forme aujourd'hui la République autonome de Crimée au sein de l'Ukraine, avec comme capitale Simféropol. La république a sa propre constitution et ses emblèmes (armes, drapeau, hymne).

Sébastopol et ses dépendances constituent une municipalité ukrainienne à statut spécial qui n'est pas intégrée à la république autonome.

II- PRÉHISTOIRE ET PROTOHISTOIRE

Tôt occupée par l'homme, la Crimée est relativement riche en vestiges préhistoriques.

Ancienneté de l'occupation humaine

Des outils de pierre trouvés en Crimée ont été attribués à l'industrie acheuléenne et donc à des pithécantropes (vers 500 000 à 300 000 av. J.-C. ?). Leur découverte hors contexte n'a toutefois pas permis de datation précise.

La présence de l'homme de Néandertal dans la péninsule (vers 150 000 à 40 000 ans avant J.-C.) est très bien attestée. On connaît actuellement une trentaine de sites néandertaliens, représentés par des grottes où les niveaux d'habitation peuvent être épais de plusieurs mètres. Ils ont livré des outils et les traces de leur fabrication. Plusieurs sépultures ont également été découvertes, dont la fameuse tombe de Kiik-Koba où reposaient une femelle et un enfant.

L'apparition de l'homme moderne (*Homo Sapiens Sapiens*), qui ouvre le Paléolithique dit « supérieur », se serait produite vers 40 000 ans av. J.-C., mais ces premières populations n'ont guère laissé de traces. Des ossements découverts récemment à Bouran-Kaïa ont été datés de 30 000 environ av. J.-C.

L'époque mésolithique (VIIIe-VIe millénaires av. J.-C.) est illustrée par plusieurs habitats et un outillage caractéristique de structure composite, où des lamelles de silex faciles à remplacer sont montées sur une base en os ou en bois.

Néolithique et Chalcolithique : un peuplement de langue indo-européenne ?

Le Néolithique (VIe-IVe millénaires av. J.-C.) est l'âge, non seulement de la pierre polie qui lui a valu son nom, mais aussi et surtout de la céramique et d'autres formes d'artisanat, de la domestication de diverses espèces animales et des débuts de l'agriculture, des villages... C'est encore l'époque où apparaissent des agrégations culturelles identifiables à des groupes ethniques. En Crimée, il est probable que la population néolithique est en partie venue des steppes ukrainiennes, les indigènes mésolithiques ayant été repoussés dans les montagnes puis assimilés par les nouveaux venus.

Au Chalcolithique (vers 4500-2500 av. J.-C.), phase finale du Néolithique caractérisée par l'usage du cuivre, puis à l'âge du Bronze (vers 2500-1000 av. J.-C.), la Crimée est dominée par les porteurs de plusieurs types culturels, successifs ou simultanés, plus ou moins rattachés à un même ensemble dit « des Kourganés » (du terme désignant en russe un tumulus ou terre funéraire). Ce sont les cultures de Kemi-Oba (vers 3700-2200 av. J.-C.), des Tombes à Fosse (3600-2200 av. J.-C.), des Tombes à Catacombes (2300-1700 av. J.-C.), de la Céramique à Bourrelets Multiples (XVIIe-XVIe siècles av. J.-C.), des Tombes à Charpente (XVIe-XIIe siècles av. J.-C.), de Sabatynivka (XIVe-XIIe siècles av. J.-C.) et de Bilozerka (XIIIe-Xe siècles av. J.-C.). A l'exception de la première, toutes ont une aire qui dépasse largement les limites de la péninsule ; la culture des Tombes à Charpente, par exemple, s'est formée sur la Volga.

Les cultures des Kourganés sont dans l'ensemble sédentaires – avec cependant une grande importance de l'élevage et une certaine tendance au pastoralisme –, et présentent un évident tropisme guerrier. Selon une théorie aujourd'hui majoritaire chez les spécialistes, elles sont l'expression archéologique

des locuteurs de l'indo-européen commun puis (à l'âge du Bronze) d'une ou plusieurs langues indo-européennes, notamment de la branche indo-iranienne ou spécifiquement iranienne.

A la fin de l'âge du Bronze, les contreforts des monts de Crimée et le littoral étaient assez densément peuplés, comme le montre le nombre des habitats découverts.

Apparition du facteur nomade

A partir du IXe siècle av. J.-C., on relève dans les steppes de Crimée les traces de populations d'éleveurs nomades.

Comme le facteur nomade a joué un rôle déterminant dans l'histoire de la péninsule, il est bon de rappeler que le nomadisme des steppes eurasiatiques est un mode de vie spécialisé, reposant sur l'élevage du mouton, des bovins et du cheval (qui sert de moyen de déplacement principal), avec un habitat mobile adapté. La population se déplace en général selon un cycle annuel, entre des pâturages d'été et d'hiver. Les nomades tirent souvent parti du contrôle d'itinéraires commerciaux traversant leur territoire, et leur maîtrise de l'équitation en fait toujours de redoutables combattants à cheval, adeptes de raids chez leurs voisins. Ces nomades de la steppe ne sont donc en rien des primitifs demeurés à un stade d'évolution archaïque. Au contraire, ce sont les descendants de populations sédentaires de l'âge du Bronze, qui ont opté pour une nouvelle forme d'existence.

Cette évolution s'est produite assez rapidement, au tournant des IIe et I^{er} millénaires av. J.-C., dans toutes les steppes d'Eurasie. Au nord de la mer Noire et en Crimée, elle a été le fait de populations euroïdes héritières des cultures locales du Bronze final – avec peut-être des influences venues des steppes asiatiques.

Dès lors, le territoire criméen se trouvera partagé, jusqu'à l'époque moderne, entre un nord steppique, occupé par les peuples nomades successifs, voué à l'élevage, et un sud montagnard et côtier, foyer de cultures sédentaires et agricoles.

III- L'ANTIQUITÉ

L'histoire de la Crimée antique est riche et complexe. Les grands acteurs en ont été, outre les Taures – probables aborigènes des régions méridionales – plusieurs vagues nomades arrivées d'Ukraine, les colons grecs qui ont fondé des cités puis un royaume à cheval sur le détroit de Kertch, et même l'empire romain dont la Crimée a été l'ultime avant-poste au nord de la mer Noire.

Les Taures

Les Taures, qui ont donné son nom antique à la Crimée, sont connus par les sources grecques et ont laissé des traces archéologiques plus ou moins bien identifiées. Bien que les mentions les plus anciennes ne datent que du Ve siècle av. J.-C. (chez Hérodote, qui se réfère toutefois à des événements de la fin du VIe siècle av. J.-C.), il ne fait aucun doute que les Taures occupaient bien antérieurement une large partie méridionale de la péninsule. Hérodote lui-même les situe entre Kerkinitis et la « Chersonèse rocheuse », c'est-à-dire entre l'actuelle Eupatoria et la presqu'île de Kertch. Leur territoire a dû varier selon les époques, sous la pression des colons grecs et des nomades.

Les auteurs antiques (les plus récents copiant les plus anciens) donnent une image assez sinistre des Taures. Ils sont décrits comme des brigands et surtout des pirates, qui sacrifiaient les naufragés à leur déesse vierge.

L'identité des Taures est un vieux problème toujours débattu, faute d'informations précises. Il n'est même pas sûr qu'ils aient eux-mêmes porté ce nom, qui peut être la version grecisée (par attraction du substantif *taûros* « taureau ») d'un authentique ethnonyme ou renvoyer à l'appellation des monts

de Crimée, que les Grecs auraient baptisés Taurus comme d'autres montagnes d'Europe et d'Asie.

Les Taures ont été rattachés, sur la base d'informations très fragmentaires et des données archéologiques, à divers groupes ethnolinguistiques. Certains archéologues en font les héritiers locaux des porteurs de la culture des Tombes à Charpente, qui pourraient avoir été iranophones. On a d'ailleurs parfois imaginé un lien entre les Taures et les Cimmériens – souvent considérés eux aussi comme iranophones (cf. *infra*) : les premiers auraient été une partie sédentarisée, ou demeurée sédentaire, du même ensemble.

Une source tardive, un *Périple du Pont-Euxin* anonyme, signale que la ville de Théodosie était appelée *Ardábdá* dans la langue (iranienne) des Alains et dans celle des Taures, mais on ne peut rien déduire de sûr de ce passage.

D'autres auteurs discernent chez les Taures une composante nord-caucasienne – de langue peut-être caucasique. On notera qu'une tribu méote de la côte orientale de la mer Noire portait le nom de Torètes (les Méotes, indigènes de ces régions, parlaient probablement des langues caucasiques du nord-ouest, bien que de fortes influences iraniennes soient décelables dans leur onomastique).

Il est enfin possible que les Taures, indépendamment de leurs liens culturels avec les populations de la steppe et du Caucase, aient été une population aborigène indépendante, parlant une langue particulière disparue. Ni la toponymie, ni la paléogénétique, ne semblent à l'heure actuelle pouvoir répondre à cette question.

Sur le plan archéologique aussi, un certain flou persiste. On attribue unanimement aux Taures des tombes en cistes ou caissons de pierre des VI^e et V^e siècles av. J.-C., nombreuses

sur la côte méridionale et dans les montagnes. Faits de quatre dalles formant les parois et d'une cinquième servant de couvercle, ces caissons contiennent des inhumations multiples. Quand la tombe était pleine, on ôtait les os en laissant les crânes (68 crânes dans une ciste de Mal-Mouz !). Les corps sont en position repliée. Le mobilier comprend des ornements de bronze et des armes et éléments de harnachement de style scythe. L'habitat fortifié du mont Kochka, avec ses tours et ses petites maisons de pierre, est rattaché à la même culture.

Outre ces nécropoles à ciste, une hypothèse associée aux Taures la culture dite de Kizil-Koba, développée du VIII^e aux IV^e-III^e siècles av. J.-C. sur les contreforts des monts de Crimée. Elle est représentée par plusieurs habitats non fortifiés (Ouch-Bach à côté de Sébastopol, Inkerman, Balaklava, Kizil-Koba...), avec des maisons décaissées ou de surface. Le matériel archéologique est très proche de celui des tombes à cistes, mais la céramique à enduits noir, brun ou rouge et incrustations de pâte blanche est caractéristique. Les cimetières installés près des habitats se composent de cistes entourées de cromlechs et parfois de kourganes bas. Chaque tombe peut contenir de deux à plusieurs dizaines de corps.

L'appartenance de la culture de Kizil-Koba demeure incertaine. Le meilleur argument en faveur d'une attribution aux Taures est que les sources antiques ne mentionnent aucun autre peuple dans les régions concernées de la Crimée – mais « Taures » peut avoir été, tout comme « Méotes » au Kouban de l'autre côté du détroit de Kertch, une appellation collective autant géographique qu'ethnique. Il est en tout cas très possible que les tombes à ciste et la culture de Kizil-Koba représentent deux groupes d'un même ensemble de population.

Les « Cimmériens » dans les steppes de Crimée

Nous avons mentionné, au chapitre précédent, l'apparition vers le IXe siècle av. J.-C. de cavaliers nomades dans la partie steppique de la Crimée. De type euro-poïde, ils étaient certainement les descendants des porteurs des cultures du Bronze tardif dans les steppes ukraino-russes. Archéologiquement, ils sont représentés par les vestiges des groupes dits de Kamychevakha et Tchornohorivka et du « Trésor de Novotcherkassk ». Ils ont compté parmi les premiers utilisateurs du fer en Europe.

On identifie traditionnellement ces premiers nomades entrés en Crimée au peuple des Cimmériens, connu par les sources grecques et assyriennes. Pour Hérodote, les Cimmériens (Κιμμέριοι / *Kimmérioi*) étaient les occupants des territoires devenus ensuite la Scythie européenne (à peu près les deux tiers méridionaux de l'actuelle Ukraine). Fuyant la menace scythe, ils franchirent le Caucase vers le sud et envahirent l'Asie antérieure. Des textes assyriens attestent bien la présence au sud du Caucase, à partir de la fin du VIIIe siècle av. J.-C., d'invasisseurs appelés *Gimirrāia*. Si l'on accepte le récit d'Hérodote, en partie mythique mais qui peut refléter des faits réels, cela fait des Cimmériens les prédécesseurs immédiats des Scythes, donc les nomades qui occupaient aux IXe-VIIe siècles av. J.-C. les steppes ukrainiennes et le nord de la Crimée.

Beaucoup d'archéologues tendent aujourd'hui à considérer ces Cimmériens comme une population iranophone, issue en partie des porteurs de la culture des Tombes à Charpente et proche des Scythes de la période suivante. Certains auteurs font même des Cimmériens une première vague scythe. Il existe cependant d'autres points de vue, comme la vieille théorie qui leur assignait une origine thrace, ou celle qui discerne chez eux des apports nord-caucasiens. Il est possible

que, comme tant d'autres ethnonymes, l'appellation de « Cimmériens » ait couvert une réalité diverse, par exemple une union guerrière associant divers groupes ethniques.

Quoi qu'il en soit, les vestiges nomades pré-scythes sont bien représentés en Crimée, avec quelques tombes importantes et la fameuse stèle anthropomorphe de Djankoï – qui fait le lien entre les monuments semblables du Chalcolithique et les stèles scythes classiques. Les sources suggèrent que la Crimée a pu être l'un des bastions des Cimmériens. Même si le lien étymologique entre son nom et le leur est, comme on l'a déjà signalé, très hypothétique, d'autres toponymes antiques rappelaient leur présence dans la péninsule. Le détroit de Kertch a gardé durant toute l'Antiquité le nom de « Bosphore-Cimmérien » déjà connu d'Hérodote. Le même auteur signale aussi un « Déroit des Cimmériens » apparemment distinct, et encore des « Murs des Cimmériens » et une région de « Cimmérie » qu'on a proposé de localiser en Crimée, mais sans preuve. De même, la situation de la ville de *Kimmerís* / *Kimmerikón* / *Cimmerium*, mentionnée par diverses sources grecques puis romaines, est incertaine : elle se trouvait sur l'une ou l'autre rive du détroit, soit en Crimée orientale, soit sur la péninsule de Taman'. Il en va de même du mont *Kimméron* cité par Strabon.

Certaines de ces appellations peuvent être bien postérieures à l'époque des vrais Cimmériens, mais elles rappellent en tout cas des traditions associant ces derniers à la Crimée et au détroit de Kertch.

Les « Cimmériens » ont été contemporains des débuts de la culture de Kizil-Koba. Les plus anciennes tombes de cette dernière ont livré des armes caractéristiques des nomades pré-scythes.

Les Scythes

Selon le récit classique d'Hérodote, les Scythes, nomades chassés d'Asie Centrale par des rivaux plus puissants, migrèrent vers l'ouest. Les Cimmériens fuirent devant eux et franchirent le Caucase à l'ouest de la grande chaîne, le long de la mer Noire. Les Scythes les poursuivirent mais passèrent à l'est des montagnes, débouchant en Médie (nord-ouest de l'actuel Iran) puis instaurant dans de vastes régions du Proche-Orient une domination qui aurait duré 28 ans. Ils furent vaincus par le roi des Mèdes Cyaxare (vers 625-585 av. J.-C.), retraversèrent le Caucase et se fixèrent dans les steppes d'Europe orientale.

Le schéma hérodotéen, malgré ses aspects mythiques et des difficultés chronologiques, est partiellement confirmé par d'autres données. En particulier, la découverte des plus vieux marqueurs d'une culture de type scythe très loin à l'est (kourgane d'Arjan-1 dans la Touva, vers 800 av. J.-C.) corrobore l'idée de la migration d'un groupe « proto-scythe » à partir de l'Asie Centrale ou de la Sibérie.

Les Scythes d'Europe, probablement nés de la fusion de ces Proto-Scythes et de divers autres éléments (dont des Cimmériens ?), étaient des europaïdes. Les quelques termes connus de leur langue prouvent qu'elle appartenait au rameau oriental de la branche iranienne de l'indo-européen. Leur culture est classiquement caractérisée par la « triade scythe » : types d'armes, types de harnachements, et surtout art animalier inconnu de leurs prédécesseurs « cimmériens ». De tous les peuples nomades antiques, ils sont les mieux connus, grâce aux recoupements entre une très riche archéologie et la description détaillée qu'en fait Hérodote au livre IV de *L'Enquête*.

Les textes assyriens et quelques vestiges archéologiques montrent en fait que les Scythes ont été présents au Proche-Orient à partir de 680-670 av. J.-C. et pendant une bonne partie du VIIe siècle. Mais, avant même leur expulsion par les Mèdes, ils s'étaient parallèlement signalés en Europe. En dehors du cas spécial représenté par le kourgane N° 15 de Stebliv en Ukraine, qui daterait de la fin du VIIIe siècle av. J.-C., des traces sûres des Scythes en Europe orientale et centrale ont été datées de la seconde moitié du VIIe siècle av. J.-C.

Entre la seconde moitié du VIIe et la fin du VIe siècle av. J.-C., les Scythes édifièrent un ou plusieurs royaumes comprenant les régions de steppe et de steppe boisée de l'actuelle Ukraine, et une grande partie de la Crimée. Leur entrée dans la péninsule a dû se produire assez tôt : deux tombes précoces (Témir-Gora près de Kertch, avec un récipient grec des années 640 av. J.-C., et Filatovka) sont datées du VIe, voire de la seconde moitié du VIIe siècle av. J.-C.

La Crimée se trouvait à la périphérie méridionale du territoire des Scythes, et leur présence y demeura probablement assez sporadique jusqu'aux Ve-IVe siècles av. J.-C. Il est intéressant de noter que, dès le départ, cette présence est attestée aussi bien dans la steppe de Crimée que dans la presqu'île de Kertch à l'est. La péninsule a été le foyer de l'une des variantes locales de la culture scythe, dite justement « de Crimée ».

A la fin du VIe siècle av. J.-C. (en 513 ?) eut lieu, selon Hérodote et d'autres auteurs antiques, la tentative d'invasion de la Scythie par Darius, roi de Perse. Les raisons, l'ampleur, la réalité même de cette campagne sont controversées. En tout cas, Hérodote signale à cette occasion que les Taures de Crimée refusèrent d'aider militairement les Scythes, ce qui

suggère qu'ils avaient conservé leur indépendance politique. L'archéologie illustre cependant l'influence des Scythes tant sur la culture des tombes en cistes de pierre que sur celle de Kizil-Koba.

Le IV^e siècle av. J.-C. vit l'apogée de la « Grande Scythie » des steppes ukrainiennes. En Crimée également, on observe à cette époque une croissance de la population scythe, et la richesse de certaines tombes reflète le pouvoir de son élite dirigeante.

La colonisation grecque : Bosphore et Chersonèse

La colonisation agricole et marchande grecque, qui avait commencé à la fin du VII^e siècle av. J.-C. sur la côte septentrionale de la mer Noire, toucha la Crimée dès la première moitié du VI^e siècle.

Son premier noyau, développé principalement par des Milésiens, fut l'est de la péninsule, sur la presqu'île de Kertch. Là fut fondée, vers 590-570 av. J.-C., la ville de Panticapée, dont le nom a toutes chances d'être iranien (scythe ?) : il signifierait « la route (**panta-*) du poisson (**kapa-*) ». Selon une légende tardive, le lieu aurait été cédé aux Grecs par le roi scythe Agaètos. A partir du milieu du VI^e siècle av. J.-C. apparurent, près de ce premier foyer, les villes de Tyritakè, Nymphée, Kimmérikon, Théodosie... Au Ve siècle av. J.-C., il y avait 26 agglomérations grecques dans la région.

La colonisation avait été plus intense encore de l'autre côté du détroit de Kertch, sur la péninsule de Taman'. A la fin du Ve siècle av. J.-C. (480 selon la date traditionnelle), des cités des deux rives s'unirent en un même ensemble politique, appelé à une longue existence : le « royaume du Bosphore-Cimmérien », avec comme capitale Panticapée. A partir de là,

l'histoire de la partie orientale de la Crimée se trouve étroitement liée à celle des régions « asiatiques » (suivant les conceptions géographiques antiques) de la côte orientale de la mer d'Azov. Les conditions de cette union ne sont pas connues ; il est possible qu'elle ait été motivée par le danger scythe – mais la réalité de ce dernier à cette époque est contestée – ou par les ambitions politiques et commerciales de Panticapée.

Les premiers souverains du Bosphore furent les Archéanactides, peut-être une famille aristocratique milésienne. En 438 av. J.-C., le pouvoir passa à la dynastie des Spartokides dont le fondateur, Spartokos I^{er} (438/7-433 av. J.-C.), portait un nom apparemment thrace. Les premiers Spartokides accrurent leur territoire en annexant Nymphée, qui dépendait d'Athènes, puis – non sans difficultés – Théodosie, soumise par Leukon I^{er} (389-349 av. J.-C.). Ce dernier agrandit également le royaume sur l'autre rive aux dépens des indigènes sindes et méotes, fondant ainsi un Etat multi-ethnique. Leukon I^{er} se disait « archonte du Bosphore et de Théodosie, roi des Sindes, des Méotes, des Torètes, des Dandariens et des Pesses ». Ces populations « barbares » étaient celles de la rive « asiatique » du détroit et parlaient vraisemblablement des langues caucasiques du Nord-Ouest – avec peut-être certains éléments iraniens : le nom des Pesses, par exemple, est purement caucasique (**ps-* « eau »), celui des Dandariens iranien (**dān-* « eau » + *dār-* « tenir »).

L'œuvre de Leukon fut poursuivie par ses fils, Spartokos II (349/8-344 av. J.-C.) et Pairisadès I^{er} (349/8-311 av. J.-C.) qui soumit les Doskhes et Thatéens. Le règne de Pairisadès fut marqué par une forte croissance économique, due au développement et à l'organisation de l'agriculture. Le Bosphore exportait du blé vers Athènes, avec laquelle il entretenait des liens étroits et qui aida le royaume à constituer

une flotte. L'artisanat se développa aussi à Panticapée et dans les autres cités.

De l'autre côté de la Crimée, au sud-ouest, la colonisation hellénique fut plus tardive. La grande cité de Chersonèse fut fondée en territoire taure par des Grecs doriens originaires d'Héraclée Pontique, et des Délotes, vers 422/21 av. J.-C. Elle se développa considérablement au cours et surtout à la fin du IV^e siècle av. J.-C. Dans le dernier quart de ce siècle, Chersonèse soumit Kerkinitis (l'actuelle Eupatoria, créée au VI^e siècle av. J.-C.) et fonda Kalos Limèn, la « Belle Baie ». Son influence s'étendait alors sur une grande partie de la Crimée du nord-ouest. La cité-Etat exploitait les terres agricoles, des pêcheries, des salines, avait un artisanat diversifié. Elle commerçait avec sa métropole, Héraclée Pontique, mais aussi avec Sinope, Rhodes et d'autres villes.

Les Grecs implantèrent dans leurs nouvelles colonies leur langue (qui fut longtemps la seule écrite en Crimée), leurs cultes et leur culture. Ils introduisirent aussi leurs institutions politiques mais, de ce point de vue, le Bosphore et Chersonèse représentent deux modèles différents.

Dans le royaume du détroit, les institutions civiques furent tôt subordonnées à une monarchie forte. Les dirigeants se posèrent en rois, d'abord à l'égard des populations soumises, puis (à partir du règne de Spartokos III, 304-284 av. J.-C.) des cités grecques également.

A Chersonèse, au contraire, le système grec « démocratique » demeura en vigueur sous diverses formes, avec un conseil, des collèges spécialisés et des magistrats dont les fonctions ne sont pas toujours connues précisément. Le « roi » éponyme des premiers temps n'avait pas de pouvoir réel.

Grecs et « Barbares » en Crimée

Les relations entre les colons grecs de Crimée et les populations voisines étaient variables selon les régions et les périodes. La fondation et l'expansion de Chersonèse s'étaient faites aux dépens des Taures de la région, mais on a quelques indices de l'intégration de Taures à la population de la cité. On leur a notamment attribué une nécropole du nord de la ville où les corps gisaient en position repliée.

En ce qui concerne les Scythes, leurs rapports avec les Grecs sont difficiles à définir pour les VI^e et Ve siècles av. J.-C. Les traces d'incendie et de destruction, les campagnes de fortification, comme à Myrmêkion, peuvent avoir différentes explications. A partir du Ve siècle av. J.-C., en tout cas, des Scythes limitrophes du Bosphore se sédentarisèrent. Des tombes scythes aristocratiques ont été découvertes dans les nécropoles de Panticapée et de Nymphée.

Au IV^e siècle av. J.-C., les Scythes au sommet de leur puissance eurent généralement des relations pacifiques avec le royaume du Bosphore. Polyen conte que Leukon I^{er} recruta pour une de ses guerres des Scythes, qu'il chargea de larder de flèches ses hoplites s'ils s'avisèrent de reculer ! Il est possible que des alliances dynastiques aient été conclues entre les rois scythes et les Spartokides. Démosthène, dans son discours *Contre Phormion* prononcé en 328 av. J.-C., évoque bien un conflit entre Pairisadès I^{er} et les Scythes, mais le cas semble exceptionnel. On ne note pas non plus de conflit majeur avec Chersonèse en pleine expansion. Cette période est d'ailleurs celle de la symbiose économique et artistique entre Scythes et Grecs, que rappelle l'admirable art mixte dont certains chefs-d'œuvre ont été découverts en Crimée (kourgane de Koul'-Oba). La sédentarisation de groupes scythes se poursuivait dans la péninsule de Kertch.

Le grand conflit entre les Scythes d'Ukraine et la Macédoine, marqué par la mort au combat du vieux roi scythe Atéas (339 av. J.-C.) et la revanche prise par les Scythes à Olbia sur l'armée de Zopyrion (330 av. J.-C.) n'eurent apparemment pas de répercussions en Crimée.

Ce sont probablement des Scythes de Crimée qui intervinrent, vers 310 av. J.-C., dans la guerre de succession pour le trône du Bosphore. A la mort de Pairisadès, son fils aîné Satyros II lui succéda. Le frère de Satyros, Eumêlos, contesta ses droits. Chacun des prétendants se trouva des alliés « barbares » : Satyros recruta 30 000 Scythes, Eumêlos s'assura le soutien d'Aripharnês, que Diodore de Sicile présente comme roi des « Thraces » – mais il s'agit plus probablement des Thatéens, tribu de la région du Kouban sur la rive « asiatique » du Bosphore. Satyros remporta une bataille décisive sur la rivière Thatis mais mourut peu après de blessures reçues dans la suite des combats. Eumêlos élimina un troisième frère du nom de Prytanis. Il supprima tout l'entourage de ses concurrents – seul Pairisadès, le fils de Satyros, put se réfugier auprès du roi scythe Agaros. Eumêlos régna ensuite jusqu'à sa mort en 304 av. J.-C.

Les crises des IIIe-IIe siècles av. J.-C. et l'apparition des Sarmates

Au tournant des IVe et IIIe siècle av. J.-C., la « Grande Scythie » ukrainienne s'effondra et disparut. Les dernières grandes tombes aristocratiques scythes de ces régions datent du troisième tiers du IVe siècle, les dernières tombes communes du début du IIIe siècle. Cette catastrophe était traditionnellement attribuée à l'arrivée des Sarmates, dont nous reparlerons, mais on a invoqué plus récemment des causes climatiques. En tout cas, la population scythe disparut en grande partie et ne se maintint que dans les « Petites Scythies » : aux bouches du Danube, et sur le bas Dniepr et

en Crimée. Dans ces régions, elle se sédentarisa complètement.

En ce qui concerne la Crimée, il est difficile de dire s'il y eut un repli massif de tribus scythes vers la péninsule, ou si les Scythes précédemment établis là survécurent seuls à la disparition de la « Grande Scythie ». Ce qui est sûr, c'est que le nord-ouest de la Crimée devint le principal bastion de ceux qu'il est convenu d'appeler les « Scythes tardifs », et que ceux-ci adoptèrent un comportement plus belliqueux à l'égard des Etats grecs.

Leur première victime fut Chersonèse qui, comme on l'a vu, avait considérablement étendu sa zone d'influence au cours du IVe siècle av. J.-C. Vers la fin du premier tiers du IIIe siècle, ses établissements dans le nord-ouest et l'ouest de la Crimée furent complètement détruits, presque certainement par les Scythes. Ensuite, la pression scythe ne cessa pas. En 179 av. J.-C., Chersonèse tenta d'obtenir la protection de Pharnace, roi du Pont. Ce royaume hellénistique du Pont, héritier comme d'autres des conquêtes asiatiques d'Alexandre le Grand et du partage de son empire, se trouvait sur la côte méridionale de la mer Noire, en face de la Crimée.

C'est à propos de ces démêlés de Chersonèse avec les Scythes qu'est mentionnée la première apparition des Sarmates en Crimée. Les Sarmates étaient des nomades de type européide et de langue iranienne, apparentés par conséquent aux Scythes. Attestés par les sources et l'archéologie à partir du IVe siècle av. J.-C., ils étaient issus des Sauromates (les voisins orientaux des Scythes dans les steppes du Don et de la Volga) et de tribus venues de l'est de l'Oural. Le calendrier de leur expansion vers l'ouest, dans l'ancienne Grande Scythie, pose encore divers problèmes, mais on peut supposer leur présence dans l'est de l'Ukraine à partir du IIIe et, en tout cas, sûrement au IIe siècle av. J.-C.

S'il n'est pas certain que, comme le prétend Diodore de Sicile, ils aient exterminé les Scythes, ils ont en tout cas occupé progressivement leur ancien territoire.

Polyen (*Stratagèmes*) relate une histoire selon laquelle Chersonèse, opprimée par les Scythes, demanda l'aide des Sarmates. Le roi sarmate Médosakkos était un incapable et le pouvoir était exercé par sa femme Amagê. Celle-ci menaçait les Scythes sans résultat puis, au cours d'un raid fulgurant de plus de 200 km, vint tuer le roi scythe et ses proches. Le récit est peut-être romancé (quoique les noms propres paraissent bien iraniens), mais le fond doit être historique. L'anecdote est datée, selon les commentateurs, entre la fin du III^e et la première moitié du II^e siècle av. J.-C. Certains y ont également discerné le souvenir d'une situation de vassalité du royaume scythe de Crimée à l'égard des Sarmates, puisque la reine guerrière y intervient à la tête de 120 hommes seulement, tue le Scythe apparemment sans difficulté et laisse sur le trône le fils de sa victime après lui avoir ordonné de laisser les Grecs en paix.

Durant cette même période du III^e et de la première moitié du II^e siècle av. J.-C., les Scythes ne paraissent pas s'être attaqués au royaume du Bosphore. Celui-ci traversa également une crise, mais qui avait d'autres causes. Après la mort d'Eumêlos en 304 av. J.-C., son fils Spartokos III régna vingt ans, entretenant avec Athènes des liens d'étroite amitié. Pairisadès II lui succéda en 284/3 av. J.-C. mais, à partir de là, les sources historiques et épigraphiques se raréfient et la chronologie des règnes devient incertaine. Pour la seconde moitié du III^e siècle av. J.-C., on connaît les rois Spartokos IV et Leukon II, fils de Pairisadès II, un Satyros IV, puis un « archonte Hygiainon » qui était peut-être un usurpateur étranger à la dynastie spartokide. Dans la première moitié du II^e siècle av. J.-C. se succédèrent Spartokos V, sa fille la reine Kamasaryè, l'époux de cette dernière Pairisadès III

(mentionné par un monument de 178-176 av. J.-C.), leur fils Pairisadès IV, enfin Pairisadès V qui devait être le dernier des Spartokides. Son règne a été daté, avec une marge d'incertitude considérable, de 140 (ou 130, ou 125 !) à 111-108 av. J.-C.

La dynastie royale était probablement toujours alliée aux Scythes. Le second époux de la reine Kamasaryè, Argotos, était peut-être scythe : une inscription le présente comme « seigneur de la Scythie ». Un peu plus tard, une fille du roi scythe Skilouros, Senamotis, fut mariée à un dignitaire bosporitain du nom d'Héraclide. Ces liens ne préservèrent pas le Bosphore, dans les dernières décennies du IIe siècle av. J.-C., des appétits expansionnistes du royaume scythe de Crimée.

A ce moment, en effet, les Scythes tardifs connurent leur apogée sous le roi Skilouros. Les ambitions de celui-ci ne se limitaient pas à la Crimée, puisqu'il réussit à soumettre Olbia, la grande cité grecque à l'embouchure du Boug en Ukraine du sud-ouest. Mais il entendait certainement contrôler toute la péninsule. Il bâtit une vraie capitale, connue par son nom grec de Néapolis, près de l'actuelle Simféropol. Il tenta de s'emparer de Chersonèse. Il soumit, ou tenta de soumettre, le royaume du Bosphore au paiement d'un tribut. C'est alors que les Grecs cherchèrent et trouvèrent un puissant allié étranger, et que le destin de la Crimée bascula.

Le temps de Mithridate et l'intervention romaine

On a vu que, dès 179 av. J.-C., Chersonèse avait conclu une alliance avec le royaume du Pont, au sud de la mer Noire. En 111 av. J.-C., le jeune héritier de ce royaume, Mithridate (Mithridate VI « Eupatôr »), prit le pouvoir. Il était en quête d'aventures, commandait une puissante armée organisée sur le modèle macédonien, et c'est vers lui que se tournèrent les

Etats hellénistiques de Crimée. La situation devait être désespérée, car, si Chersonèse accepta le protectorat de Mithridate, le roi du Bosphore alla encore plus loin en abdiquant en faveur du souverain pontique.

Répondant à ces appels, Mithridate envoya en Crimée son général Diophante, qui, d'après Strabon, combattit contre Skilouros puis son fils Palakos qui lui succéda apparemment durant le conflit.

La chronologie de ces guerres demeure imprécise (110-107 av. J.-C. ?), mais leur déroulement est connu grâce au décret de la ville de Chersonèse en l'honneur de Diophante.

L'armée bosporitaine vainquit les Scythes de Palakos près de Chersonèse puis s'avança en territoire scythe, prenant la forteresse de Chabaiou et la capitale, Néapolis. Les Scythes, prétend le décret, se reconnurent vassaux de Mithridate. Cependant, ils se révoltèrent bientôt et Diophante mena une seconde campagne victorieuse, reprenant Kerkinitis et assiégeant Kalos Limèn occupée par les Scythes. Palakos contre-attaqua à ce moment, avec le soutien des Roxolans, l'une des grandes confédérations tribales sarmates qui devait alors occuper les steppes ukrainiennes orientales. Diophante vainquit la coalition.

Le théâtre des opérations se déplaça ensuite vers l'est et le royaume du Bosphore. Là, l'abdication du dernier Spartokide en faveur de Mithridate provoqua une violente réaction, non des Grecs, mais de certains Scythes. Un nommé Saumakos tua Pairisadès V et se proclama roi lui-même. On sait qu'il contrôla un moment au moins Panticapée et Théodosie et battit monnaie à son nom.

On ignore quels liens existaient entre Saumakos et le royaume de Palakos (les historiens soviétiques ont donné des

interprétations fantaisistes de cette révolte scythe en terme de lutte des classes : des esclaves agricoles scythes se soulevant contre leurs exploiters grecs !). Tout cela illustre surtout à quel point l'élément scythe était présent au Bosphore. En tout cas, Diophante vainquit également ces Scythes-là et captura Saumakos. Vers 108 ou 107 av. J.-C., Mithridate Eupatôr, protecteur de Chersonèse et nouveau roi du Bosphore, était le maître de toute la Crimée.

La péninsule se trouva ainsi intégrée à un empire que les conquêtes suivantes de Mithridate au sud de la mer Noire (Cappadoce, Paphlagonie, Bithynie) agrandirent rapidement. A partir de 88 av. J.-C., le roi du Pont se fit le champion de l'hellénisme et de l'Asie contre Rome. Les guerres fameuses qui suivirent ne nous concernent pas ici, mais, quand Mithridate fut définitivement vaincu par Pompée en 66 av. J.-C., c'est au Bosphore, à Panticapée, qu'il se réfugia. Pour reprendre le contrôle du royaume, il dut éliminer son propre fils Macharès qu'il y avait nommé gouverneur en 81/80 av. J.-C. et qui avait pris le parti des Romains dès 70. Mithridate conçut alors un plan extraordinaire d'attaque de l'Italie par voie de terre. Mais à la veille de l'offensive prévue, en 63 av. J.-C., il fut confronté à l'insurrection de Phanagorie puis d'autres villes, et à la rébellion de son fils Pharnace. Il se suicida et Pharnace, pour conserver le trône du Bosphore, dut se soumettre au protectorat romain. Chersonèse demeura sous sa tutelle.

Quand une guerre civile éclata à Rome entre César et Pompée, Pharnace y vit la chance de se réapproprié l'héritage paternel. L'aventure se termina mal. Après des succès en Colchide, en Petite Arménie et en Cappadoce, il fut vaincu en 47 av. J.-C. à Zela par César (c'est à cette occasion que le consul romain prononça sa fameuse formule « *Veni, vidi, vici* »). Il dut regagner le Bosphore où il fut assassiné par Asandro[cho]s qu'il avait laissé là comme régent.

Rome ne reconnut pas cet Asandros et tenta d'imposer au Bosphore Mithridate (VII) de Pergame, peut-être un fils naturel de Mithridate Eupatôr. Le prétendant échoua et fut tué en 46 av. J.-C. C'est à ce moment, en 46/5 av. J.-C., à l'initiative de César, que Rome rendit à Chersonèse sa « liberté », la soustrayant au contrôle des rois du Bosphore. Il s'agissait évidemment de l'attacher plus directement à la république, au détriment d'un royaume instable. Après la mort de César en 44 av. J.-C., Asandros tenta sans succès de soumettre Chersonèse, qui demeura un fidèle satellite de Rome. Vers 25 av. J.-C., la cité-Etat conclut cependant une alliance défensive avec le Bosphore, sous la supervision romaine.

Au Bosphore, une certaine légitimité dynastique était incarnée par Dynamis, la fille de Pharnace. Reine de plein droit, elle fut épousée successivement par Asandros (qui se fit appeler roi à partir de 45/4 av. J.-C.), par un certain Scribonius qui se prétendait petit-fils de Mithridate Eupatôr (vers 15 av. J.-C.), enfin par Polémon, souverain de ce qui restait du royaume du Pont, envoyé par Rome pour combattre l'usurpation de Scribonius (vers 14 ou 13 av. J.-C.). Polémon se remaria ensuite à Pythodoride, petite-fille de Marc-Antoine.

En 8 av. J.-C., Aspourgos, fils d'Asandros et de Dynamis, se révolta contre Polémon à la tête des Aspourgiens. Ceux-ci sont traditionnellement considérés comme une tribu méote de la rive « asiatique » du Bosphore : Asandros, qui les avait commandés comme « ethnarque », aurait donné leur nom à son fils (mais on a supposé à l'inverse que les Aspourgiens étaient des soldats d'Aspourgos, désignés d'après lui ! Méotes ou non, les noms d'Aspourgos et d'Aspourgiens sont iraniens). Polémon fut tué, Aspourgos prit le pouvoir, et se fit confirmer comme roi par Rome en 14 de notre ère. Il porta dès lors le titre d'« ami des Romains », conservé par tous ses

successeurs. Au cours des années suivantes, il vainquit les Scythes et les Taures, et épousa Gêpaipyris, fille d'un roi thrace et petite-fille de Polémon I^{er} du Pont.

L'intervention romaine en Crimée et l'affermissement du protectorat

Après la mort d'Aspourgos en 38 de notre ère et la régence de la reine Gêpaipyris, l'empereur Caligula tenta de restaurer au Bosphore la dynastie du Pont et d'imposer sur le trône Polémon (II), petit-fils de Polémon I^{er}. L'opération échoua (39-40) et c'est Mithridate, fils d'Aspourgos, qui conserva le pouvoir. Il fut confirmé par Claude, successeur en 41 de Caligula.

Quelques années plus tard, cependant, Claude décida de soutenir Cotys, l'autre fils d'Aspourgos, qui avait été envoyé à Rome et en avait profité pour intriguer contre son frère. Une armée romaine commandée par A. Didius Gallus fut expédiée au Bosphore pour installer Cotys sur le trône. Mithridate fut renversé. Mais, dès le retrait du gros des forces romaines, il reprit la lutte. Chacun des prétendants s'allia à l'une des grandes unions tribales sarmates des steppes russes méridionales : Mithridate aux Siraques du roi Zorsinès, Cotys aux puissants Aorses du roi Eunonès. Cotys était en outre soutenu par l'armée romaine de G. Julius Aquila. Les combats tournèrent à l'avantage de Cotys. Mithridate se rendit aux Aorses, dont le roi pria les Romains d'épargner le vaincu. Ces événements se déroulèrent entre 45 et 49.

Cotys I^{er}, qui régna jusqu'en 69 (et sur la Colchide jusqu'en 62), demeura étroitement subordonné à Rome. Il adopta officiellement les *tria nomina* de Tiberius Julius Cotys et se fit nommer grand-prêtre du culte impérial. Certaines de ses monnaies furent même émises, à partir de 62, au seul nom de l'empereur Néron. L'onomastique de la dynastie, pendant les

trois siècles qui suivirent, montre cependant son attachement à ses racines « barbares » : chez ces rois qui s'appellent tous Tiberius Julius et se proclament « ami de César et ami des Romains », les noms thraces (Cotys, Rhêskouporis, Rhoimetalkês) alternent avec des noms iraniens qui peuvent être d'origine perse (Teiranês ?) ou plutôt sarmate (Rhadamsadês, et bien sûr Sauromatês). La monarchie bosporitaine était, depuis Mithridate Eupatôr, fortement orientalisée.

Vers le début des années 60, les Romains intervinrent également au profit de Chersonèse. Le légat de Mésie T. Plautius Silvanus vint à la tête de ses troupes combattre les Scythes qui menaçaient la ville. C'est à cette occasion que fut bâti le fort de Charax, à la pointe méridionale de la péninsule.

A la fin du règne de Néron, Rome contrôlait donc tout le sud de la Crimée, exerçant son influence tant sur la cité-Etat « républicaine » de Chersonèse au sud-ouest que sur la monarchie bosporitaine au sud-est et sur la rive opposée du détroit de Kertch.

Les Sarmates entre steppes et cités

Nous avons vu des Sarmates issus de différents groupes tribaux intervenir, à la fin du II^e siècle av. J.-C. et dans la seconde moitié des années 40 de notre ère, dans les affaires de la Crimée et du royaume du Bosphore. A cette époque, toutefois, ils ne résidaient pas encore dans la péninsule. Ils occupaient les steppes ukraïno-russes et leur présence est attestée au royaume du Bosphore, mais uniquement sur la rive « asiatique ». Selon Strabon, Chersonèse édifia sous Asandros (2^{ème} moitié du I^{er} siècle av. J.-C.) un mur défensif contre des « Barbares », mais il ne s'agissait pas forcément de Sarmates.

A partir du tournant de notre ère, les Sarmates pénétrèrent en Crimée. Ils occupèrent une partie des steppes, mais semblent aussi s'être dirigés d'emblée vers les établissements scythes tardifs et vers les cités grecques. Sur le plan archéologique, les plus anciennes tombes sarmates de Crimée se rencontrent dans l'est de la péninsule (Nogaïtchik), près de Simféropol en territoire scythe tardif (Konstantinovka) et dans la région de Chersonèse / Sébastopol (Mamaï-Oba sur le Belbek). Les deux dernières sont datées de la fin du I^{er} ou du début du II^e siècle. Des sépultures sarmates des premiers siècles de notre ère ont été découvertes dans les nécropoles de Panticapée et de Chersonèse, ainsi que dans d'autres cimetières de Crimée du sud-ouest et des cimetières scythes tardifs.

Les Sarmates influencèrent, dès le I^{er} siècle, les élites dirigeantes et même la dynastie royale du Bosphore. Les stèles et fresques bosporitaines offrent certaines des meilleures représentations antiques de la spécialité militaire des Sarmates : la cavalerie lourde de lanciers cuirassés. A partir du règne d'Aspourgos (I^{ère} moitié du I^{er} siècle), les souverains et l'aristocratie commencèrent à utiliser le système héraldique des *tamgas*, signes non-figuratifs servant de marque de propriété chez les Sarmates. Un premier Sauromatès (litt. « le Sarmate » régna de 93/4 à 123/4, et ce nom demeura par la suite l'un des plus populaires chez les dynastes bosporitains. L'influence sarmate fut forte aussi chez les Scythes tardifs de Crimée, qui adoptèrent par exemple l'armement et les *tamgas* des nouveaux venus.

Il n'est guère possible de préciser qui exactement étaient ces Sarmates infiltrés en Crimée au début de notre ère, d'autant que la nébuleuse nomade des steppes ukraino-russes était à ce moment en pleine réorganisation. Au moment de la guerre de succession bosporitaine des années 40, les tribus dominantes aux frontières du royaume étaient les Aorses (de la rive orientale du Don au nord de la Caspienne) et les Siraques

(nord-ouest du Caucase). Les voisins occidentaux des Aorses étaient selon Strabon les Roxolans (entre Dniepr et Don). Les Aorses alliés aux Romains ayant vaincu les Siraques vers 49, ils devaient être au sommet de leur puissance. Mais, peu après, les mentions d'eux se raréfient tandis qu'apparaît dans les sources un nouvel ensemble nomade, localisé initialement dans les steppes du Don : les Alains.

Que les Alains aient été une nouvelle union de tribus sarmates (constituée autour des Aorses ?), ou un peuple centre-asiatique cousin des Sarmates et qui les aurait en partie assimilés, il s'agit de toute façon d'une agrégation d'éléments nomades, europaïdes et iranophones, apparemment responsable de la diffusion dans les steppes européennes de la culture archéologique dite « sarmate moyenne », succédant à la précédente phase « sarmate ancienne » des IV^e- I^{er} siècles av. J.-C.

L'entrée des Sarmates en Crimée étant à peu près contemporaine de ces événements, on peut imaginer qu'il s'agissait, soit de tribus sarmates mises en branle lors du processus de constitution de l'ensemble alain, soit d'Alains (ou Sarmates « alanisés »). Pline (mort en 79) mentionne des Siraques à côté des « Scythotaures » – donc en Crimée. Plus tard, vers 190, Sauromatès II du Bosphore vainquit des Siraques, mais on se sait s'ils résidaient en Crimée ou sur la rive « asiatique ». Concernant les Alains, il est sûr qu'ils étaient en contact étroit avec le royaume du Bosphore au plus tard au tournant des II^e et III^e siècles, puisqu'une stèle portant le *tamga* héraldique de Sauromatès II mentionne un « interprète en chef des Alains ». En tout cas, des innovations culturelles comme la cavalerie lourde ou les *tamgas* sont contemporaines de l'apparition des Alains sur la scène historique, et leur diffusion en Crimée reflète au moins une certaine « alanisation » des Sarmates locaux.

Au milieu du II^e siècle, une ultime vague « sarmate » ou sarmato-alaine, porteuse de la culture archéologique dite « sarmate tardive » qui reflète de nouveaux apports centro-asiatiques ou sibériens, toucha les steppes d'Europe orientale.

Aux II^e-III^e siècles, des Sarmates sédentarisés fondèrent des établissements sur les contreforts des monts de Crimée.

« Barbares », Grecs et Romains du milieu du I^{er} au milieu du III^e siècle

Bien que l'arrivée des Sarmates ait progressivement modifié l'équilibre ethnique de la péninsule et influencé profondément les cultures locales, elle fut assez progressive pour ne pas causer de choc politique ou militaire majeur.

Au royaume du Bosphore, les héritiers de Cotys I^{er} se suivirent de père en fils : Rhêskouporis I^{er} (68/9-91/2), Sauromatès I^{er} (93/4-123/4), Cotys II (123/4-132/3), Rhoimetalkês (131/2-153/4). Le frère de ce dernier, Eupatôr, régna à sa suite, et ce n'est qu'à sa mort que Sauromatès II, fils de Rhoimetalkês (V. 174/5-210) put occuper le trône.

Quelques indices numismatiques suggèrent des rapports difficiles entre Sauromatès I^{er} et l'empereur Trajan (98-117), dont Jordanès dit qu'il « soumit les Bosporitains ». Probablement, Sauromatès tenta de se soustraire à la tutelle romaine et Trajan le fit rentrer dans le rang.

Chersonèse reperdit brièvement son indépendance dans les années 120. L'empereur Hadrien subordonna la ville à Cotys II du Bosphore. Nous savons qu'un éminent citoyen du nom d'Ariston effectua des démarches en vue d'une « alliance » auprès de Rhoimetalkês, puis alla à Rome réclamer la « liberté ». Grâce à l'intercession de la ville d'Héraclée Pontique, la vieille métropole avec laquelle subsistaient des

liens, l'empereur Antonin le Pieux (138-161) restitua finalement son indépendance à Chersonèse.

C'est également dans les années 130-140 que les Romains renforcèrent leurs garnisons en Crimée du sud-ouest. Chersonèse elle-même devint une grande base terrestre et navale, et divers points d'appui furent occupés sur la côte et dans l'arrière-pays. Dans la péninsule stationnèrent notamment des unités de la Première légion *Italica*, de la Cinquième *Macedonica*, de la Onzième *Claudia*, auxquelles s'ajoutaient des auxiliaires. Une partie de ces troupes semble avoir été retirée dans le deuxième quart du III^e siècle, mais des forces – moins nombreuses – se réinstallèrent à Chersonèse vers 250.

La cité-Etat demeurait un grand centre commercial, en relations d'affaires avec les Sarmates de la steppe et avec différentes parties du monde classique. Elle exportait poisson, vin, céramique, verre, métal... jusqu'à l'Asie Mineure, la Gaule, l'Afrique du Nord. Bien que sa population ait été mélangée, son caractère hellénique demeurait plus pur que celui des cités du Bosphore.

L'un des buts de la présence militaire romaine était la défense contre les « Barbares » – principalement les Scythes tardifs. Ceux-ci sont appelés, par les sources historiques et épigraphiques d'époque, « Scythotaures » ou plus souvent « Tauroscythes », ce qui peut rappeler leur assimilation des derniers Taures ou simplement leur localisation en « Tauride ».

Les rois du Bosphore Sauromatès I^{er} et Cotys II remportèrent des victoires sur ces Scythes. Dans les dernières décennies du II^e siècle, Sauromatès II les vainquit à son tour, ce que commémore une inscription de 193/4. Il semble que ses campagnes agrandirent le royaume. Son fils et successeur

Rhêskouporis II (210/1 ou 211/2-228/9) guerroya lui aussi contre divers « Barbares », et une inscription le présente entre autres titres comme « roi des Tauroscythes ». Cela peut signifier qu'il avait définitivement soumis ce qui subsistait à cette date de l'ancien royaume scythe, ou simplement qu'il comptait des Scythes tardifs parmi ses sujets. En tout cas, l'histoire des Scythes de Crimée n'est plus documentée à partir de la fin du IIe siècle, bien qu'une population scythe de plus en plus sarmatisée et hellénisée ait survécu plus longtemps encore.

Le règne de Rhêskouporis II au Bosphore connut aussi une crise économique, reflétée par la baisse du titre des monnaies d'or. Après sa mort, les règnes des souverains se chevauchent partiellement : les rois s'associaient désormais un corégent, peut-être chargé du gouvernement des cités « asiatiques » du Bosphore. Déjà, Rhêskouporis II nomma roi, un ou deux ans avant sa mort, son fils Cotys III (227/8-233/4). Cotys III eut deux associés successifs : son frère Sauromatès III (229/30-231/2), puis Rhêskouporis III (233/4-234/5) qui était peut-être le fils du précédent.

Le trône passa ensuite à Ininthimaios, que l'on soupçonne d'être un usurpateur. Le nouveau roi (234/5-238/9) portait pourtant les appellations dynastiques traditionnelles de Tiberius Julius, mais son nom « barbare » rappelle celui d'Inismeus, un roi (sarmate ?) d'Olbia au I^{er} siècle, et même les *tamgas* des deux hommes se ressemblent un peu. Son successeur se nommait Rhêskouporis (vers 240-276/7) : il s'agirait normalement du quatrième roi de ce nom – mais on a imaginé que ce pourrait être Rhêskouporis III, continuant ou reprenant son règne après l'intermède d'Ininthimaios. De toute façon, au milieu du IIIe siècle, le royaume du Bosphore et toute la Crimée entrèrent dans une nouvelle ère de turbulences, inaugurée par les invasions germaniques au nord de la mer Noire.

Les invasions du IIIe siècle

Au début du deuxième tiers du IIIe siècle, les frontières « asiatiques » du royaume du Bosphore furent attaquées par des ennemis mal identifiés. Gorgippia (actuellement Anapa) fut détruite après 239, la grande ville marchande de Tanaïs (près d'Azov) dans les années 240 ou, selon une réévaluation récente, au début des années 250. Les « Barbares » responsables de ces ravages pourraient être des Alains, ou les Goths dont la présence est attestée dès cette période aux frontières danubiennes de l'empire romain.

Les Goths étaient un peuple de langue germanique orientale, dont les premières traces sûres (culture de Wielbark / Willenberg) se rencontrent à partir du début de notre ère dans le nord de la Pologne actuelle. Leurs propres légendes les faisaient venir de Scandinavie. Au IIe siècle, ils entreprirent une migration vers le sud-est qui les conduisit en Ukraine et jusqu'aux rives des mers Noire et d'Azov, probablement au tournant du IIe et du IIIe siècle. En Ukraine et Moldavie-Valachie se constitua un grand royaume goth, associant des populations diverses (tribus gothes elles-mêmes, Sarmato-Alains, Slaves, Thraces...).

Un passage tardif mais célèbre de l'*Histoire nouvelle* de Zosime (Ve-VIe siècles) évoque parmi les alliés ou associés des Goths de mystérieux Boranes. Ceux-ci, voulant piller les villes du littoral asiatique de la mer Noire, réquisitionnèrent la flotte bosporitaine et ses équipages. Zosime explique que, précédemment, les rois qui gouvernaient le Bosphore de père en fils avaient bloqué de tels mouvements, à la fois pour préserver leurs intérêts commerciaux et obtenir l'amitié et les « cadeaux » des empereurs romains. Mais voici que des gens sans aveu étaient parvenus sur le trône et avaient, par crainte, cédé aux exigences des Barbares. Ce texte se réfère aux raids des années 250 (254-55 ou 255-56 ?) qui touchèrent

notamment Pityus / Pitsounda sur la côte géorgienne et Trébizonde.

Les Boranes, presque inconnus par ailleurs – ce sont peut-être les « Borades » de la *Lettre canonique* de Grégoire le Thaumaturge, contemporain des événements – ont été considérés tantôt comme des Sarmates ou Alains iranophones (ir. **bor-* « jaune »?), tantôt comme une tribu gothe ou germanique, mais leur nom pourrait être une appellation grecque collective des Barbares septentrionaux (grec Βορέας / *Boréas* « Nord »). La seule chose sûre est qu'ils étaient assez nombreux pour imposer leur volonté au royaume du Bosphore. Si l'on en croit Zosime, la faiblesse de celui-ci était liée à une crise dynastique. Or, Rhêskouporis « IV » (cf. *supra*) régna de 240 environ à 276/7, c'est-à-dire longtemps avant et après cette crise. Cependant, il partagea le pouvoir avec plusieurs autres souverains, peut-être étrangers à la dynastie. On a vu plus haut le cas d'Ininthimaios (234/5-238/9). Vers 253-254, c'est Pharsanzès, dont nous ne savons rien, qui occupa le trône. Son nom est nettement iranien (sarmato-alain?), et son bref règne coïncide curieusement avec la date des raids boranes en mer Noire. Après cela, on connaît des monnaies d'un certain Syggès (Syngès), datées assez vaguement entre 258 et 276, mais leur authenticité et la réalité du personnage ont été contestées.

Dans les années 260-270, les villes « européennes » du Bosphore, en Crimée orientale, connurent à leur tour des destructions révélatrices d'attaques barbares. A Panticapée même, une couche d'incendie est datée de 256 environ. Mais le royaume survécut : Rhêskouporis IV termina son règne en 276/7, avec comme derniers corégents Sauromatès IV (son fils?) en 275-76 et Teiranès qui lui succéda (275/6-278/9). La dernière campagne maritime des Goths et de leurs alliés sur la flotte bosporitaine eut lieu en 275. Les « Barbares » attaquèrent le Pont, la Bithynie, la Cappadoce. Ils furent

rattrapés et vaincus, à leur retour au Bosphore, par la flotte romaine, et l'empereur Tacite se fit proclamer « Gothique et Pontique ». Le remplacement de Sauromatès IV par Teiranès pourrait être lié à ces événements. La suite est un peu obscure : un Chedosbios (279/80-285/6 ?) n'est connu que par l'épigraphie. Thothorsès semble avoir succédé à Teiranès en 279, ou à Chedosbios en 285, jusqu'en 308/9. Son *tamga* diffère complètement du modèle dynastique courant, ce qui pourrait dénoncer, là encore, un usurpateur.

Les invasions du III^e siècle touchèrent également le reste de la Crimée. Le fort romain de Charax fut abandonné en 244. Néapolis, l'ancienne capitale du royaume scythe de Crimée, fut détruite dans la deuxième moitié du III^e siècle. Durant la même période, les troupes romaines se retirèrent de Chersonèse. La ville cessa de frapper sa propre monnaie pour utiliser celle de l'empire, signe probable de crise économique profonde. Cependant, Chersonèse elle-même ne fut pas occupée par les Barbares. Les premières traces archéologiques des Goths en Crimée (tombes à incinération, matériel de la culture dite de Tcherniakhiv qui est le reflet archéologique de la domination gothe) datent de cette seconde moitié du III^e siècle. Elles sont concentrées principalement en Crimée du sud-ouest. Les établissements scythes tardifs et certains établissements sarmates, sur les contreforts des monts de Crimée, furent détruits à cette époque.

Les Goths et Boranes ne furent probablement pas les seuls à pénétrer en Crimée au III^e siècle. L'archéologie montre la présence, au sud de la péninsule (nécropoles de Droujnoïé et Pereval'noïé sur le versant septentrional des monts de Crimée) d'Alains culturellement liés à ceux du Caucase du Nord. Ces Alains ont pu accompagner la migration des Goths en Crimée ou y être poussés par eux.

Les guerres entre Chersonèse et le royaume du Bosphore

Constantin VII « Porphyrogénète », l'empereur et écrivain byzantin du Xe siècle, a préservé le souvenir un peu flou de trois guerres entre Chersonèse et le royaume du Bosphore à la fin du IIIe et au IVe siècle. D'après lui, au temps où Dioclétien était empereur (284-305), « Sauromatès du Bosphore, fils de Kriskoronos » attaqua les possessions romaines en Lazique et au Pont à la tête d'une armée de Sarmates riverains de la mer d'Azov. Il s'avança jusqu'au Halys (le Kızılırmak en Anatolie). Pour faire diversion, le tribun Constance Chlore demanda aux troupes chersonésites d'attaquer Panticapée. Les soldats de Chersonèse capturèrent la famille de Sauromatès, l'obligeant à conclure la paix. Constance Chlore fut nommé César en 293 : s'il n'était encore que tribun, les événements eurent lieu avant cette date. A cette époque, le roi du Bosphore était en fait Thothorsès. Certains commentateurs ont supposé qu'il avait été concurrencé, soit par Sauromatès IV (qui avait brièvement régné en 275-76 et aurait pu devenir une sorte d'aventurier), soit par un autre prince du même nom. Dans le premier cas, son père « Kriskoronos » serait en fait Rhêskouporis IV.

Toujours selon Constantin Porphyrogénète, le petit-fils de ce Sauromatès aurait plus tard fait la guerre à Chersonèse pour venger son grand-père. Ce deuxième épisode est situé sous le règne de l'empereur Constantin I^{er}, c'est-à-dire entre 306 et 337. Les rois du Bosphore contemporains de ce règne (306-337) sont Rhêskouporis V (303/4-341/42) et Rhadamsadès (entre 308 et 310-entre 319 et 323). Chersonèse fut victorieuse et la frontière entre les deux Etats fixée à « Kapha » (Théodosie)

Enfin, quelques années après cette deuxième guerre, un troisième roi du nom de Sauromatès, mécontent des conditions de paix faites à son prédécesseur, aurait à son tour

voulu prendre sa revanche. La guerre se solda par un combat singulier durant lequel Pharnace, le général chersonésite, tua Sauromatès par ruse. A la suite de cela, la frontière fut déplacée de « Kapha » (Théodosie) à « Kybernikôn » (Kimmérikon).

Tout cela a probablement un fond de vérité, l'empereur-écrivain ayant été bien placé pour accéder aux archives officielles, mais l'existence d'un « Sauromatès V » contemporain de Constantin I^{er} et même d'un « Sauromatès VI » est bien incertaine. On peut se demander si Constantin Porphyrogénète n'a pas employé ce nom pour désigner de façon générique les souverains du Bosphore ou les membres de la dynastie royale. C'est ce que suggèrent des formulations comme « *un autre Sauromatès* », « *ce Sauromatès-là* »... A l'exception du mystérieux Douptounès dont nous reparlerons, Rhêskouporis V, mort en 341 ou 342, est le dernier roi historiquement connu du Bosphore.

Ces défaites répétées durent affaiblir le royaume et la dynastie : le Porphyrogénète conclut d'ailleurs son récit en affirmant que la dernière guerre mit fin au pouvoir « des Sauromatès » sur le Bosphore.

La Crimée à la veille des invasions hunniques

Les sources sont à peu près muettes sur la Crimée des années 350-360. La situation peut être résumée comme suit.

La cité-Etat de Chersonèse et le royaume du Bosphore continuaient d'exister. La culture hellénique y était toujours prédominante (le grec étant la seule langue écrite), mais le poids de l'élément sarmate ou sarmato-alain au Bosphore était considérable.

Il faut mentionner la diffusion du christianisme, attesté à partir du début du IV^e siècle. La tombe chrétienne d'Eutrope, à Panticapée, a été datée de 304. Au concile de Nicée, en 325, la Crimée était déjà représentée par trois évêques : Philippe de Chersonèse, Cadmos du Bosphore, et Théophile de « Gothie », c'est-à-dire des régions occupées de façon dense par les Goths. Le diocèse de Chersonèse fut officiellement fondé en 381. Des communautés juives existaient notamment à Panticapée et Chersonèse.

Les steppes de Crimée étaient probablement peu peuplées. De nombreux groupes « barbares », sarmato-alains et goths, étaient concentrés à proximité des villes, dans les régions de piémont et les zones côtières du sud.

En ce qui concerne les Goths de Crimée, on ignore dans quelle mesure ils dépendaient du grand royaume des Goths d'Ukraine (les Greuthunges ou Ostrogoths), à son apogée vers 370. D'après Jordanès (VI^e siècle), notre seule source là-dessus, le roi des Goths était alors Ermanarik, qu'il présente comme un grand conquérant dont l'influence se serait exercée jusqu'à la Volga et à la côte baltique. Curieusement, Jordanès ne dit rien de la Crimée et n'évoque notamment aucune emprise gothe sur le royaume du Bosphore.

Les « Tauroscythes » ou Scythes de Crimée ayant définitivement disparu en tant qu'ethnie distincte après les invasions gothes, la population iranophone de la péninsule se composait de Sarmates et d'Alains, arrivés en plusieurs vagues entre le I^{er} et le III^e siècle. La variété de leurs sépultures, par exemple dans les cimetières de la vallée d'Inkerman, révèle d'ailleurs la diversité de leurs origines : tombes « à niche » typiques de la culture sarmate tardive, « catacombes » (chambres funéraires avec fosses-couloirs d'accès) associées aux Alains nord-caucasiens, fosses simples ou à épaulements.

On notera que la ville de Soudak, qui fut fondée en 212 sur la côte sud-est de la Crimée, reçut un nom alain ou sarmate : Σουγδαία / *Sougdaía* < **Sugda-* « la Sainte ».

IV- DES INVASIONS HUNNIQUES AUX INVASIONS MONGOLES

Les invasions hunniques, qui eurent des conséquences incalculables sur le monde romain, semblent avoir relativement épargné la Crimée. Après la brève hégémonie des Huns, l'empire d'Orient (« byzantin ») succéda à l'ancienne Rome dans le sud de la péninsule.

Les Huns et la Crimée

La question de l'origine des Huns et de leurs migrations jusqu'à leur apparition en Europe demeure actuellement sans solution. On rappellera simplement ici que les Huns étaient une population nomade, très probablement hétérogène, en partie mongoloïde et dont le groupe dirigeant parlait peut-être une langue turque. On a cherché leurs racines en Asie Centrale et en Sibérie méridionale, sans résultat absolument concluant. Il existe quelques indices d'infiltration d'éléments mongoloïdes et turcophones en territoire sarmato-alain (dans la région Volga-Oural) aux IIe-IVe siècles, mais ce n'est pas avant les années 370 que l'histoire enregistre l'irruption des Huns dans les steppes européennes.

Avant 375, les Huns vainquirent les Alains « tanaïtes » (du Don), puis recrutèrent les survivants. En 375, Alains et Huns attaquèrent le royaume goth d'Ermanarik en Ukraine. Une partie des Greuthunges ou Ostrogoths de ces régions se soumit, une autre s'enfuit vers l'ouest chez les Tervinges ou Wisigoths de Roumanie-Moldavie. Gagnés par la panique, les Wisigoths demandèrent asile à Rome. Ils franchirent le Danube à l'automne de 376, suivis peu après par des Ostrogoths, des Alains et des Huns (dissidents de la horde principale ?). La suite appartient à l'histoire des « Grandes Invasions » qui, en exactement un siècle, aboutirent à la chute du pouvoir romain en Occident.

L'impact de l'invasion hunnique de 375 sur la Crimée est difficile à mesurer. Une tradition antique prétend que les Huns, suivant un animal surnaturel, traversèrent le Bosphore Cimmérien pour envahir la « Scythie ». Dans ce cas, ils auraient traversé la Crimée du sud-est au nord. Les historiens ont longtemps supposé que les villes grecques de la péninsule avaient été détruites et que le royaume du Bosphore avait disparu à ce moment. L'archéologie ne le confirme pas. Il n'est pas impossible qu'il y ait un fond de vérité dans l'histoire que rapportent Jordanès et d'autres, et qu'un groupe de Huns parvenu au Caucase du Nord ait franchi le détroit de Kertch – mais il n'y a pas de traces de dégâts importants infligés à ce moment à Panticapée ou aux autres cités bosporitaines. On peut d'ailleurs imaginer que le roi du Bosphore (s'il y en avait toujours un à ce moment) ait laissé passer les Huns, tout comme ses prédécesseurs avaient « collaboré » avec les Boranes et les Goths.

Le gros des tribus hunniques occupa les steppes ukraino-russes, puis (à partir du début du Ve siècle ?) le bassin des Carpathes, d'où les rois huns pouvaient commodément se livrer à leur jeu diplomatique avec les deux moitiés de l'empire romain. Si l'on en croit Jordanès, après la mort d'Attila (453) et la révolte victorieuse des peuples vassaux conduits par les Gépides, les Huns refluèrent vers l'est, jusque derrière le Dniepr. Il est possible qu'une partie d'entre eux se soit installée ou réinstallée en Crimée à ce moment.

L'histoire de la Crimée à l'époque hunnique n'est pratiquement pas connue. Des traces archéologiques des Huns ont été découvertes dans diverses parties de la péninsule : dans les steppes où ils devaient nomadiser, près de la côte occidentale, sur la presqu'île de Kertch... Tout indique que Chersonèse d'une part, les cités criméennes du Bosphore de l'autre, continuèrent d'exister et purent maintenir certains liens avec le gouvernement romain

oriental. On a trace, par exemple, d'une intervention de l'évêque Asklépidès de Chersonèse auprès de l'empereur d'Orient Théodose II en 418. En ce qui concerne la monarchie bosporitaine, sa continuité durant cette période est incertaine. La pression des Huns dut contribuer à refouler vers les monts de Crimée des groupes d'Alains sédentarisés et de Goths.

Après l'éclatement de l'empire d'Attila, diverses tribus hunniques reprirent leur indépendance, cependant que de nouvelles populations nomades arrivaient de l'est. Les sources mentionnent dans les steppes ukraino-russes, pour la deuxième moitié du Ve et le VI^e siècle, plusieurs « peuples » aux identités incertaines, souvent confondus sous l'appellation générale de Huns.

Durant cette époque « post-hunnique », Chersonèse demeura ou redevint le principal point d'appui romain oriental en Crimée. La cité-Etat conservait ses institutions, mais sa souveraineté était limitée. On sait ainsi que l'empereur Zénon (474-491) lui rendit le droit de collecter et d'employer librement une partie des taxes – ce qui veut dire *a contrario* que le vrai pouvoir fiscal résidait à Constantinople.

Le statut du Bosphore est plus obscur. Une inscription, qui daterait selon l'hypothèse actuellement majoritaire de 483, évoque un roi du nom de Tiberius Julius D[i]ouptounès ou Doiptounès qui s'intitule, dans la meilleure tradition, « ami de César, ami des Romains ». L'inscription mentionne d'autres dignitaires portant des titres romano-byzantins (deux ont des noms sarmato-alains : Spadinès et Sauagos). Même à supposer que la date de 483 soit la bonne, l'interprétation est difficile : des rois se sont-ils succédé sans interruption jusqu'à Douptounès, ou la monarchie a-t-elle été restaurée au moment de l'affaiblissement des Huns ? Et les titres reflètent-ils une subordination réelle au gouvernement de

Constantinople ? En tout cas, le vieux royaume du détroit existait toujours à la fin du Ve siècle, presque mille ans après sa fondation.

Les informations suivantes datent des années 520-530 et sont liées à l'activité dans la région du Bosphore d'un groupe de « Huns ». Leur chef Gordas avait été converti au christianisme à Constantinople. L'empereur Justinien (527-565) le renvoya « dans son pays » pour défendre le Bosphore. Parallèlement, une garnison byzantine fut installée à Panticapée (« Bosporos » à l'époque byzantine). Mais des « sorciers » huns fomentèrent un soulèvement. Gordas, qui avait ulcéré les siens en faisant fondre les « idoles » en métal précieux de son peuple, fut assassiné et remplacé par son frère Mouageris, et la garnison byzantine massacrée. Alors, Justinien, dont tout le long règne allait être voué à la restauration territoriale de l'empire romain, décida de reprendre le contrôle direct de la région. En 534, une armée de Goths au service de Byzance s'empara du Bosphore, qui fut soumis à l'administration impériale.

La Crimée byzantine

Sous Justinien, l'empire d'Orient affermit son emprise sur la Crimée méridionale. Les fortifications de Chersonèse (désormais « Chersôn ») et de Panticapée / Bosporos furent renforcées, et de nouvelles forteresses édifiées sur la côte sud-orientale de la péninsule, à Alouchta et Gourzouf, pour protéger la navigation le long du littoral. La christianisation dut être parachevée à cette époque.

Le pouvoir byzantin s'appuyait largement sur les populations « barbares » locales. On a vu plus haut comment l'emploi des Huns de Gordas s'était soldé par un échec, mais les Goths et Alains de Crimée, sédentaires et chrétiens, étaient des alliés solides. Bien que ces deux populations continuent

d'apparaître dans les sources médiévales comme distinctes, elles s'étaient partiellement mêlées, et l'archéologie montre que leur costume et leurs pratiques funéraires achevèrent de se confondre aux VIe-VIIe siècles. Il faut se représenter ces Goths et Alains de Crimée comme le produit de mélanges ethniques entre les groupes de ce nom entrés en Crimée durant les premiers siècles de notre ère, et des éléments antérieurs : Sarmates, Scythes tardifs, Grecs, etc.

Les Goths occupaient, au témoignage de Procope, le pays dit de Dory ou Doros, qu'il situe entre Chersôn et Bosporos. Ils cultivaient une terre fertile et étaient forts de 3000 guerriers. Leur centre principal devait être le plateau de Mangoup, à une quinzaine de kilomètres de Chersôn. Procope explique qu'ils répugnaient à s'enfermer dans des villes ou des forts, mais que Justinien leur avait construit de « longs murs » défensifs.

Procope conte aussi que des Goths appelés Tétraxites (ou Trapézites, selon les manuscrits) furent contraints de quitter la Crimée pour la rive orientale du détroit de Kertch, sous la pression des Huns outigours. L'évènement n'est pas daté précisément. Ces Goths, dont on a cru identifier quelques traces archéologiques dans la région du Kouban, ne concernent en tout cas pas l'histoire de la péninsule.

Quant aux Alains de Crimée, ils étaient de proches parents de ceux qui, après les invasions hunniques, s'étaient définitivement fixés au Caucase du Nord.

Les steppes criméennes demeuraient aux mains des nomades. Selon Procope, les « Huns » contrôlaient même les territoires entre Chersôn et Bosporos, sur une distance de vingt jours de marche. Il n'est pas toujours facile de préciser de quels nomades il s'agissait. Jordanès (milieu du VIe siècle) cite expressément les Altziagirs, qu'il localise près de Chersôn. Il

précise qu'ils importaient des produits d'« Asie », nomadisaient l'été dans la steppe avec leurs troupeaux et se rapprochaient des côtes de la mer Noire en hiver. Ce sont toutefois d'autres « Huns », les Outigours, qui s'allièrent aux Türks pour attaquer les places byzantines de Crimée.

En 552, en effet, les Türks de l'Altaï avaient renversé le « kaghanat » (l'empire) des Avars et fondé le leur, presque immédiatement divisé en deux parties, orientale et occidentale. Un peu plus tard, un groupe d'Avars fuyant les vainqueurs fit son apparition au nord de la mer Noire, où il élimina diverses hordes post-hunniques pour le compte des Byzantins. Les Türks occidentaux, précédemment alliés de Byzance contre la Perse sassanide, accusèrent l'empereur Justin II (565-578) d'avoir accueilli leurs esclaves fugitifs, qui n'étaient selon eux que de faux Avars, les « Ouarchonites ».

Usant d'une espèce de droit de poursuite classique dans la mentalité des nomades de la steppe (les Scythes pourchassant les Cimmériens, les Huns revendiquant la suzeraineté sur les Goths...), ils attaquèrent les possessions byzantines les plus accessibles pour eux et notamment celles de Crimée, s'alliant sur place aux Outigours. En 576, ils prirent Bosphoros. En 581, ils assiégèrent Chersôn. Ils ne s'installèrent cependant pas durablement en Crimée.

A la fin du VI^e siècle, l'autorité byzantine sur la Crimée méridionale était rétablie. Le point d'appui principal de l'empire d'Orient était Chersôn ; c'est de là qu'étaient administrées les autres possessions byzantines de la péninsule, dont Bosphoros / Panticapée et les territoires de l'ancien royaume du Bosphore.

Bulgares et Khazars

Au VIIe siècle, de nouveaux groupes nomades ou semi-nomades s'affirmèrent dans les steppes ukraino-russes et au nord du Caucase. Vers 635, les Bulgares, un moment vassaux des Avars puis du kaghanat türk occidental, fondèrent leur propre Etat sous le khan Koubrat. Leur origine n'est pas parfaitement élucidée. Ils sont considérés comme turcophones et pouvaient être issus en partie de la horde « post-hunnique » des Onogours, mais la présence en leur sein d'un élément sarmato-alain non négligeable est bien attestée par l'archéologie et l'onomastique. Le khanat bulgare est habituellement localisé autour de la mer d'Azov, mais une très riche tombe parfois attribuée à Koubrat lui-même a été trouvée dans la région de Poltava, dans la steppe boisée ukrainienne.

Koubrat, baptisé à Constantinople et ami de l'empereur d'Orient Héraclius, n'était pas hostile aux intérêts byzantins. Après sa mort en 642, les Bulgares se divisèrent. Une partie d'entre eux alla occuper la Mésie danubienne, où leur mélange avec la population slave devait produire le peuple bulgare (slavophone) moderne. Une autre migra vers la Volga, où une « Bulgarie » convertie ensuite à l'islam exista jusqu'aux invasions mongoles du XIIIe siècle. Des tribus bulgares demeurèrent sur place et furent vassalisées par la vague nomade suivante – celle des Khazars.

Les Khazars apparaissent dans les sources à la fin du VIe siècle. Ils étaient moins un « peuple » qu'un ensemble politique à dominante turcophone, devenu indépendant au début du VIIe siècle lors de l'affaiblissement du kaghanat türk occidental. Signalés initialement au Caucase du Nord-Ouest, ils bâtirent un empire dans les steppes d'Ukraine orientale, du Don et de la Volga en soumettant diverses populations : les Bulgares restés là après 642, les Alains de

Ciscaucasie centrale, une partie des tribus slaves orientales. L'archéologie suggère que les Bulgares formaient une partie importante de la population des steppes sous domination khazare : leurs traces sont plus abondantes et plus faciles à identifier que celles des Khazars eux-mêmes. Une sorte de culture commune à l'empire khazar, dite de Saltiv, s'est développée entre le milieu du VIII^e et la 1^{ère} moitié du Xe siècle. Elle est, pour l'essentiel, alano-bulgare.

Bulgares et Khazars pénétrèrent en Crimée dès le VIII^e siècle et, pour certains au moins, s'y sédentarisèrent. Les restes de maisons fouillés par exemple à Taou-Kiptchak comportent des maçonneries caractéristiques en « arêtes de poisson ». Les Khazars s'emparèrent de Bosporos où ils édifièrent une citadelle. Par la suite, leur pouvoir s'étendit aussi à une grande partie de la Crimée du sud-ouest où ils vassalisèrent apparemment les Goths de Dory.

Au tournant des VII^e et VIII^e siècles, la Crimée joua un rôle important dans la politique intérieure de l'empire d'Orient. En 695, l'empereur Justinien II fut déposé et s'exila à Chersôn. En 705, il s'enfuit à Doros / Dory (Mangoup), où il prit contact avec les Khazars et s'allia à eux. Il se réfugia ensuite en Bulgarie (celle des Balkans), et remonta sur le trône de Constantinople grâce au soutien bulgare. Quelques années plus tard, Chersôn se révolta contre lui avec l'aide des Khazars de Crimée. Justinien tenta de reprendre le contrôle de la ville, mais les Chersonites proclamèrent empereur l'Arménien Bardanès sous le nom de Philippikos. La flotte envoyée en Crimée contre l'usurpateur se rallia à ce dernier, – soutenu par les Khazars. Philippikos se lança à la conquête de l'empire, et Justinien II fut tué à Chalcédoine à la fin de l'année 711.

Au nord du Caucase, l'empire khazar bloquait les invasions arabo-musulmanes venues de Perse et de Transcaucasie. En

732, l'empereur d'Orient Léon III conclut une alliance avec le kaghan khazar. Byzance ne réussit cependant pas à convertir au christianisme les Khazars, qui optèrent pour le judaïsme (cf. *infra*).

En 787, la Gothie criméenne se souleva contre les Khazars, sous la conduite de l'évêque Jean et d'un « seigneur de Doros » anonyme. Le soulèvement fut écrasé, mais les Khazars épargnèrent ses chefs.

Dans les années 830-840, Byzance réorganisa ses possessions criméennes. Elles constituèrent une province (un « thème ») dite des *Klimata* (τα Κλίματα « les régions »), puis de Chersôn, sous l'autorité d'un stratège. Pour le reste, non seulement les steppes septentrionales de la péninsule, mais aussi l'ancien Bosphore Cimmérien et même les environs du chef-lieu byzantin se trouvaient en pratique au pouvoir des Khazars. Quand Constantin-Cyrille (saint Cyrille) tenta une dernière mission d'évangélisation des Khazars en 860/1, il constata que les habitants de Chersôn n'osaient guère sortir de l'enceinte fortifiée de la ville. La ville, avec ses vieilles traditions d'autonomie, pouvait aussi connaître des troubles internes : en 891, les Chersonites en révolte tuèrent le stratège Siméon. Au Xe siècle, Constantin Porphyrogénète préconisait la confiscation des navires chersonites dans les ports de l'empire en cas de soulèvement.

Les questions religieuses contribuèrent probablement à la dégradation des relations khazaro-byzantines dans les dernières décennies du IXe et les premières du Xe siècle. Une partie de l'élite dirigeante khazare (dont le kaghan) s'était convertie au judaïsme. Cette conversion, peut-être facilitée par la présence ancienne de communautés juives en Crimée, visait probablement à doter le kaghanat d'une religion monothéiste révélée mais indépendante de tout centre politique. Elle a pu se produire, soit dès les années 730-740,

soit vers 800. Après cela, le prosélytisme chrétien, et surtout les persécutions des Juifs byzantins sous les empereurs Basile I^{er} (867-886) et Romain Lécapène (919-944), ne pouvaient que déplaire aux chefs khazars judaïsants. C'est sous Romain Lécapène qu'eut lieu la dernière attaque khazare contre des possessions byzantines en Crimée.

A ce moment, toutefois, l'empire khazar était déjà en déclin, pris en tenailles entre de nouvelles puissances. A partir de la fin du IXe siècle, la dynastie « varègue » de Kiev commença à rassembler les tribus slaves orientales en un nouvel Etat, la Rous' ou Ruthénie (Русь / *Rus'*). En pratique, les grands-princes de Kiev arrachèrent aux Khazars leurs vassaux slaves. Et dans les steppes s'exerçait la pression croissante des Petchénègues (cf. *infra*). Ceux-ci refoulèrent vers l'ouest les Magyars, anciens vassaux des Khazars, qui partirent fonder la Hongrie historique dans le bassin des Carpathes (896).

En 965, le grand-prince Sviatoslav de Kiev infligea une sévère défaite aux Khazars. L'effacement de ces derniers profita en Crimée à l'empire d'Orient, qui reprit le contrôle d'une grande partie de ses anciennes possessions – dont Bosphoros où la citadelle khazare fut détruite. C'est aussi à ce moment que la Ruthénie kiévienne intervint pour la première fois dans les affaires criméennes. En 987, l'empereur Basile II « le Bulgaroctone », menacé par l'usurpateur Bardas Phocas, demanda l'aide militaire du grand-prince de Kiev Vladimir et lui promit en échange la main de sa sœur Anne. Cette contrepartie tardant à venir (l'empereur devait hésiter à envoyer sa propre sœur à un souverain « barbare », « païen », connu pour son goût immodéré des femmes et son manque de scrupules !), Vladimir s'empara de Chersôn, le chef-lieu de la Crimée byzantine. La perte était catastrophique pour l'empire, et Basile céda Anne pour récupérer la ville. A l'occasion de cette union immensément prestigieuse, Vladimir se convertit – et ordonna la conversion de tous ses

sujets – au christianisme de rite grec (988). Cet acte orienta de façon décisive l'histoire culturelle des Slaves orientaux ; dans l'immédiat, il fit de la Ruthénie kiévienne un grand Etat « civilisé » admis comme tel dans la famille des monarchies chrétiennes.

Aucune présence slave importante n'est attestée en Crimée après cet épisode, mais une petite principauté ruthène vassale de Kiev s'établit à une date indéterminée (avant 1022) sur la péninsule de Taman', à l'est du détroit de Kertch, sous le nom de « Tmoutorokan' ». Un monument célèbre mais d'authenticité douteuse, la « stèle de Tmoutorokan' », porte une inscription slave selon laquelle, en 1068, le prince Gleb fit mesurer sur la glace la distance entre Tmoutorokan' et « Kortchev », c'est-à-dire Panticapée-Bosporos, l'actuelle Kertch. L'apparition d'un nom slave de cette dernière ville (Кърчевъ, Корчевъ / *Kortchev*) est significatif de l'intérêt commercial qu'elle avait pour la Ruthénie.

Vers 1016, l'empereur d'Orient Basile II envoya une flotte en « Khazarie ». Ses soldats soumirent le pays et capturèrent son chef, Giorgios Tzoulos. On a voulu situer cette histoire en Crimée et y voir l'ultime épisode de la présence khazare dans la péninsule, mais c'est invraisemblable. La « Khazarie » de l'époque devait être le territoire résiduel des derniers Khazars quelque part au nord du Caucase. Au début du XIe siècle, il n'y avait plus de Khazars – en tout cas plus d'entité politique khazare – en Crimée. En revanche, la présence des Petchénègues y est clairement attestée.

Les Petchénègues

Ces Petchénègues étaient des nomades de type europeoïde et de langue turque, originaires des steppes russes entre Volga et Oural et auparavant, sans doute, de la région de la mer d'Aral. A la fin du IXe siècles, ils migrèrent vers l'ouest,

repoussant les Magyars en direction de l'Europe centrale. La chronique kiévienne les cite pour la première fois en 915. Constantin Porphyrogénète (mort en 959) les décrit comme un assemblage de quarante clans groupés en huit grandes tribus, qui nomadisait dans les steppes d'Ukraine méridionale sur les deux rives du Dniepr. Ils fournissaient à l'occasion des cavaliers aux grands-princes de Kiev, mais razziaient aussi volontiers les villages et villes slaves : leur dernière grande expédition en Ruthénie les conduisit jusqu'à Kiev, où le grand-prince Iaroslav « le Sage » les écrasa en 1036.

Comme d'autres nomades avant eux, les Petchénègues occupèrent les steppes de Crimée qui prolongeaient leur territoire au sud. Constantin Porphyrogénète écrit que la « Petchénéguie » (Πατζινακία / *Patzninakía*) s'étend « *tout près de Chersôn et encore plus près de Bosporos* ». Ils ne semblent pas avoir nui aux intérêts byzantins dans la péninsule ; leur structure politique lâche était très différente du kaghanat à prétentions impériales des Khazars. Leurs traces archéologiques sont d'ailleurs assez rares. Dans la première moitié des années 970, il y avait un « stratège » byzantin à Bosporos, ce qui illustre le contrôle de l'empire sur la presqu'île de Kertch. Un sceau daté du tournant des Xe et XIe siècles montre que la « Gothie », c'est-à-dire les zones traditionnellement peuplées de Goths (et d'Alains) en Crimée méridionale, formait une « tourma », unité militaire et administrative dirigée par un « tourmarque ».

Au milieu du XIe siècle, de nouvelles hordes nomades turcophones, Ouzes, Torks et surtout Coumans, firent irruption en Ukraine méridionale et y bousculèrent les Petchénègues. Ceux-ci tentèrent alors leur chance en territoire byzantin, tantôt comme envahisseurs et tantôt comme mercenaires. Ils y furent vaincus à plusieurs reprises,

parfois avec l'aide des Coumans ou Polovtzes, nouveaux maîtres des steppes ukraino-russes – et de celles de Crimée.

La domination des Coumans en Crimée

Les Coumans méritent ici une attention particulière, non seulement en raison de leur rôle historique en Eurasie, mais aussi et surtout en tant qu'ancêtres des Tatars de Crimée : la langue turque des Coumans a été la base principale de la langue tatare de Crimée, et l'un de leurs ethnonymes (*qıpçaq*) est demeuré courant, par exemple dans la toponymie criméenne pré-russe.

Ces nomades de langue turque sont connus sous de nombreuses appellations. Eux-mêmes se nommaient *Quman* (*quman*, d'où le grec Κομάνοι / *Kománoi*, latin *Comani*), *Qun* (d'où le hongrois *Kun*) ou encore *Qıpçaq* (couramment utilisé en Orient : mongol pl. *Qibča'ut*, arabe et persan *Qifjāq*, *Xifjāx*, géorgien *Qivč'aq...*). Les Slaves orientaux les surnommaient Половцы / *Polovcy*, et les Allemands *Valwen*, ce qui renvoie dans les deux cas à la couleur « fauve ». Les historiens francophones parlent donc de « Coumans », « Kiptchaks » et, dans le contexte des rapports avec la Ruthénie kiévienne, de « Polovtzes ». En dehors des sobriquets attribués par des étrangers, la dualité Coumans / Kiptchaks suggère la fusion, en un même ensemble ethnopolitique, de tribus d'origines diverses. La diversité des types physiques (europoïdes, mongoloïdes et métissés) va dans le même sens.

Les Coumans entrèrent en Crimée dans les dernières décennies du XIe siècle. Ils y jouèrent un rôle nettement plus actif que leurs prédécesseurs petchégnègues. Au XIIe siècle, ils contrôlaient non seulement les steppes de la péninsule, mais aussi une partie des zones de piémont et de montagne. L'Arabe al-Idrîsî signale que la voie reliant Chersôn et Yalta,

coupant donc l'extrême pointe sud de la Crimée, passe par le « pays des Coumans ». Ils s'emparèrent de Sougdaïa / Soudak, qui devint sous leur domination un grand centre commercial alors que Chersôn déclinait relativement. La présence coumane est attestée jusque sur la presqu'île de Kertch.

Les traces archéologiques de cette occupation sont des tombes, mais aussi – dans les steppes – les statues de pierre anthropomorphes caractéristiques de la culture coumane. On a même retrouvé un atelier de sculpture de ces monuments à Eupatoria.

La province byzantine (« thème ») de Chersôn poursuivait son existence avec un territoire réduit, au prix probablement d'un tribut payé aux Coumans. Une nouvelle révolte avait été réprimée à Chersôn même en 1066. Le gouverneur du « thème » portait désormais le titre de « catépan » (κατεπάνω / *katepánō*), grade élevé de la hiérarchie byzantine.

Au début des années 1090, Léon, un soi-disant fils de l'ancien empereur Romain Diogène, prétendant au trône de Constantinople réfugié à Chersôn, fut soutenu par les Coumans. Ceux-ci envahirent la Thrace en 1094 mais Léon fut capturé par les troupes légitimistes.

La Crimée byzantine dans l'orbite de Trébizonde

En 1204, le détournement de la Quatrième Croisade et la prise de Constantinople par les « Latins » firent éclater l'empire d'Orient. Plusieurs grandes régions échappèrent à l'occupation latine et revendiquèrent la légitimité byzantine. Ce fut le cas de l'« empire de Trébizonde », organisé au sud-est de la mer Noire par des princes Comnène qui y avaient été précédemment exilés.

Soutenu par le royaume de Géorgie alors à son apogée, ce micro-empire connut quelques heures de gloire ; c'est lui, notamment, qui hérita du « thème » de Chersôn, c'est-à-dire des territoires byzantins de Crimée méridionale. La possession de cette lointaine province, de l'autre côté de la mer Noire, donnait une dimension plus « impériale » au petit Etat trapézontain. Chersôn et ses dépendances devinrent la « Province d'au-delà [de la mer] » (Περατεία / *Perateía*).

C'est probablement la suzeraineté de Trébizonde qui valut à la Crimée, vers 1222, une incursion des Turcs Seldjoukides, devenus la puissance majeure en Anatolie. Les Seldjoukides avaient pris le port trapézontain de Sinope en 1214, et c'est de là qu'ils lancèrent une expédition contre Sougdaïa. Leur but à terme était peut-être d'établir une route commerciale à travers la mer Noire, jusqu'aux steppes contrôlées par les Coumans et aux principautés ruthènes (la Ruthénie kiévienne s'était désintégrée en Etats quasi-indépendants dans la seconde moitié du XIIe siècle). Mais leur implantation dans la région ne fut pas durable, et leur succès militaire fut immédiatement éclipsé par un évènement d'une toute autre portée : la première irruption des Mongols en Crimée.

La première invasion mongole

L'empire mongol avait été fondé au tournant des XIIe et XIIIe siècle par Temüdjïn, plus connu sous son titre de Gengis Khan (*Činggis Qa'an*, « empereur universel »). Après avoir groupé diverses tribus de langue mongole et turque dans les steppes orientales, cette nouvelle puissance connut une étape cruciale de son développement en détruisant, entre 1219 et 1221, l'Etat musulman du Khârezm en Iran et Ouzbékistan actuels. A la suite de cette campagne, deux généraux mongols, Djébé et Süböteï, traversèrent le Caucase du sud au nord, écrasant au passage les Géorgiens puis une coalition d'Alains, de peuples caucasiens du Nord et de

Coumans (1221-1222). Ils débouchèrent alors dans les steppes ukraino-russes. Il est possible qu'ils soient entrés en Crimée, et on a même supposé qu'ils y avaient passé l'hiver de 1222-23.

Au printemps de 1223, les Mongols anéantirent une armée ruthène et coumane, commandée par le grand-prince Mstislav de Kiev et le khan Kotian, sur la rivière Kalka en Ukraine méridionale. Mais ce premier choc n'eut pas de suite immédiate : les troupes de Djébé et Süböteï rejoignirent le gros de l'armée mongole en Asie Centrale.

Les dégâts subis par la Crimée lors du premier raid mongol sont difficiles à évaluer. On n'a, de leur présence dans la péninsule en 1222-23, que des témoignages assez confus. Par exemple, le nouvel évêque d'Alanie (l'Alanie du Caucase) Théodore, qui passa par Chersôn à ce moment pour rejoindre son diocèse, évoque des « ennemis » et des « Scythes ». Il signale que des « Alains Mineurs » (des Alains locaux de Crimée, cousins de ses futures ouailles caucasiennes) avaient été installés près de la ville pour la protéger. Comme on l'a vu, l'attaque, à peu près contemporaine, de Sougdaïa est imputable aux Seldjoukides d'Anatolie et non aux Mongols.

La conquête mongole

Le retour des Mongols en Europe se produisit en 1236. Cette fois, il s'agissait d'un plan délibéré de conquête universelle, décidé par le grand-khan Ögödeï, troisième fils et successeur de Gengis Khan. En cinq ans de campagne, les Mongols détruisirent ou soumirent le royaume bulgare de la Volga, l'Alanie caucasienne, les khanats coumans des steppes ukraino-russes, les principautés ruthènes, vainquirent la Pologne et la Hongrie. En juillet 1241, ils avaient atteint la côte adriatique. Ils ne refluèrent qu'en 1242, pour des raisons encore discutées.

Il est important de noter que, dès le début de leurs conquêtes en Europe, les Mongols y furent appelés « Tatars » (le plus souvent, de façon fautive, « Tartares », par assimilation avec le Tartare ou enfer de la mythologie classique). Ce nom était celui d'un peuple de Mongolie, vaincu par Gengis Khan en 1202. Pour des raisons inconnues, il fut appliqué à leurs vainqueurs, et il devint ensuite celui des sujets métissés (majoritairement turcophones) de la Horde d'Or ; nous y reviendrons.

La Crimée fut occupée sur la lancée des opérations de 1239-1240 en Ukraine. Le *Synaxaire* de Sougdaïa mentionne ainsi, à la date du 26 décembre 1239 : « *En ce jour sont venus les Tatars* ».

Les combats en Crimée n'ont pas laissé beaucoup de traces dans les sources, ce qui peut faire supposer que les villes se soumirent rapidement. La destruction de Chersôn n'eut lieu, comme on le verra au chapitre suivant, que beaucoup plus tard. Les principales victimes des « Tatars » furent probablement, comme dans la steppe ukrainienne, les Coumans, dont les envahisseurs nomades convoitaient les pâturages pour leurs propres troupeaux. Les populations sédentaires demeurèrent en place : citadins grecs ou hellénisés, Goths et Alains de Crimée du sud-ouest.

V- LA CRIMÉE DANS LA HORDE D'OR

Pendant à peu près deux siècles (1240-1430), la Crimée fit partie de la Horde d'Or, l'Etat « tatar » né du démembrement de l'empire mongol. Cette période fut aussi celle de la colonisation, par les Italiens, de la côte méridionale de la péninsule.

L'empire « tatar » occidental

Gengis Khan lui-même, en donnant à ses fils des apanages taillés dans les pays conquis, avait prévu une certaine décentralisation de son empire, et elle s'accrut sous ses premiers successeurs pour finalement conduire, vers 1260, à la formation d'Etats successeurs indépendants.

A l'ouest devait régner la lignée issue de Djötchi, fils aîné de Gengis Khan mort quelques mois avant lui en 1227. C'est un fils de Djötchi, Batou, qui avait nominalelement commandé l'armée mongole lancée à l'assaut de l'Europe. Après les conquêtes de 1236-41, Batou établit son campement sur la Volga. Sans prétendre lui-même au trône impérial, il joua un rôle décisif dans l'élection du grand-khan Möngke en 1251. Lui-même mourut en 1255.

Le frère de Batou, Berké, régna de 1257 à 1266 sur ce qui n'était encore officiellement que la partie occidentale de l'empire mongol : steppes ukraino-russes, Crimée, nord du Caucase, parties de la Sibérie méridionale et du Kazakhstan occidental, et principautés ruthènes vassales. Mais l'empire n'existait déjà plus en fait : Berké fit la guerre à deux autres khanats successeurs, celui de Djaghataï en Asie Centrale et l'« Ilkhanat » de Perse. Il s'était converti à l'islam, sous l'influence, paraît-il, d'un prédicateur soufi de Boukhara, et son zèle religieux influença ses choix politiques. Ainsi, il

n'hésita pas à s'allier aux Mamelouks d'Egypte contre son cousin « païen », l'ilkhan Hülegü.

C'est sous le successeur de Berké, Mengü Temür (1266-1280) que l'ancien « oulous » (apanage) de Batou affirma son indépendance – par exemple en battant monnaie au seul nom du khan local et plus du grand-khan. L'Etat ainsi formé est traditionnellement appelé « Horde d'Or » – une traduction approximative du nom turco-mongol donné au campement du souverain.

En Crimée, les Mongols s'établirent avant tout dans les steppes, où ils durent assez tôt commencer à se mêler aux Coumans survivants. Le phénomène était général : bien que l'on ait de rares témoignages de l'emploi du mongol littéraire, c'est le turc kiptchak, c'est-à-dire la langue des Coumans, qui servit d'emblée de langue véhiculaire à la Horde d'Or. Dès la fin du XIIIe siècle, les nomades de la Horde désignés par le nom de « Tatars » étaient dans leur grande majorité turcophones.

Assez vite aussi, les conquérants établirent des centres de pouvoir dans des villes. En Crimée, le premier fut Solkhat (aujourd'hui Saryï Krym), à l'est de Théodosie et au nord de Soudak. C'est de Solkhat que provient la première mention connue (1278) de la communauté karaïte de Crimée, dont nous reparlerons.

La Crimée fit partie, dans les années 1280-1300, des territoires contrôlés par le chef de guerre Nogai (*Noqai*, *Noğay*...). Très actif dans les affaires byzantines et balkaniques, ce prince gengiskhanide joua les « faiseurs de rois » dans la Horde sans lui-même prétendre devenir khan – mais certains historiens considèrent qu'il avait en fait construit son propre Etat autonome dans les steppes ukrainiennes. Des monnaies portent son *tamga* personnel à

côté de celui du khan de la Horde d'Or, et parfois seul. Un contemporain, le chroniqueur byzantin Georges Pachymère, prétend même qu'un nouveau « peuple », mélange de Tatars, d'Alains, de Tcherkesses, de Goths et de Ruthènes, était en formation sur son territoire. En 1299, enfin, le khan Tokhta parvint à éliminer Nogaï, dont le fils Tchaka fut tué un peu plus tard en Bulgarie.

Il faut noter que diverses hordes nomades turcophones des steppes européennes prirent par la suite le nom de « Nogaï », que nous retrouverons à l'époque du khanat de Crimée.

La fin de Chersôn

C'est à l'époque de Nogaï que s'acheva la très longue histoire de Chersonèse-Chersôn et de la Crimée byzantine.

On a vu que le « thème » byzantin de Chersôn était devenu, après la chute de Constantinople en 1204, une dépendance de l'empire de Trébizonde. Quand l'empereur concurrent de Nicée, Michel VIII Paléologue, reprit Constantinople aux Latins, il trouva un *modus vivendi* avec Trébizonde, qui demeura un Etat indépendant tout en cessant de prétendre à la succession de l'empire d'Orient. Trébizonde conserva alors, sur le papier, sa *Perateía*, sa province d'outre-mer. Il est difficile de dire quelle était la situation réelle sur place après la conquête mongole.

De toute façon, cette ultime page d'histoire impériale ne dura guère : à une date que les historiens situent entre 1270 et 1299, Chersôn fut ravagée par les Tatars et cessa d'exister. Le site fut en partie réoccupé au XIVE siècle, près de l'ancien port, mais la ville ne retrouva jamais son importance ni surtout son rôle politique (la Sébastopol russe a été fondée à proximité de l'ancien site, mais n'en est pas l'héritière directe). Dans une bulle papale de 1333, Chersôn est située

en « Gothie », c'est-à-dire dans la Crimée du sud-ouest partiellement peuplée de Goths et d'Alains.

La population de langue grecque demeura importante dans des villes comme Kapha / Théodosie ou Bosporos, mais perdit son indépendance politique au profit de nouveaux maîtres : les Tatars bien sûr, mais aussi, comme on va le voir, les Génois.

Les opérations de Nogaï en Crimée touchèrent également, dans les montagnes à l'est de Chersôn, les zones de peuplement gothe et alaine. Nogaï aurait notamment pris Mangoup, capitale des Goths de Crimée depuis l'époque de Justinien. Mais, comme les Grecs, les Goths et Alains survécurent à ces guerres.

La colonisation italienne

Le fait le plus frappant de l'histoire de la Crimée sous la Horde d'Or est l'installation de colons italiens, principalement génois, qui finirent par y établir un véritable petit Etat autonome. Cette colonisation rappelle évidemment celle des Grecs dans l'Antiquité, à la fois par son déroulement, par sa localisation et par les liens tissés avec les puissances nomades.

Les côtes de la mer Noire étaient convoitées par deux des principales « républiques » urbaines d'Italie, Venise et Gênes. L'aide apportée par Gênes à Michel Paléologue lors de sa libération de Constantinople lui valut un avantage décisif à partir de 1261, mais les Vénitiens demeurèrent de rudes concurrents.

C'est au plus tard au début des années 1280 que les Génois s'établirent en masse à Kapha / Théodosie, dont ils firent leur comptoir de « Caffa ». Les premières sources sur leur

présence et la nomination d'un « consul », Alberto Spinola, datent de 1282-85. A peu près au même moment, les Vénitiens s'installèrent à Sougdaia (Soudak) qu'ils rebaptisèrent *Soldaia*. Leur consul y est signalé en 1287.

Les relations avec la Horde d'Or (en fait avec Nogaï qui contrôlait alors la région) commencèrent plutôt mal. En 1295, Nogaï envoya son petit-fils Aktadji percevoir à Caffa le tribut auquel il estimait avoir droit. Les Génois enivrèrent le jeune homme avant de le tuer !

Outre la colère de Nogaï, les Génois durent affronter une attaque vénitienne. En 1296, la flotte de l'amiral Giovanni Soranzo s'empara de la ville, où ils ne purent revenir qu'en 1299.

Les Italiens étaient utiles aux Tatars comme intermédiaires commerciaux. Caffa, notamment, devint vite l'un des principaux ports d'exportation de la Horde. Il en sortait des produits locaux de Crimée, comme le poisson séché, mais aussi et surtout des céréales, les produits de l'élevage (cuir, etc.), les fourrures venues de Ruthénie septentrionale, et les articles de luxe comme les soieries et les épices qui empruntaient la Route de la soie. Les Italiens pratiquaient assidûment le trafic d'esclaves (Slaves, Tatars vendus après la défaite de Nogaï en 1299, Coumans mis sur le marché par leur propre famille lors des périodes de disette...).

Cette fonction économique précieuse des colonies italiennes ne les mettait pas à l'abri de réactions violentes des Tatars quand ils paraissaient abuser de leur situation. Le khan Tokhta sévit contre eux, apparemment à cause de leurs excès sur le marché des esclaves. En 1307, il ordonna l'arrestation des marchands génois qui opéraient à Saraï, la capitale de la Horde sur la Volga. Ensuite, il mit le siège devant Caffa, que les Génois évacuèrent le 20 mai 1308 par voie de mer après

l'avoir incendiée. L'entreprise de colonisation pouvait paraître compromise ; mais les comptoirs italiens étaient devenus indispensables aux Tatars, et celui de Caffa fut rétabli après la mort de Tokhta.

Les Italiens donnèrent à la Côte criméenne méridionale le nom de *Gazaria*, « Gazarie », dérivé de celui des anciens Khazars.

La Crimée dans la première moitié du XIVe siècle

La Horde d'Or connut son apogée sous les khans Özbek (1312-1340/1) et Djanibeg (1341-1357), malgré l'expansion de la grande-principauté de Lituanie en territoire ukrainien. Cette expansion se fit aux dépens de la Horde qui revendiquait toujours la suzeraineté sur l'ensemble des principautés issues de la Ruthénie kiévienne.

C'est sous Özbek que commença la véritable islamisation de la Horde d'Or (la conversion de Berké, au siècle précédent, n'était encore qu'un choix personnel). Certes, il s'agissait là d'un islam de style turco-nomade et non arabe ; Özbek lui-même buvait sec, mangeait pendant le ramadan, et accorda durant son règne de nombreux avantages aux Eglises orthodoxe et catholique de ses Etats. Néanmoins, l'islam était désormais religion officielle et il s'imposa à ce moment aux populations turcophones de la Horde – dont celles de Crimée. Ce choix allait peser lourdement, aux époques suivantes et jusqu'à nos jours, sur le destin des Tatars de Crimée.

Özbek eut, dans l'ensemble, de bon rapports avec les Italiens. En 1316, les Génois purent revenir à Caffa dont ils avaient été chassés huit ans plus tôt (c'est également sous Özbek que les Vénitiens établirent leur grande colonie de La Tana à l'embouchure du Don, près de l'antique Tanaïs et de

l'actuelle Azov en Russie méridionale). Un évêché fut fondé à Caffa en 1318.

C'est à cette époque que fut créé l'« Office de Gazarie », l'administration génoise chargée des colonies criméennes et plus largement des affaires maritimes en mer Noire. Son premier règlement connu date de 1313.

Les choses se gâtèrent sous Djanibeg. Au début de son règne, en 1342, il confirma les privilèges des colonies italiennes. Mais dès 1343, à la suite de combats entre Italiens et Tatars à La Tana, il ordonna l'expulsion des Vénitiens. Peu après, il s'en prit aux Génois de Crimée, et fit deux fois de suite le siège de Caffa (1343 et 1345), sans parvenir à s'en emparer. Il est remarquable que la ville, efficacement fortifiée par les consuls, ait pu résister à la puissante armée tatare ; quelques années plus tard, d'ailleurs, elle allait de même repousser une attaque turque venue de Sinope (1361).

Leurs intérêts vitaux étant gravement menacés par l'agressivité du khan, Gênes et Venise firent provisoirement cause commune et organisèrent un blocus des côtes tatars. Djanibeg céda : il autorisa le retour des Vénitiens à La Tana en 1347 et cessa ses attaques contre Caffa. Mais dès l'année suivante, la prétention de Gênes à obliger les navires vénitiens en route vers la Tana à faire escale à Caffa provoqua une guerre entre les deux républiques (1348-1355). En 1356, les Vénitiens obtinrent du khan Djanibeg le droit de faire du commerce à Calitra (Köktebel), à mi-chemin de Soldaia et Caffa.

Le déclin de la Horde d'Or et l'apogée de la Gazarie génoise

Après le bref règne de Berdibeg (1357-59), fils de Djanibeg, la Horde d'Or connut des troubles de succession et des

difficultés croissantes avec ses voisins chrétiens. La Lituanie poursuivait son avance en Ukraine. La grande-principauté de Moscou, qui avait bénéficié d'un certain favoritisme des khans pour s'imposer en Ruthénie du Nord-Est (dans la future Russie), cherchait à s'émanciper du « joug tatar ».

En Crimée, l'affaiblissement de la Horde profita aux Génois. Dès 1357, ceux-ci avaient acquis *Cembalo* (l'ancienne Symbolon, actuelle Balaklava), au sud de la presqu'île de Chersonèse. En 1365, le consul Bartolomeo di Jacopo s'empara de Soldaia / Soudak.

Depuis 1361, la Horde d'Or était dirigée en fait par un chef de guerre du nom de Mamaï. En 1380, Mamaï fut vaincu par les Moscovites à la bataille dite de Koulikovo (*Kulikovo pole*, le « Champ des Bécasses »). A ce moment, le prince gengiskhanide Tokhtamich (*Toqtamış*), qui régnait sur la « Horde Blanche » au Kazakhstan, entra à la tête de ses troupes dans les steppes européennes. Mamaï fut à nouveau vaincu et se réfugia en Crimée, où les Génois l'assassinèrent. Au même moment, ils arrachèrent aux Tatars (représentés par le *bey* de Soldaia) la restitution de villages qui avaient été occupés par Mamaï et la cession de la moitié des côtes méridionales de la péninsule, la « Gothie » entre Cembalo / Balaklava à l'ouest et Soldaia / Soudak à l'est. Le nouveau khan Tokhtamich confirma ces concessions territoriales en 1387.

Tokhtamich eut un règne agité, et ses imprudences diplomatico-militaires eurent des suites fatales pour la Horde d'Or. A partir de 1385, il défia et affronta à plusieurs reprises son ancien protecteur et allié, le « grand émir » Tamerlan. Le conquérant centre-asiatique infligea aux Tatars de rudes défaites. En 1395-96, il ravagea le territoire de la Horde d'Or, détruisant notamment Astrakhan et Saraï, la capitale.

La Crimée ne fut pas touchée par l'invasion timouride. En 1396-97, Tokhtamich fit la guerre aux colonies génoises, mais il avait perdu une grande partie de ses forces : son rival Temür Koutlough (*Qutluğ*), le khan investi par Tamerlan, occupait désormais le trône de la Horde. Celle-ci continua à s'affaiblir, et les Génois à prospérer. Toute une chaîne de comptoirs génois s'étendait le long de la côte méridionale de la Crimée, et de l'autre côté du détroit de Kertch avec *Copa / Anapa, Matrega / Taman'*.... Chaque ville disposait de ses propres institutions municipales de style italien, sous la supervision générale du consul de Caffa. L'ordre était maintenu par des milices et des troupes de mercenaires ; à Caffa, ces derniers étaient les *orgusii*, également appelés *cosachi* « cosaques » – un terme désignant à l'époque des guerriers libres de diverses origines. La cohabitation avec la population « grecque », c'est-à-dire hellénophone et orthodoxe, était généralement pacifique. Les Tatars de Gazarie avaient leur propre *tudun* ou gouverneur (« *lo titano* » dans le traité de 1380), subordonné au consul génois.

Au début du XVe siècle, la situation de la Horde d'Or se stabilisa brièvement, grâce notamment à l'action du chef de guerre Edigü. Mais à partir de 1410, les dissensions internes et les conflits de succession recommencèrent, et conduisirent cette fois à l'éclatement de la Horde. En quelques décennies, des princes gengiskhanides fondèrent des khanats indépendants à Kazan, à Astrakhan et, de façon bien plus durable, en Crimée.

VI- LE KHANAT DE CRIMÉE : HISTOIRE

Le Khanat de Crimée, seule formation politique à avoir eu son siège dans la péninsule et à l'avoir contrôlée presque entièrement, foyer du seul peuple moderne exclusivement « criméen », mérite une place centrale dans cet ouvrage. Nous consacrerons ce chapitre à son histoire, réservant une description plus détaillée au chapitre suivant.

La formation du khanat de Crimée

La fondation du khanat de Crimée est due à Hadji Guiraï (*Hacı Geray*). Fils d'un prince gengiskhanide exilé en Lituanie, il s'empara de la Crimée entre 1428 et 1430 avec l'aide des troupes du grand-prince de Lituanie Vytautas. Il bénéficia dans son entreprise du soutien d'un puissant clan tatar, celui des Chirine (*Şirin*), qui allait jouer un grand rôle durant toute l'histoire du nouvel Etat.

La chronologie du règne de Hadji Guiraï (vers 1430-1466), comporte certaines incertitudes. Il semble qu'il ait perdu le pouvoir à deux reprises, chassé une fois par les clans tatars au profit de son fils Haïdar, une autre fois par le khan de la Horde d'Or – il fut alors restauré grâce aux Chirine après quelques années d'exil. Les grandes lignes de sa politique sont en revanche bien connues.

Hadji Guiraï s'immisça dans les affaires de la « Gazarie » génoise, dans le but évident d'y étendre son pouvoir. En 1433, les Grecs de Cembalo / Balaklava se révoltèrent et chassèrent les Italiens. Les Tatars de Crimée occupèrent la ville, mais une armée génoise la reconquit. Hadji Guiraï prit sa revanche près de Soldaia, et la paix rétablit le *statu quo*. En 1454, peu après la conquête de Constantinople par les Turcs ottomans, Hadji Guiraï s'allia au sultan Mehmet II et

organisa une tentative conjointe de conquête de Caffa. Les Génois évitèrent la prise de la ville en s'engageant à payer un lourd tribut à leurs deux ennemis. La Gazarie y gagna vingt ans de survie précaire. Dès le 15 novembre 1453, la république de Gênes, doutant de pouvoir la défendre, l'avait cédée... aux créanciers privés de l'Etat, associés en une « Banque de saint Georges ».

Vis-à-vis de ce qui restait de la Horde d'Or (et que l'histoire appelle un peu ironiquement la « Grande Horde ») en décomposition, le nouveau maître de la Crimée revendiquait une pleine indépendance. A partir de 1441 au plus tard, il battit monnaie en son nom et fit figurer sur ses pièces le *tamga* des Guiraï (devenu en 1917 l'emblème national des Tatars de Crimée) à la place de celui du khan de la Horde. Il affronta à plusieurs reprises les armées de la Horde. Contre elle, il demeura l'allié de Casimir IV, grand-prince de Lituanie (1440-1492) et roi de Pologne (1447-1492).

Le nouvel Etat tatar avait pour foyer la Crimée. Ses souverains furent toujours considérés comme les khans « de Crimée ». Mais son territoire s'étendait bien au-delà de la péninsule, sans d'ailleurs avoir toujours des frontières claires : les limites du pouvoir du khan étaient déterminées par le contrôle qu'il exerçait sur les diverses hordes nomades qui occupaient des parties de l'Ukraine méridionale et du Caucase du Nord, notamment celles qui avaient pris le nom de « Nogaïs ». On verra leur rôle parfois déterminant dans l'histoire du khanat.

La mystérieuse principauté de Théodoro

A l'époque de la fondation du khanat de Crimée apparaissent dans diverses sources (trapézontaines, génoises, épigraphiques) des « princes (ou seigneurs) de Théodoro ». L'analyse de ces documents révèle que Théodoro (Θεοδόρο)

est le site fortifié de Mangoup et que son nom dérive très probablement, non d'un hypothétique [saint] Théodore (Θεόδωρος), mais de l'ancienne appellation du territoire goth de Crimée sud-occidentale, le pays de Dory ou Doros (*τὸ Δόρος > Θεοδόρο).

La principauté de Théodoro a donc été l'ultime manifestation politique des Goths de Crimée – même si sa population se composait non seulement de descendants des anciens Goths, mais aussi d'Alains et de « Grecs » d'origines diverses, en cours de fusion. Selon Johann Schiltberger, qui vécut en Orient de 1396 à 1427, la ville de « Kirkier » (en tatar *Qırq yer*, l'actuelle Tchoufout-Kalé), capitale traditionnelle des Alains de cette région de Crimée comme le rappelait encore l'Arabe Aboulfeda en 1321, se trouve en « Gothie ». Josaphat Barbaro, qui visita la Crimée entre 1436 et 1452, parle de *Gothalani* résultant « *du mélange de l'une des tribus avec l'autre* ».

Ce petit Etat s'efforça de survivre entre Tatars de diverses obédiences (ceux de la « Grande Horde » résiduelle et ceux que l'on peut désormais appeler « de Crimée ») et Génois. Si l'on en croit une chronique lituanienne de 1396, un « seigneur de Mangoup » avait rang de khan tatar.

La succession et la chronologie des princes sont controversées. Alexis régna dans les années 1420-1430. Son successeur, qui se nommait peut-être Jean, est connu par son surnom tatar italianisé : Olubei (*ulu bey* « grand seigneur). La principauté était liée au reste du monde byzantin et orthodoxe : une « Marie Paléologue de Mangoup », peut-être la fille d'Olubei et d'une Paléologue de Constantinople, épousa le voïévode de Moldavie Etienne le Grand en 1472.

Théodoro disparut, en même temps que les colonies génoises, au cours de l'invasion ottomane de 1475.

L'entrée des Ottomans en Crimée

Hadji Guiraï, fondateur du khanat de Crimée, mourut en 1466. Trois de ses fils, Nourdevlet (*Nurdevlet*), Mengli (*Meñli*) Guiraï, et Haïdar (*Haydar*), se disputèrent le trône pendant plusieurs années. L'arbitre principal de leur rivalité était le *bey* Eminek, chef du clan Chirine dont on a déjà signalé l'importance. Après avoir soutenu Mengli, il se révolta contre lui en 1474, mécontent de ne pas avoir été nommé *tudun* des Tatars de Caffa, et restaura Nourdevlet. Mengli, quant à lui, était appuyé par le consul génois Squarciafichi.

Peu après, Eminek, en conflit avec les Génois de Caffa (à cause peut-être de leur soutien à son ennemi Mengli), appela à son aide les Ottomans. Le sultan Mehmet II qui, vingt ans plus tôt, avait déjà aidé Hadji Guiraï à attaquer Caffa, y vit l'occasion d'étendre son influence au nord de la mer Noire. Une armée ottomane débarqua en Crimée et, après un bref siège en juin 1475, s'empara de la ville. Les Turcs attaquèrent et prirent aussi d'autres villes, dont Soldaia que la faim fit capituler, et Théodoro / Mangoup qui résista plusieurs mois. Mengli Guiraï fut capturé durant ces opérations. A peu près au même moment, le khan Ahmed de la Grande Horde (1465-1481), refusant toujours la sécession de la Crimée, envahit la péninsule et y plaça comme gouverneur un certain Djanibeg (*Canibeg*). Il est possible qu'Ahmed ait profité de la confusion créée par l'arrivée des Ottomans, mais on a aussi supposé qu'Eminek et le khan Nourdevlet avaient appelé ces derniers à leur secours à la fois contre les Génois et contre la Grande Horde. En tout cas, la tentative d'Ahmed échoua et son protégé Djanibeg dut s'enfuir de Crimée, peut-être dès 1477.

On ne sait pas quelles étaient les conditions initiales de l'alliance entre Criméens et Ottomans, mais le sultan

considéra immédiatement que le khanat s'était placé sous son protectorat. Non seulement les Ottomans conservèrent pour eux les places qu'ils avaient prises, mais Mehmet II convoqua en 1476 les troupes tatares de Crimée pour sa campagne en Moldavie. Plus encore, quand Eminek, de nouveau brouillé avec le khan Nourdevlet, intervint en faveur de Mengli Guiraï auprès du sultan, c'est ce dernier qui trancha définitivement entre les deux frères et permit la restauration de Mengli en 1478. Bien entendu, les Tatars de Crimée avaient une toute autre vision de la situation, et on verra ensuite que la suzeraineté ottomane ne put s'affirmer que très progressivement et contre de fortes résistances. Néanmoins, la présence ottomane était désormais un élément majeur de la situation en Crimée. En 1582, les possessions ottomanes de Crimée devinrent un *eyalet* dirigé par un *beylerbey* sis à Caffa.

Un autre résultat de la campagne de 1475 fut la disparition totale des colonies génoises, vieilles de deux siècles. Les « Latins » vaincus furent pour la plupart dépouillés et déportés. Soldaia devint « Soudak » (*Sudaq*), Cembalo « Balaklava » (*Balıqlava*), etc. La Banque de saint Georges eut en 1481 des velléités de reconquête, dont il ne sortit rien. Après la prise de Mangoup, la principauté de Théodoro disparut elle aussi. Cependant, les *Gothalani* de la région conservèrent encore un moment leur identité ethnique et linguistique, comme le montrent des témoignages postérieurs (cf. chapitre VII).

L'héritage de la Horde et la tutelle ottomane

Vassal ou non du sultan (lui-même et ses troupes participèrent à la campagne moldave de 1504), Mengli Guiraï mena après 1478 à mener une politique indépendante, tournée contre la Grande Horde et la Lituanie. Son allié naturel était la Moscovie qui, en 1480, échappa définitivement à la

suzeraineté de la Horde. Les grands raids tatars en Ukraine (1484, 1485, 1488, 1490) contribuèrent probablement, par réaction, à la formation des groupes cosaques ukrainiens dont l'activité est signalée sur le bas Dniepr à partir du début des années 1490. En 1502, Mengli prit Saraï et cet événement est considéré comme le point final de l'histoire de la Horde d'Or et de la Grande Horde.

Mengli Guiraï, marqué par les guerres de succession qui avaient suivi la mort de son père, fut le premier khan de Crimée à nommer un héritier (*qalğa*). Ce fut son fils Mohammed qui, à la fin du règne de Mengli, exerçait déjà le pouvoir. Monté sur le trône en 1514/5, Mohammed Guiraï se préoccupa d'instaurer l'hégémonie criméenne sur le reste de l'héritage de la Horde : les khanats de Kazan et Astrakhan. Cela conduisit à la rupture de l'entente avec la Moscovie, qui prétendait elle aussi à cette succession.

En 1521, Mohammed Guiraï imposa son demi-frère Sahib Guiraï sur le trône de Kazan, puis mena une grande campagne victorieuse contre la Moscovie (la même année, il refusa d'aller combattre en Hongrie pour le compte du sultan). En 1523, il entra dans Astrakhan. Apparemment, le khanat de Crimée était en passe de reconstituer l'ancienne Horde d'Or. Mais Mohammed fut assassiné en novembre 1523 par les clans nogaïs qu'il projetait de réinstaller en Crimée, et qui ravagèrent la péninsule.

Le fils aîné et successeur désigné de Mohammed Guiraï, le *qalğa* Bahadır (*Bahadır*), ayant été tué avec son père, les clans tatars choisirent Gazi Guiraï. Mais, soit qu'une partie d'entre eux ait été mécontente de ce choix, soit qu'ils aient redouté la réaction ottomane, ils demandèrent la validation de leur choix par le sultan Soliman I^{er}. Or, ce dernier détenait en otage un autre prince Guiraï : Saadet, qui aurait été l'amant du sultan précédent, Selim I^{er} ! Soliman accorda son

investiture à Saadet et l'envoya régner en Crimée. Pour plus de sûreté, il rentra chez lui accompagné d'une troupe de janissaires.

Le règne du falot Saadet Guiraï (1524-1532) fut catastrophique. L'histoire en retient essentiellement la révolte d'une partie de la noblesse, la capitulation de Saadet qui désigna comme héritier son neveu Islam Guiraï, chef des rebelles, et l'échec de la campagne en Moscovie dirigée par ce dernier en 1527. Finalement, Saadet abdiqua en 1532 et repartit à Constantinople.

Islam Guiraï se retrouva sur le trône mais n'osa pas y demeurer sans la sanction du sultan. Or, Soliman désigna à sa place Sahib Guiraï qui, après un bref passage sur le trône de Kazan en 1521-24, avait vécu à la Cour ottomane. Cette fois encore, le nouveau khan fut expédié en Crimée avec des troupes ottomanes.

Sahib Guiraï s'installa à Bakhtchisaraï, le « palais des jardins », qui devait rester ensuite la capitale du khanat. Il choisit comme héritier Islam, puis recommença la lutte pour le contrôle des khanats. Son candidat Safa Guiraï, auquel il avait laissé le trône de Kazan en 1524, en avait été chassé en 1531 par Djan Ali, protégé de Moscou. Safa reprit Kazan en 1533 ou 1534. Les plans de campagne criméens furent cependant compromis par la trahison d'Islam Guiraï : le dauphin du khan se révolta et prévint les Moscovites du danger. Vaincu avec l'aide des Nogaïs, Islam continua à s'agiter et chercha des soutiens à Constantinople et en Pologne-Lituanie. Finalement, il dut s'exiler en 1536 et fut assassiné l'année suivante.

Dans la suite de son règne, Sahib dut encore affronter une invasion en Crimée de la tribu nogaï des Manghits (*Manğit*) et divers troubles internes, que révèle notamment l'exécution

de son second dauphin. A chaque fois, il l'emporta, et réalisa d'importantes réformes qui modifièrent durablement la structure du khanat. Il s'inspira notamment – pour limiter le pouvoir de la noblesse tatare – du modèle ottoman en matière administrative et militaire (cf. chap. VII), favorisa la sédentarisation des Tatars et, reprenant l'idée qui avait été fatale à son demi-frère Mohammed, « importa » en Crimée des clans entiers de Nogaïs. Il renforça ainsi la population de la péninsule au détriment des steppes ukrainiennes et nord-caucasiennes.

Les troupes criméennes participèrent aux guerres de l'empire ottoman (en 1538 en Moldavie, en 1543 en Hongrie). Sahib attaqua aussi de son propre chef la Moscovie en 1541, sans grand succès. Il faut également noter le développement, dans les années 1530-40, de la communauté cosaque du Don, dont la toute première mention daterait de 1521.

En 1551, Sahib Guiraï entreprit une campagne au Caucase du Nord-Ouest, en territoire tcherkesse. A ce moment, le sultan proclama sa déposition et son remplacement par Devlet Guiraï, un petit-fils de Mengli Guiraï, otage à Constantinople depuis 1532. Les troupes de Sahib se révoltèrent, le khan et son successeur désigné furent assassinés.

Le règne de Devlet Guiraï (1551-1577) vit la réactivation du conflit avec la Moscovie, dont le souverain portait désormais le titre impérial de « tsar ». Ivan IV avait fait de la conquête définitive des khanats une priorité du début de son règne. Kazan, où des Guiraï s'étaient maintenus tant bien que mal depuis 1534, tomba en 1552. Astrakhan fut occupée en 1556 quand le khan Darvich Ali, déjà dans l'orbite de Moscou, prétendit à plus d'autonomie. La Moscovie avait pris le contrôle de la Volga et de son embouchure sur la mer Caspienne. Elle s'intéressait déjà au Caucase (Ivan IV épousa en 1561 une princesse kabarde). Outre les questions de

prestige dynastique, « national » et religieux, et la volonté de contrôler les routes commerciales, Tatars et Ottomans pouvaient craindre les appétits insatiables du tsar. Ils passèrent donc à la contre-offensive.

En 1569, des troupes criméennes participèrent à la tentative ottomane de « libération » d'Astrakhan. A cette occasion, l'attitude du khan fut ambiguë : il ne souhaitait probablement pas que le sultan conquière et conserve la ville, craignant qu'ensuite la Crimée elle-même devienne une simple province ottomane. Mais en 1571, Devlet Guiraï organisa seul une expédition à grande échelle. Il mena son armée en Moscovie, jusqu'à Moscou qu'il brûla en partie (24 mai 1571). Il fit au cours de la campagne 100 000 prisonniers russes qui furent ensuite vendus comme esclaves à Caffa (après l'expulsion des Génois, la ville avait continué à pratiquer ce fructueux trafic !). Le khan y gagna son surnom de « conquérant du trône », *taht algan*. Fort de sa victoire, il exigea la « restitution » de Kazan et Astrakhan. Ivan IV, qui ne pouvait admettre de voir se reconstituer une « Grande Horde » dirigée par les Guiraï, gagna du temps et fit des préparatifs militaires. L'année suivante, Devlet envahit de nouveau la Moscovie, mais subit une cuisante défaite. Il ne tenta pas de prendre sa revanche et mourut de maladie en 1577. Les expéditions contre la Moscovie se poursuivirent sous les khans suivants, mais celle de 1571 avait probablement été la dernière vraie tentative de reconquête des territoires tatars de la Volga.

Les tentatives indépendantistes

Mohammed II Guiraï, fils de Devlet, lui succéda en 1577. On lui doit l'institution de la charge de *nūreddīn*, sorte de bras droit du khan choisi parmi ses proches parents. Son règne fut surtout marqué par la principale révolte du khanat contre la tutelle ottomane. En 1583, il quitta sans autorisation l'armée

ottomane qui opérait en Transcaucasie contre les Perses. « Eh quoi ! – aurait-il dit – Sommes-nous des beys ottomans ? » Peut-être comptait-il sur la faiblesse du sultan Mourad III. Mais le gouvernement ottoman ne pouvait laisser passer cet acte qui dépassait le simple mouvement d'humeur. 3000 janissaires furent envoyés en Crimée pour châtier l'insolent. Loin de se soumettre, Mohammed Guiraï mit le siège devant Caffa à la tête de 40 000 Tatars et écrivit au sultan : « Je suis souverain [*pādišāh*], maître de ma *hütbe* [prière du vendredi] et de ma monnaie : qui ose me nommer ou me destituer ? » Cette fois, c'était une véritable proclamation d'indépendance. Un conflit militaire majeur s'annonçait, mais Mohammed Guiraï fut trahi par son frère Ali et assassiné en 1584. Ali n'en tira d'ailleurs pas profit, puisque le sultan préféra accorder son investiture à Islam II Guiraï (1584-1588).

Les rivalités entre beys tatars favorisèrent le rétablissement du contrôle ottoman sur le khanat. De façon très significative, le sermon de la prière du vendredi (*hütbe*, de l'arabe *ḥutba*), traditionnellement prononcé dans les pays musulmans au nom du souverain régnant, fut dit désormais pour le sultan ottoman et plus pour le khan.

En 1588, le sultan Mourad confia le trône de Crimée à un fils de Devlet Guiraï, Gazi Guiraï. Sans défier son suzerain ottoman aussi ouvertement que Mohammed II, Gazi joua pleinement son rôle de souverain. Comme Sahib Guiraï un demi-siècle plus tôt, il créa des structures administratives et militaires d'inspiration ottomane. Il institua notamment un poste de grand vizir (*han ağası* ou *qapı ağası*) et une troupe permanente de 500 fusiliers (*tüfenkçi*) soldés grâce à un impôt spécial.

Gazi Guiraï, qui était musicien et poète amateur (on lui doit *Qahve ve bāde* « Café et vin » !), dut consacrer l'essentiel de son temps et de ses ressources à des guerres incessantes, en

fonction de la diplomatie et de la stratégie ottomanes. Il fut d'ailleurs surnommé *Bora* « tempête ». Après un ultime raid contre Moscou en 1591, la paix fut signée avec le tsar Feodor en 1593. A partir de la même année, les troupes tatares participèrent à la guerre austro-ottomane dans les Balkans et en Hongrie. Le khan se signala à plusieurs reprises par une certaine insolence. A la fin de 1594, il quitta le front sans le congé du sultan, mécontent de l'exécution de soldats tatares sur l'ordre du grand vizir. L'année suivante, il aurait insisté pour qu'un noble tatar soit désigné comme voïévode de Moldavie. En 1596, il ne rejoignit pas le nouveau sultan Mehmet III pour sa campagne en Hongrie.

Tout cela conduisit, à la fin de 1596, à la destitution du khan et à son remplacement par l'héritier désigné (le *qalğa*) Feth Guiraï. Mais quelques mois plus tard, le gouvernement ottoman changea d'avis. Gazi Guiraï rentra en Crimée, fit exécuter son éphémère remplaçant et se livra à une purge sanglante au sein de la dynastie. Il dut encore réprimer une révolte en 1599.

Les Tatares continuèrent à participer aux combats contre l'Autriche jusqu'à la fin de la guerre en 1606. Ils menèrent une expédition en Moscovie en 1600.

Gazi Guiraï mourut de maladie en 1607 ou 1608. Alors s'ouvrit une période d'instabilité, marquée par de nouvelles et violentes tentatives de secouer la tutelle ottomane.

Les Tatares choisirent comme khan un fils de Gazi, Toktamich (*Toqtamiş*) Guiraï. Mais le sultan donna son investiture à Selamet Guiraï, frère de Gazi qui avait été son héritier avant de se révolter contre lui et de fuir la Crimée. Selamet confia les charges de *qalğa* et *nūreddīn* à deux frères, Mohammed et Chahine (*Şahin*) Guiraï, qui avaient été ses complices lors de sa révolte. C'est Mohammed qui vainquit les troupes de

Toktamich. Selamet monta sur le trône – mais, presque immédiatement, Mohammed et Chahine se soulevèrent contre lui ! Battus, ils se réfugièrent chez les Tcherkesses du Caucase.

Selamet mourut en 1610. Son héritier désigné, Djanibeg, reçut l'investiture ottomane (il figure dans les listes comme Djanibeg II, bien que le premier Djanibeg, candidat de la Grande Horde au trône criméen vers 1475-76, n'ait probablement pas été un Guiraï). C'est alors que reparurent Mohammed et Chahine Guiraï. Djanibeg parvint à les vaincre et ils redisparurent en exil. Chahine se réfugia en Perse, Mohammed en Turquie où ils eut de nouveaux ennuis à la Cour ottomane.

Djanibeg apporta fidèlement le concours militaire des Tatars aux guerres du sultan contre la Perse et, en 1620-21, à la tentative avortée de conquête de la Pologne. Mais en 1622, le sultan Osman II fut assassiné. Son successeur Moustafa I^{er} destitua Djanibeg et confia le trône à Mohammed Guiraï, l'éternel rebelle, qui avait apparemment su gagner l'appui du grand vizir Mere Hüseyin Pacha.

Investi en 1623, Mohammed III Guiraï fit revenir d'exil son frère et complice Chahine et le désigna comme héritier. Mais dès l'automne, le sultan Mourad IV monta sur le trône ottoman et la position ottomane changea à nouveau. Des rumeurs défavorables coururent sur le khan de Crimée : il aurait assassiné des ambassadeurs moscovites revenant de Constantinople pour voler les cadeaux du sultan, et il se préparerait à envahir la Turquie. Il est probable que cette propagande contre Mohammed devait quelque chose à son rival déchu Djanibeg.

Quoi qu'il en soit, dès 1624, Mourad destitua Mohammed III, et renvoya en Crimée Djanibeg II avec des troupes

ottomanes. Mohammed et Chahine refusèrent de céder, attaquèrent le corps expéditionnaire ottoman et s'emparèrent de Caffa. La victoire tatare fut si complète que le sultan Mourad dut, pour récupérer Caffa, à nouveau reconnaître Mohammed comme khan légitime de Crimée.

Mohammed et Chahine avaient, dans les faits, rétabli l'indépendance du khanat de Crimée. Ils entreprirent de soumettre les Nogaïs des steppes ukrainiennes méridionales. Ils jouèrent un double jeu diplomatique, s'alliant aux Cosaques ukrainiens contre les Nogaïs tout en proposant au sultan de construire des forts pour bloquer les expéditions maritimes de ces mêmes Cosaques qui, en 1624, ravageaient les côtes d'Anatolie.

Pour en finir avec la Crimée rebelle, les Ottomans décidèrent de la prendre en tenailles. A leur instigation, le bey de la tribu Mansour des Nogaïs du Boudjak, Khan-Témir (*Hantemir*), attaqua la Crimée avec ses troupes. En juin 1628, le sultan proclama la destitution de Mohammed III et la restauration de Djanibeg, qu'une puissante flotte de 95 navires fut chargée de raccompagner en Crimée et de remettre sur le trône.

Mohammed et Chahine levèrent une armée composite de Tatars, Cosaques ukrainiens et même Polonais. Mais Djanibeg et ses troupes ottomanes l'emportèrent. Mohammed fut tué au combat, Chahine s'enfuit, se rendit ensuite aux Ottomans et fut exécuté quelques années plus tard.

Ainsi, Djanibeg II devint khan pour la troisième fois, sous l'étroite surveillance des Ottomans. Il leur fournit des troupes contre la Perse, mais, en 1635, refusa d'aller combattre lui-même (il avait quatre-vingts ans !). La sanction fut immédiate : il fut remplacé par Inayet Guiraï, un fils de Gazi II Guiraï.

Ce choix s'avéra malheureux pour les Ottomans : sommé à son tour, dès sa nomination, de rejoindre l'armée impériale pour combattre les Perses au Caucase, il refusa. Il préférerait s'occuper des Nogaïs Mansour, dont le chef Khan-Témir s'était révolté. En 1636-37, Inayet soutenu par d'autres Nogaïs et des Cosaques ukrainiens livra une guerre ruineuse à Khan-Témir. Le conflit connut une fin tragique : Khan-Témir se réfugia à Constantinople, mais ses partisans tuèrent les deux frères du khan Inayet, qu'il avait nommés *qalğa* et *nūreddīn*. Inayet se soumit alors à l'arbitrage du sultan qui, pour régler définitivement le problème, fit exécuter le khan (2 juillet 1637) puis le chef nogaï.

Cet assassinat pur et simple – le premier du genre – ne mit pas fin, comme on l'affirme parfois, aux vellétés d'indépendance des khans de Crimée. Une dizaine d'années plus tard, encore, Islam III Guiraï allait défier ouvertement le sultan.

Inayet fut remplacé par Bahadir (*Bahadır*) Guiraï. Cet intellectuel un peu falot, jusque-là otage chez les Ottomans, était un fils du khan Selamet. Il commença par réprimer la révolte des Nogaïs, puis exécuta au mieux les ordres du sultan en lui fournissant les troupes requises : en 1638 et 1641 contre les Cosaques du Don qui avaient occupés en juin 1637 la forteresse ottomane d'Azaq (Azov, à l'embouchure du Don) ; en 1639 contre les Perses en Mésopotamie. Les deux campagnes militaires décidées de son propre chef, au Caucase du Nord-Ouest contre les Tcherkesses de la tribu Jané et en Pologne, furent des échecs (1639). Bahadir Guiraï mourut de maladie en 1641, au retour de la seconde tentative infructueuse de reprise d'Azaq.

Les guerres cosaques

Le successeur désigné de Bahadir était son frère Islam, personnage d'une toute autre envergure. Le gouvernement ottoman désigna néanmoins à sa place Mohammed IV Guiraï. Mais dès 1644, Islam Guiraï intrigua avec succès auprès de la Cour ottomane et réussit à obtenir l'investiture.

Islam III Guiraï se montra d'emblée efficace. Peu après son retour en Crimée, il soumit les Tcherkesses Jané, vengeant ainsi l'échec de 1641. Entre 1645 et 1647, il régla habilement les crises ouvertes par l'hostilité entre les beys tatars et ses troupes régulières (*qapıqulu*). En 1648, il dut affronter les raids des Kalmyks – tribu mongole venue de Dzungarie au début du XVIIe siècle – contre les possessions criméennes sur le Don. La suite de son règne fut entièrement dominée par les « guerres cosaques » qui commencèrent en 1648.

Nous avons mentionné à plusieurs reprises les Cosaques ukrainiens. Installés dès la fin du XVe siècle le long du cours du Dniepr, nominalement sujets de la Pologne-Lituanie, ils étaient répartis en deux groupes unis par de nombreux liens. Les « Cosaques Enregistrés » étaient une minorité privilégiée, reconnue par l'Etat polonais et jouissant de divers avantages en échange de leur service dans les armées de la Couronne. Ils résidaient dans les villes d'Ukraine centrale. Les « Cosaques Libres » ou « Zaporogues » (littéralement : ceux établis au-delà des cataractes) formaient une communauté indépendante plus nombreuse autour de leur camp, la « Sitch », sur une île du bas Dniepr. Le prestige de ces Zaporogues était tel que les Cosaques Enregistrés se paraient eux aussi volontiers de leur nom.

Depuis la fin du XVIe siècle, les Cosaques posaient nombre de problèmes au gouvernement polonais. Les activités guerrières autonomes des Zaporogues, tournées généralement

contre les Tatars et les Ottomans, risquaient sans cesse de causer des guerres. Les Cosaques mécontents du régime polonais se révoltaient régulièrement. Ils prenaient fait et cause pour l'Eglise orthodoxe ukrainienne qui s'estimait victime du prosélytisme catholique, et s'en servaient comme prétexte lors de leurs soulèvements. Ils étaient idéalisés par la population ukrainienne et les Zaporogues accueillait de nombreux paysans fuyant la servitude. D'un autre côté, ils étaient pour la Pologne un réservoir irremplaçable de combattants professionnels : en 1621, ils contribuèrent de façon décisive à la victoire polonaise de Khotyn sur les Ottomans et Tatars.

En 1638, après la répression des soulèvements de Pavliouk, Ostrianytsia et Hounia, les autorités polonaises avaient réussi à soumettre les Cosaques à un contrôle strict et humiliant, installant même une garnison de mercenaires à la Sitch des Zaporogues. Pendant dix ans, les Cosaques durent ronger leur frein, cependant que les tensions sociales et religieuses croissaient en Ukraine. Finalement, un incident mineur mit le feu aux poudres. Victime d'un déni de justice dans ses démêlés avec un nobliau polonais, un officier cosaque « enregistré » du nom de Bohdan Khmelnytsky se réfugia en 1648 à la Sitch dont la garnison polonaise fut chassée, fut élu « hetman » (chef suprême) des Cosaques d'Ukraine, et prit la tête d'une nouvelle révolte. Conscient de la disproportion des forces, il cherchait des alliés. Il se rendit en Crimée et sollicita l'aide du khan.

Malgré certains liens économiques et des accalmies temporaires, les rapports entre les Cosaques ukrainiens et les Tatars de Crimée étaient traditionnellement mauvais. En 1637 encore, les Zaporogues avaient assisté les Cosaques du Don dans leur prise d'Azaq. Pourtant, Islam Guiraï accepta cette alliance apparemment contre nature. Outre les profits qu'il pouvait attendre de la guerre, c'était l'occasion de

conduire une politique autonome par rapport à l'empire ottoman. A peu près en même temps que l'offre cosaque, il reçut l'ordre d'envoyer ses troupes pour la guerre contre Venise. Il refusa – et menaça de pendre tout nouveau messenger de la Cour ! Le contexte était favorable : l'année 1648 vit la déposition du sultan Ibrahim I^{er}, qui était fou, et l'avènement de Mehmet IV, qui n'avait que sept ans, sur fond de régence de leur mère et grand-mère, la sultane Kösem.

Le khan de Crimée s'engagea donc, avec les Cosaques ukrainiens, contre la Pologne. La guerre commença par de grands succès. Cosaques et Tatars, vite rejoints par une masse de paysans ukrainiens révoltés, remportèrent victoire sur victoire en 1648 (Jovti Vody et Korsoun') et 1649 (Zboriv). Par le traité de Zboriv, les Cosaques obtinrent la satisfaction de leurs propres revendications, un Registre porté à 40 000 hommes, l'instauration d'une sorte de territoire à statut spécial dans les provinces ukrainiennes de Kiev, Bratslav et Tchernihiv. Le khan, lui, arracha au roi de Pologne la promesse d'un tribut. L'alliance tatare était si précieuse à l'hetman Khmelnytsky qu'à la demande du khan, il menaça les Cosaques du Don (pourtant de vieux alliés des Zaporogues) d'une attaque commune s'ils continuaient leurs raids contre les possessions criméennes.

Les clauses de Zboriv ne furent jamais appliquées, et la guerre continua avec des fortunes diverses : victoire polonaise à Berestechko en 1651, victoire cosaque et tatare à Jvanets' en 1653. Les relations entre les alliés connaissaient elles aussi des hauts et des bas. Les Tatars profitaient de la guerre pour capturer des milliers d'Ukrainiens à vendre comme esclaves, et la population les détestait. Surtout, Islam Guirāï ne souhaitait pas que la Pologne soit trop affaiblie et cherchait à préserver un certain équilibre des forces. A Jvanets', alors que la situation des Polonais était désespérée, il frustra les Cosaques de leur victoire en traitant séparément

avec le roi Jean-Casimir. De son côté, Bohdan Khmelnytsky, résigné à l'impossibilité d'un accord durable avec les Polonais, cherchait un nouveau suzerain et protecteur pour les Cosaques ; en 1653, il était en pourparlers à la fois avec le tsar Alexis Romanov et avec la Cour ottomane (où la mère de Mehmet IV, Tourkhan Hatidjé, avait éliminé la régente Kösem en 1651).

En 1654, Bohdan Khmelnytsky opta pour la Moscovie, malgré les fortes réticences d'une partie de l'élite dirigeante cosaque. La position du khanat de Crimée s'en trouva radicalement modifiée. La Moscovie entra en guerre contre la Pologne et installa des garnisons en Ukraine, près des frontières du khanat. En juillet 1654, Islam Guiraï mourut, et les Ottomans remirent sur le trône criméen Mohammed IV qui avait brièvement régné dix ans plus tôt. A nouveau, la politique du khanat fut strictement alignée sur celle de Constantinople.

Les conflits provoqués par la révolte cosaque de 1648 se poursuivirent après 1654 et la mort de Bohdan Khmelnytsky en 1657. La Moscovie revendiquait l'Ukraine que la Pologne ne voulait pas abandonner. Les hetmans cosaques successifs firent des choix d'alliance différents. A partir de 1660, il y eut presque constamment deux hetmans rivaux, l'un vassal des Polonais sur la rive droite du Dniepr, l'autre vassal des Moscovites sur la rive gauche.

En 1666, l'hetman de la Rive Droite Petro Dorochenko sollicita et obtint la protection du sultan. Le khan Adil Guiraï, qui succéda cette année-là à Mohammed IV, reçut l'ordre de soutenir Dorochenko. Grâce à ce renfort, Dorochenko vainquit à l'automne une armée polonaise venue mettre fin à sa dissidence. La Pologne se hâta alors de conclure avec la Moscovie un traité de paix et de partage en bonne et due forme de l'Ukraine. La frontière était fixée sur le Dniepr, la

Sitch des Zaporogues passant sous le condominium des deux puissances. La Pologne s'engageait à lutter contre les Ottomans, la Moscovie faisant son affaire des Tatars de Crimée. Des Zaporogues attaquèrent la Crimée pour faire diversion. Dorochenko parvint encore à se faire élire hetman des deux rives en juin 1668, mais des concurrents surgirent bientôt. Alors que l'empire ottoman reconnaissait officiellement Dorochenko, le khan Adil Guiraï soutint contre lui d'abord Petro Soukhovii, puis Mykhaïlo Khanenko, candidat des Polonais sur la Rive Droite. Cette position déplut aux Ottomans, qui destituèrent Adil pour le remplacer par Selim Guiraï (1671).

Lorsque les affaires cosaques dégénérent en guerre polono-ottomane, Selim servit loyalement le camp ottoman entre 1672 et 1676, participant à plusieurs campagnes en territoire polonais (en Ukraine occidentale). En 1677, quand commença une nouvelle guerre entre Moscovites et Ottomans, il y prit également part. Il en fut mal récompensé : on lui attribua l'échec du siège de Tchyhyryn (l'une des « capitales » cosaques en Ukraine), et le sultan le remplaça par Mourad Guiraï. Ce dernier fut signataire de la paix avec la Moscovie, conclue en 1681.

La Crimée dans les conflits de 1683-1700

En 1683, le début des hostilités entre l'empire ottoman d'une part, l'Autriche, la Pologne et Venise de l'autre, inaugura une nouvelle série de conflits dans lesquels le khanat de Crimée fut mécaniquement entraîné. Des Tatars de Crimée combattirent au fameux siège de Vienne (juillet-septembre 1683), où le roi de Pologne Jan Sobieski vainquit l'armée ottomane et arrêta sa marche vers l'ouest.

En Crimée, le khan Mourad fut remplacé au cours de cette année 1683 par Hadji II Guiraï, qui se trouva confronté à une

révolte nobiliaire. Sentant la nécessité d'une autorité plus forte, le gouvernement ottoman investit alors l'ancien khan Selim Guiraï. Durant ce second règne (1684-1691), Selim consacra des moyens considérables à la guerre contre les Autrichiens et Polonais – mais aussi contre un nouvel adversaire : la Moscovie. Ayant conclu en 1686 avec la Pologne une « paix perpétuelle » confirmant le partage de l'Ukraine et plaçant sous la seule suzeraineté moscovite les Zaporogues de la Sitch, la régente Sophie rallia la coalition européenne contre l'empire ottoman et concentra ses efforts sur la Crimée. En 1687, les Moscovites attaquèrent le khanat avec les troupes cosaques ukrainiennes de l'hetman Samoïlovytch. La campagne se termina en catastrophe : les Tatars incendièrent la steppe, et l'armée du prince Golitsyne battit en retraite. L'échec fut imputé à Samoïlovytch – qui était pourtant partisan de la paix avec la Crimée et avait déconseillé l'opération – et l'hetman fut remplacé par Ivan Mazepa. Deux ans plus tard, une autre tentative finit de la même manière et, cette fois, c'est la régente Sophie qui en fit les frais, renversée par un coup d'Etat à Moscou.

Selim Guiraï courait d'un front à l'autre, répondant de son mieux aux exigences du sultan, levant toutes les troupes disponibles (jusqu'à 100 000 hommes à la fois). La contribution militaire du khanat à l'effort de guerre ottoman était sans commune mesure avec sa taille. Ce n'était pourtant jamais assez : en décembre 1688, Selim dut aller à Andrinople contester de fausses accusations de trahison et de séparatisme !

En 1691, Selim était à Constantinople où il se remettait d'une maladie. Les nobles tatars lui écrivirent de revenir au plus vite, son absence mettant en danger le khanat. Peut-être agacé ou découragé, Selim abdiqua – et partit pour le pèlerinage de la Mecque. Le sultan le remplaça par Saadet II Guiraï (1691), qui ne régna que quelques mois, puis par Safa Guiraï (1691-

92). Mais Selim s'avéra irremplaçable : revenu de la Mecque, il fut à nouveau investi en octobre 1692 pour un troisième règne. Il reprit son rôle de « pompier volant » des forces ottomanes.

Selim intervint aussi, en 1692-93, dans les affaires des Cosaques d'Ukraine, en soutenant la révolte de « Petryk » (Petro Ivanenko) contre l'hetman Mazepa inféodé à Moscou. Le mouvement de Petryk visait la reconstitution d'une Ukraine cosaque indépendante sur les deux rives du Dniepr, alliée à la Crimée. Mazepa n'en vint définitivement à bout qu'en 1696.

A partir de 1695, la Moscovie devint l'adversaire principal de la Crimée. En 1694, Pierre I^{er} avait inauguré son règne personnel et choisi comme cible principale les Ottomans et Tatars. En 1695, il tenta sans succès de prendre Azaq. En 1696, il y parvint. A ce moment, le khan Selim fut plus particulièrement chargé par le sultan de la défense des côtes septentrionales de la mer Noire.

La longue guerre entre les Ottomans et la coalition européenne s'acheva, après les nouvelles défaites ottomanes de 1697 face aux Autrichiens, par la conclusion des traités de Karlowitz en 1699 (empire ottoman, Autriche, Pologne, Venise) et Constantinople en 1700 (empire ottoman, Moscovie). Ces traités étaient nettement défavorables au khanat de Crimée, qui y perdait les tributs précédemment versés par ses voisins polonais et moscovite ; il était interdit aux Tatars d'entreprendre des expéditions de pillage sur le territoire de ces Etats. Economiquement, le coup fut très dur, surtout après les efforts consentis depuis 1683. Entre la signature des deux traités, Selim Guiraï abdiqua de nouveau et fut remplacé par son fils Devlet II Guiraï (1699-1702).

Une dernière fois, le vieux khan fut tiré de sa retraite à la fin de l'année 1702 : Devlet fut déposé, non sans résistance, à la suite d'un raid tatar en territoire moscovite, et Selim régna (pour la quatrième fois !) jusqu'en 1704, veillant au respect par la Crimée des traités qui lui coûtaient pourtant si cher. Après sa mort naturelle, le sultan lui donna comme successeurs Gazi III Guiraï (1704-1707), puis Kaplan (*Qaplan*) Guiraï (1707-1708). A la fin de 1708, Devlet II Guiraï fut restauré.

La Crimée dans la Grande guerre du Nord

Au cours des conflits des années 1680-90, les Tatars de Crimée avaient principalement servi de chair à canon à l'empire ottoman. La Grande guerre du Nord donna au khan Devlet l'occasion de jouer un rôle plus personnel.

Par « Grande guerre du Nord », on entend la série de conflits qui, de 1700 à 1721, mirent aux prises la Suède et la Moscovie, ainsi que des prétendants rivaux au trône de Pologne et diverses autres puissances. Un épisode crucial de cette guerre se déroula en Ukraine en 1708-1709. L'armée du roi de Suède Charles XII pénétra en Ukraine, où elle comptait trouver des approvisionnements et surtout le soutien des Cosaques. En effet, l'hetman Mazepa, poussé par une partie de l'élite cosaque lasse des ponctions et des empiètements moscovites sur l'autonomie de l'Ukraine, avait décidé de changer de camp. En novembre 1708, il se rallia aux Suédois. Au début de 1709, les Zaporogues de la Sitch en firent autant. En juin, Charles XII et ses alliés ukrainiens furent vaincus à Poltava par Pierre I^{er}. Le roi de Suède et les chefs cosaques se réfugièrent alors en territoire ottoman, à Bender (actuelle Moldavie). Les forces tatars n'étaient pas intervenues dans ces événements, faute d'avoir obtenu à temps la sanction ottomane.

Le khan Devlet Guiraï, hostile à la Moscovie, reconnut l'hetman Pylyp Orlyk, élu par les Cosaques en exil en 1710 pour remplacer Mazepa mort en septembre de l'année précédente. Les *Pactes et Constitutions*, engagements réciproques de l'hetman et des Cosaques et programme de gouvernement de l'Ukraine après sa libération espérée, fait référence à l'alliance criméenne et à la nécessité d'empêcher des éléments cosaques indisciplinés de lui nuire. Le 23 janvier 1711, cette alliance tataro-cosaque fut formalisée dans un traité entre Devlet Guiraï et l'hetman Orlyk. Le khan soutint le raid organisé par Orlyk en Ukraine au début de 1711 – mais les Tatars furent accusés d'avoir discrédité la cause cosaque par leurs pillages.

Dès 1710, Devlet avait poussé le sultan Ahmet III à déclarer la guerre au tsar, pour arrêter l'avance moscovite au sud et reconstituer un Etat cosaque ukrainien au nord de la Crimée. En juillet 1711, les troupes tatars et ottomanes encerclèrent Pierre I^{er} et son armée sur le Prout. Le tsar, usant probablement de corruption, s'en tira par des concessions mineures. Le khan désapprouva le traité et, à leur retour à Constantinople, le grand vizir et d'autres dignitaires ottomans furent exécutés pour trahison.

Après cet épisode, Devlet Guiraï eut à son tour des ennuis. On lui reprocha ses rapports avec le *hospodar* (prince) de Moldavie Dimitrie Kantemir, nommé avec le soutien du khan et qui, en 1710, avait rejoint le camp moscovite. Devlet avait refusé d'arrêter le roi Charles XII toujours réfugié à Bender et dont l'empire ottoman souhaitait se débarrasser. Il demeurait un partisan résolu de l'affrontement avec la Moscovie. Le sultan, qui désirait la paix, destitua le khan en 1713 et rappela son prédécesseur Kaplan Guiraï.

Conformément aux ordres du gouvernement ottoman, Kaplan s'abstint de toute provocation du côté moscovite. Il guerroya

contre les Tcherkesses (soulevés par un fils de Devlet Guiraï). Mais en 1716, il tarda à rejoindre les forces ottomanes qui opéraient en Hongrie et fut à nouveau déposé.

Les règnes de ses successeurs Kara Devlet Guiraï (*Qara Devlet Geray*, 1716-1717) et Saadet III Guiraï (1717-1724) furent relativement paisibles.

La Crimée face à l'empire de Russie

La Grande guerre du Nord s'acheva en 1721 par la victoire de Pierre I^{er}. A cette occasion, le sénat qu'il avait créé lui décerna le titre d'empereur, parachevant la transformation de la vieille Moscovie en un empire de Russie modernisé et animé de grandes ambitions géopolitiques.

Le khan Mengli II Guiraï, qui régna de 1724 à 1730, s'aligna strictement sur les instructions ottomanes. En 1730, le sultan Ahmet III fut déposé et remplacé par Mahmoud I^{er}. A cette occasion, le trône de Crimée changea également de titulaire et Kaplan Guiraï fut restauré.

Les troupes tatares intervinrent au Caucase contre la Perse (1732, 1734), puis dans la guerre de succession de Pologne durant l'hiver 1734-35. En 1736 commença une nouvelle guerre entre l'empire ottoman et la Russie, alliée à l'Autriche. En mai-juillet 1736, alors que le khan lui-même était parti combattre au Caucase à la tête de 80 000 cavaliers, une armée russe prit Azaq puis attaqua la Crimée, ruinant notamment Bakhtchisarai, la capitale. Kaplan fut destitué et le trône confié à un fils de Devlet II Guiraï, Feth II Guiraï.

Le nouveau khan tenta une expédition de représailles en Russie, mais les Russes revinrent au printemps 1737. Du coup, Feth Guiraï jugé incompetent fut à son tour remplacé par Mengli Guiraï, dont le second règne dura jusqu'en 1739.

Bien que les troupes russes aient été décimées par une épidémie et que le protectorat ottoman sur la Crimée ait été confirmé par le traité de Belgrade qui mit fin à la guerre avec la Russie (1739), le khanat avait subi de sérieux dégâts et les dirigeants tatars pouvaient redouter l'avenir. Les combats avaient mis en lumière l'infériorité technologique des Tatars (une partie des cavaliers combattait encore avec des arcs), et les Russes avaient, au début des négociations de paix, revendiqué la cession de la Crimée. En 1734, les Cosaques Zaporogues, en exil sous protection criméenne et ottomane depuis 1709, avaient traité avec la Russie et étaient rentrés en Ukraine, où leur nouvelle Sitch renforça le potentiel militaire russe aux marges du khanat.

Après la mort de Mengli, son frère Selamet II Guiraï (1740-1743) s'attaqua à la reconstruction des villes détruites par les Russes. Il fut rapidement déposé, peut-être à cause de ses réticences à libérer les prisonniers de guerre russes. En tout cas, Selim II Guiraï, un fils de Kaplan Guiraï, qui lui succéda, procéda à cette libération.

Selim, prince guerrier surnommé « le dur » (*qatı*), participa activement à la guerre contre la Perse, fournissant des troupes à l'armée ottomane et parfois les commandant lui-même. Très apprécié du sultan Mahmoud I^{er}, il mourut au pouvoir en 1748.

Arslan Guiraï (fils de Devlet II Guiraï), dont le premier règne dura de 1748 à 1755, acheva l'œuvre restauratrice de ses prédécesseurs et construisit de nouvelles forteresses. En 1755, le sultan Osman III, monté sur le trône l'année précédente, le remplaça par Halim Guiraï. Halim fut confronté à une révolte des Nogaïs du Yedisian (la région d'Ukraine du sud-ouest entre Dniestr et Boug) et, comme il se montrait incapable de la réprimer, il fut déposé dès 1758. La succession se déroula d'une façon tout à fait inhabituelle :

alors que le gouvernement ottoman voulait remettre sur le trône Arslan Guiraï, il fut pris de vitesse par Kirim (*Qırım*) Guiraï, un frère d'Arslan. Soutenu par les Nogaïs, il prit le pouvoir et le sultan se résigna à le reconnaître.

Kirim Guiraï était un personnage remarquable. Amateur d'arts, de littérature et de science, il se consacra principalement à l'administration et à l'économie du khanat. Il encouragea la production et l'exportation du blé, ordonna des recherches géologiques en territoire tcherkesse pour découvrir de nouvelles mines. Il eut aussi une activité diplomatique et militaire importante. En 1759, il réprima une révolte des Nogaïs. En 1760, il affronta une expédition cosaque. Il eut des relations avec Frédéric II de Prusse dans la perspective d'une action commune contre la Russie.

Pour des raisons imparfaitement connues, le sultan Moustafa III destitua Kirim Guiraï en 1764 et nomma à sa place Selim III Guiraï. Ensuite, Arslan Guiraï fut restauré en 1767, mais mourut peu après son avènement. Il fut remplacé par Maksoud Guiraï (*Maqsud Geray*, 1767-1768), un fils de Selamet II. Cependant, lorsque commença une nouvelle guerre russo-ottomane, il apparut que la Crimée avait besoin d'un souverain capable et énergique, et Kirim Guiraï fut restauré (bien qu'il ait comploté en 1764, depuis son exil grec, contre son successeur Selim!). Ce second règne fut bref. Peu après une campagne victorieuse en Ukraine, Kirim mourut en 1769.

Un fils d'Arslan Guiraï, Devlet III Guiraï, reçut l'investiture ottomane mais, manquant d'enthousiasme pour aller affronter les Russes, il fut remplacé dès 1770 par Kaplan II Guiraï puis, presque aussitôt, par Selim III restauré. En août 1771, les Russes, qui avaient peu de temps auparavant proposé leur « aide » à Kaplan Guiraï pour obtenir l'indépendance du khanat, entrèrent en Crimée. Les 30 000 soldats russes étaient

appuyés par 60 000 Nogaïs ralliés à l'empire. Les points stratégiques de la péninsule furent occupés en deux semaines. Selim s'enfuit peu glorieusement à Constantinople.

Le gouvernement ottoman organisa une sorte de congrès de la noblesse criméenne, où Maksoud Guiraï, qui avait déjà régné en 1767-68, fut choisi comme khan. Faute de pouvoir l'installer sur le trône de la Crimée occupée par les Russes, on l'expédia à Rouchtchouk en Bulgarie, où ses hommes se mirent à piller la population. Il devait y rester jusqu'en 1773, sans jamais pouvoir pénétrer sur le territoire du khanat.

Pendant ce temps, en Crimée même, après l'arrivée des Russes et la fuite de Selim III, les Tatars avaient élu khan Sahib II Guiraï, un petit-fils de Devlet II. Sahib se trouvait dans une situation impossible : il continuait à se considérer comme un vassal du sultan, mais l'armée russe occupait la Crimée, installait des garnisons dans ses forteresses et, pire, commençait à disposer des biens des Tatars qui avaient fui l'invasion en les distribuant aux chrétiens locaux pour acheter leur soutien. Son frère et successeur désigné, le *qalğa* Chahine Guiraï, était ouvertement pro-russe. Reçu à Saint-Pétersbourg durant l'hiver 1771-72, Chahine conseilla au khan d'accepter les propositions des Russes, qui offraient de soustraire le khanat à la tutelle autonome et d'en « garder » l'indépendance. « Pourquoi garder un homme libre ? » aurait répondu Sahib Guiraï.

De la fausse indépendance à l'annexion

Le 1^{er} novembre 1772, à Karasoubazar, l'empire russe conclut avec la noblesse criméenne et les hordes vassales du khanat un traité d'« alliance, amitié et confiance » qui substituait en réalité son protectorat à celui des Ottomans. Le khanat de Crimée devenait indépendant, Kertch et Yéni-Kalé étaient cédés à perpétuité aux Russes.

L'empire ottoman réagit à ce coup de force en organisant une expédition au Kouban. Les troupes ottomanes débarquèrent à Taman', accompagnées d'une dizaine de princes tatars et de l'ancien khan Devlet III Guiraï qui avait régné en 1769-70. Le « khan en exil » Maksoud Guiraï, toujours installé en Bulgarie et qui avait fait la preuve de son inutilité, ne fut pas associé à l'opération. Quand il l'apprit, il quitta Rouchtchouk – sans en informer le gouvernement ottoman. Cette initiative lui valut d'être officiellement déposé en 1773.

L'expédition de secours échoua, et l'empire ottoman vaincu par la Russie finit par signer le traité de Kutchuk-Kaïnardji (*Küçük-Qaynarçı*) le 10 juin 1774. Entre autres clauses, il confirmait l'indépendance de la Crimée, sur laquelle le sultan n'aurait plus d'autorité que religieuse, en tant que calife de l'islam. Les troupes russes devaient évacuer la péninsule et le khan de Crimée serait librement choisi par les Tatars.

Ainsi, le khanat de Crimée, après presque trois siècles de vassalité, redevenait sur le papier un Etat pleinement souverain. La réalité était évidemment différente, la Crimée étant placée sous l'étroite surveillance des Russes. Les Tatars ne s'y trompèrent d'ailleurs pas. En avril 1775, Sahib Guiraï considéré comme un complice des Russes fut chassé. Devlet III rentra en Crimée et fut restauré. Il faut souligner que ce fut par le choix des Criméens – en l'occurrence des élites qui avaient voix au chapitre – et sans intervention étrangère.

Lors de son deuxième règne, Devlet III se trouva dans une position difficile. Le gouvernement ottoman ne le soutenait pas, de crainte d'être entraîné dans une nouvelle guerre contre la Russie. Le sultan Abdülhamid I^{er} lui donna sa bénédiction califale (qu'il avait refusée à Sahib), mais rien de plus. Et du côté russe, l'impératrice avait décidé de soutenir son propre candidat. Ce fut Chahine Guiraï, frère de Sahib II Guiraï et son successeur désigné. En 1777, une armée russe

entra en Crimée et installa Chahine sur le trône. Devlet III s'exila en Turquie.

L'empire ottoman ne reconnut pas le nouveau khan et lui suscita un rival : Selim III, qui débarqua en Crimée à la fin de 1777. Les troupes russes mirent rapidement fin à son aventure et Selim s'enfuit en février 1778. Le gouvernement ottoman attendit cependant encore un an pour reconnaître la légitimité de Chahine Guiraï.

Sitôt après cette opération de police, les Russes déportèrent la plupart des chrétiens de Crimée, sous prétexte que le métropolite orthodoxe « de Gothie et de Caffa » Ignace (Gozadini) avait demandé à l'impératrice de prendre ses ouailles sous sa protection. Ignace devait son trône épiscopal à la protection russe, mais il n'est pas certain qu'il ait prévu les conséquences de ses pétitions. En tout cas, lui-même et les chrétiens grecs et arméniens furent déplacés de force. La mesure peut paraître étonnante, mais elle répondait à un double calcul : Catherine II voulait, d'une part continuer d'affaiblir le khanat de Crimée, à l'économie duquel les chrétiens contribuaient beaucoup, d'autre part peupler les territoires arrachés aux Ottomans et Tatars par le traité de Kutchuk-Kaïnardji et ceux dont les Zaporogues avaient été chassés après la destruction de leur Sitch. Certains chrétiens se convertirent à l'islam pour pouvoir rester en Crimée, d'autres se cachèrent. Finalement, 18 391 Grecs (dont 87 membres du clergé) et 12 598 Arméniens furent déportés. Les Grecs furent installés au sud de l'Ukraine, où ils finirent par fonder l'actuelle ville de Marioupol' ; les Arméniens reçurent des établissements du côté de Rostov, sur le Don. Pour ajouter une note grotesque à cette page d'histoire, l'Eglise orthodoxe « ukrainienne » dépendante du patriarcat de Moscou a canonisé en 1997 le métropolite Ignace, considéré comme le Moïse criméen qui aurait guidé son peuple vers de nouvelles terres...

Malgré les conditions de son avènement, le khan Chahine Guiraï, loin d'être une simple marionnette russe, avait des projets politiques ambitieux. Il voulait créer un Etat moderne en s'inspirant des exemples européens. Il organisa un recensement et entama une réforme de l'administration. Il projetait de transformer l'armée – on a dit : de la « prussianiser », comme en Russie – et de renforcer son efficacité et sa propre sécurité, grâce à des régiments de mercenaires étrangers sur lesquels la noblesse traditionnelle n'aurait pas d'autorité. Il finança sa politique en vendant les possessions ottomanes que les Russes lui avaient remises et en affermant diverses ressources comme les lacs salés ou même les douanes. Ces mesures lui créèrent surtout des ennemis. La Russie, qui n'avait aucun intérêt à la formation d'un Etat efficace en Crimée, ne le soutint pas, lui refusant par exemple les spécialistes qu'il avait demandés. Le khan s'efforça aussi de réaffirmer l'influence criméenne sur les hordes tatares du sud de l'Ukraine et du Kouban.

En 1781, les Tatars se révoltèrent contre le khan détesté. Au début de 1782, Chahine se réfugia à Yéni-Kalé, occupée par les Russes. Les rebelles le remplacèrent par Bahadir II Guiraï, son frère. Mais peu après, une armée russe remit Chahine sur le trône et Bahadir fut arrêté.

Jusque-là, la Russie avait reculé devant l'annexion pure et simple de la Crimée, redoutant les réactions internationales et trouvant plus commode d'en faire un Etat fantoche. Catherine II changea d'avis au fil des troubles et décida d'en finir. La mesure était en accord avec une politique qui avait, au cours des années précédentes, déjà conduit à la suppression de la charge d'hetman en Ukraine (1764) et surtout à la destruction de la Sitch des Zaporogues (1775), considérée comme une source permanente de désordre et un obstacle à la colonisation des steppes ukrainiennes méridionales.

On fit pression sur Chahine Guiraï pour qu'il abandonne son trône. L'impératrice elle-même, évoquant la répression contre les partisans de Bahadir II, lui reprocha sa « cruauté » envers des sujets « protégés » par la Russie. Enfin, le 8 février 1783, la souveraine publia un manifeste « sur l'incorporation à l'Etat russe de la Crimée, de l'île [sic !] de Taman' et de tout le pays du Kouban ». L'annexion était justifiée par l'agitation incessante qui avait régné dans la péninsule au cours des dernières années, la charge que cette situation représentait pour la Russie, et elle devait garantir aux habitants des régions concernées divers avantages. Ainsi disparut le dernier vestige européen de l'empire mongol et de la Horde d'Or.

Chahine Guiraï s'effaça sans résistance et fut « invité » à résider en Russie. Son seul acte de défi fut, en 1784, le renvoi à l'impératrice de l'ordre dynastique russe de Saint-André qui lui avait été décerné, accompagnant une demande d'émigration en terre ottomane. Cette autorisation lui fut donnée le 24 septembre 1784, et elle montre le peu de cas que l'on faisait du khan déchu. En 1787, Chahine Guiraï partit pour l'empire ottoman. Mal lui en prit : il fut immédiatement arrêté et exilé à Rhodes, puis exécuté durant l'été.

VII- LE KHANAT DE CRIMÉE : DESCRIPTION

Dans cet examen des caractéristiques et des structures du khanat de Crimée, nous avons choisi de ne pas donner une sorte d'image instantanée qui ne vaudrait que pour une période précise. Certains traits (comme le monopole dynastique des Guiraï) ont été permanents. D'autres ont évolué avec le temps, et nous les signalerons.

Souveraineté et vassalité

Le khanat de Crimée n'a été pleinement indépendant que de sa fondation (vers 1430) à l'arrivée des Ottomans en 1475. Comme on l'a vu, on ne peut guère considérer l'« indépendance » imposée par la Russie en 1772 comme réelle. Durant presque toute son histoire, donc, l'Etat des Guiraï a été un vassal de l'empire ottoman, qui est fréquemment intervenu dans ses affaires intérieures et extérieures. Cela ne veut pas dire qu'il en était une simple province. Plus encore que les principautés autonomes de Moldavie et Valachie, la Crimée a conservé une certaine souveraineté, plus ou moins affirmée selon les époques et les personnalités des khans.

Les rapports entre la Crimée et les Ottomans n'ont jamais été formalisés par un texte. On peut en relever un certain nombre d'éléments permanents.

La sultan accordait son investiture au khan. En réalité, il le nommait, parfois contre la volonté des Tatars, et il pouvait le destituer et parfois le restaurer. Certains khans régnèrent deux, trois et même quatre fois (Selim I^{er}). Les khans déposés étaient généralement gardés « en conserve », le plus souvent à Rhodes. La Cour ottomane entretenait également toujours quelques autres princes criméens, qui étaient moins de vrais

otages que des khans de rechange en cas de besoin. Les seules limites à ce jeu d'investitures et de destitutions étaient, d'une part le respect absolu, durant trois siècles et demi, des droits de la famille Guiraï, d'autre part les rapports de force qui permirent parfois à la noblesse tatare d'imposer son candidat contre celui du sultan.

L'investiture donné à un nouveau khan se traduisait par la remise de divers attributs symboliques dont une enseigne de style turco-mongol traditionnel (*tuğ*) à cinq queues de cheval.

Le khan de Crimée, tant qu'il régnait, était à peu près libre de sa politique intérieure. Il devait apporter son concours militaire à l'empire ottoman, et le sultan exigeait souvent sa présence personnelle pour une campagne donnée. Le refus ou les réticences de certains khans à rejoindre les armées ottomanes furent cause de leur destitution. Les khans les plus puissants ou volontaires s'octroyaient une grande liberté en matière diplomatique, notamment dans leurs relations avec la Pologne et avec les Cosaques ukrainiens. Parfois, la ligne suivie par la Crimée pouvait notablement différer de celle de l'empire ottoman.

La suzeraineté ottomane n'avait pas que des inconvénients pour le khanat. L'empire lui versait en effet d'abondants subsides, dont une partie du tribut payé par la Moldavie et la Valachie. Assimilé à un fonctionnaire ottoman, le khan percevait un salaire annuel (*saliyāne*), comprenant 50 % des revenus de la ville de Caffa ; cette partie était censée compenser la perte de l'ancien tribut versé par les Génois avant 1475. Le khan et les deux principaux dignitaires (*qalğa* et *nūreddīn*) recevaient une donation (*teşnifat*) lors de leur désignation. La participation des troupes criméennes aux guerres était récompensée par une sorte de solde, le « prix du carquois » (*tirkeş bahā*). L'empire ottoman soldait également ses troupes présentes en Crimée, et versait des pensions aux

nombreux princes Guiraï résidant – généralement contraints et forcés – sur son territoire.

Il faut enfin rappeler que les villes et places fortes de Crimée contrôlées directement par les Ottomans, à commencer par Caffa, échappaient complètement à l'autorité du khan. A l'inverse, celui-ci exerçait une suzeraineté plus ou moins concrète sur diverses tribus nomades à l'extérieur de la péninsule, dans le sud de l'Ukraine et dans la région du Kouban. On a d'ailleurs vu que ces hordes, principalement celles des Nogaïs, étaient intervenues à diverses reprises dans la politique criméenne.

La population

A l'époque du khanat, la majorité tatare de la péninsule, elle-même diversifiée, cohabitait avec diverses minorités.

Les Tatars de Crimée étaient le produit du mélange de plusieurs groupes nomades : un petit nombre de Mongols venus lors des invasions du XIII^e siècle, et surtout les populations turcophones antérieures, dont une majorité de Coumans. Ces Coumans eux-mêmes, comme on l'a vu (chap. IV) n'avaient pas constitué un ensemble homogène. La langue tatare de Crimée s'est formée sur la base principale des dialectes « kiptchaks » des Coumans. D'autres éléments se sont agrégés à ce mélange ethnique au fil du temps : Alains, Goths, « Grecs »... De ce fait, les Tatars des régions montagneuses méridionales avaient des types physiques presque purement européens, les influences mongoloïdes apparaissant surtout chez ceux des steppes.

Même en dehors des cités, les Tatars se sédentarisèrent assez tôt. On a vu que cette sédentarisation fut délibérément encouragée au XVI^e siècle par Sahib Guiraï, qui fixa même dans la péninsule des Nogaïs venus de la steppe ukrainienne.

Dans la suite de l'histoire du khanat, les seuls Tatars demeurés nomades furent ces hordes, extérieures à la Crimée proprement dite, que la Russie finit par refouler au XVIII^e siècle.

Outre les Tatars vivait en Crimée une importante population « grecque », c'est-à-dire hellénophone et de religion orthodoxe. Ces Grecs, eux aussi, étaient le produit de brassages séculaires commencés dans la péninsule dès l'Antiquité.

La population italienne avait disparu pour l'essentiel en 1475. De petits groupes se maintinrent plus tard, ainsi que leur parler *genovese*.

Les Goths de Crimée pourraient s'être conservés comme ethnie distincte jusqu'aux XVe-XVII^e siècles. Ils sont mentionnés par diverses sources directes et indirectes – même s'il faut se méfier de l'enthousiasme antiquisant de la Renaissance. Le témoignage le plus connu est celui de l'humaniste flamand Ogier Ghislain de Busbecq. Ambassadeur du Saint-Empire à Constantinople au milieu du XVI^e siècle, il y recueillit auprès de deux Criméens (un « Goth » et un Grec) un vocabulaire de 80 mots majoritairement germaniques et un texte à peu près incompréhensible. Les germanistes discutent encore de l'identité précise du parler ainsi attesté.

En ce qui concerne les Alains ou, pour employer leur nom médiéval, les Asses (*Ās*) de Crimée, les dernières mentions d'eux remontent à la veille de la conquête ottomane. Un texte criméen tardif (*Umdet ul-Ahbar* d'Abdouldjaffar el-Kirimi, fin de la 1^{ère} moitié du XVIII^e siècle) signale que des Asses formaient une partie de la garnison de Mangoup / Théodoro, la capitale des Goths de Crimée, lors de sa prise par les Ottomans en 1475. Mais à cette époque, si l'on en croit

Josaphat Barbaro, les deux peuples se fondaient déjà en un même ensemble « gothalin ». Le même *Umdet* prétend que le clan tatar Chirine est issu « d'une branche des Asses ».

La Crimée abritait des communautés juives (askénazes), mais aussi cette population très particulière qui portait le nom de « Karaïmes » ou « Karaïtes » (de l'hébreu *qara'im* « lecteurs » ; *Qaray*, pluriel *Qaraylar*, en tatar et karaïte). Les Karaïtes parlent une langue turque voisine de celle des Tatars et pratiquent un judaïsme non talmudique (apparu à Bagdad au VIIIe siècle et développé aux Xe-XIe siècles). L'origine de ceux de Crimée est très controversée. L'idée qu'il s'agirait de « vrais » Juifs installés là dès l'Antiquité n'est guère vraisemblable. La théorie qui en fait des descendants des Khazars est indémontrable ; rien n'indique d'ailleurs que les Khazars judaïsants aient pratiqué le karaïsme. La version la plus probable fait des Karaïtes un groupe ethno-religieux d'origine incertaine, assimilé linguistiquement aux Tatars de la Horde d'Or et peut-être arrivés avec eux en Crimée (ce que confirmeraient des légendes karaïtes recueillies au XIXe siècle). Des Karaïtes furent installés, peut-être dès le XIVE siècle, à Kirk-Yer, l'ancienne « capitale » des Alains de Crimée, qui devint leur centre principal et prit le nom de Tchoufout-Kalé (*Çufut-Qale*), « forteresse des Juifs ».

Une bonne partie de la population criméenne résidait dans des villes. La première capitale du khanat avait été Solkhat (aujourd'hui Saryï Krym), mais l'existence de Bakhtchisarai est attestée dès le début du XVIe siècle. Un palais s'y dressait déjà en 1503. Les villes étaient des centres politiques, artisanaux, commerciaux et religieux.

L'organisation politique et sociale

Pour comprendre les structures du khanat de Crimée, il faut tenir compte principalement de ses racines (la Horde d'Or et,

au-delà, l'empire mongol gengiskhanide), accessoirement des influences exercées par le modèle ottoman.

Malgré les connotations malheureuses du terme de « horde » en français, l'empire tatar d'Europe orientale, aux XIIIe-XVe siècles, avait une organisation politique et administrative très développée. Le khanat de Crimée la trouva en quelque sorte dans son berceau. Il la perfectionna encore et en conserva jusqu'à la fin l'inspiration fondamentale. On peut dire que l'Etat criméen restait davantage, à sa chute, un produit dérivé de la Horde d'Or qu'un empire ottoman en miniature.

Au sommet de la hiérarchie politique et sociale se trouvait le khan. Il s'intitulait « grand khan de la grande *yurt* [apanage, territoire] et du trône de Crimée et du pays couman » (*Uluğ yortniñ ve teht-i Qırımniñ ve dešt-i Qıpçaqniñ uluğ hani*). Il appartenait obligatoirement à la lignée des Guiraï. Ce monopole dynastique, que les Ottomans ne remirent jamais en cause, n'est pas un fait unique : après tout, les sultans ottomans eux-mêmes étaient tous issus de la maison d'Osman. Dans le cas de la Crimée, il faut prendre en compte l'immense prestige des dynasties gengiskhanides dans tout le monde oriental. Le sultan pouvait investir les khans de Crimée, les désavouer, voire, dans des cas extrêmes, les exécuter ; mais la dynastie elle-même était intouchable.

Le khan jouissait des revenus de domaines (situés notamment dans les vallées de l'Alma, du Salguir et de la Katcha) et des lacs salants, et il disposait aussi des terres considérées comme vacantes. Il lui revenait les deux tiers du butin de campagne et le produit de l'impôt levé sur ses sujets chrétiens et de certaines autres taxes. Il battait monnaie. Son pouvoir était étendu – surtout quand sa personnalité était forte – mais pas illimité : il était borné par l'influence des clans nobiliaires. Plusieurs khans, en particulier ceux imposés par les Ottomans et plus tard les Russes, furent victimes de révoltes. De même,

sa suzeraineté sur les hordes extérieures connaissait des hauts et des bas.

Le khan était entouré de plusieurs grands dignitaires qu'il nommait et révoquait. La charge de *qalğa* ou héritier désigné fut créée par Mengli Guiraï dès 1478. Ce personnage jouait un grand rôle politique et pouvait commander des armées. Il avait son propre apanage, percevait 1/10^{ème} du butin de campagne et un don annuel du sultan. Mohammed II Guiraï (1577-84) institua la charge de *nūreddīn* (« lumière de la foi » en arabe), confiée le plus souvent à un frère du sultan régnant, pour lequel il était une sorte de deuxième adjoint.

Parmi les autres hauts dignitaires, on peut citer le « grand bey » qui commandait la garde du khan, assurait l'ordre dans la capitale et y remplaçait le souverain pendant ses absences, et les *seraskir* ou chefs des hordes extérieures. Parfois, c'est un prince Guiraï qui était nommé à la tête de ces hordes. L'administration criméenne comportait de nombreux grades de fonctionnaires. Toute une liste en figure déjà dans un document de 1453.

Une caractéristique du khanat de Crimée est le rôle joué par certains clans nobiliaires, dont les quatre principaux appelés les *Qaraça* : les Chirine (*Şirin*), Barine (*Barın*), Arguine (*Argın*) et Kiptchak (*Qıpçaq*, ces derniers portant le nom des Coumans de l'époque pré-mongole). De tous, les Chirine étaient les plus puissants. L'influence des clans limitait, comme on l'a dit, le pouvoir du khan ; les Chirine orientèrent à plusieurs reprises la succession au trône – sans jamais y prétendre eux-mêmes. Leurs territoires jouissaient d'une certaine autonomie, et ils entretenaient leurs propres relations diplomatiques.

Des khans essayèrent de trouver un contrepoids aux Chirine et en général au pouvoir des clans, soit en jouant d'un groupe

contre un autre, soit en créant des institutions qui ne dépendraient que du trône. Ainsi, Sahib Guiraï (1532-1551) constitua sur le modèle ottoman des troupes régulières (*qapıqulu*, litt. « esclaves de la porte »), Gazi Guiraï (1588-1607/8) forma des unités de fusiliers et le dernier khan, Chahine Guiraï, projetait des régiments de mercenaires. Aucune de ces tentatives n'eut de résultat durable.

Une anecdote permet de mesurer combien la réalité des rapports entre le khan et les clans aristocratiques était éloignée de l'image caricaturale du « despotisme asiatique ». Durant l'hiver 1691-92, les troupes tatares de Crimée, commandées par l'héritier du trône, étaient engagées sur le Danube ; le khan se trouvait à Constantinople. Les beys des Chirine et des Nogaïs vinrent trouver leur chef et lui dirent, avec une insolence menaçante : « *Que Dieu te punisse, toi et ton père ! Quel besoin avons-nous de nous traîner dans cette campagne dans l'intérêt des Ottomans ? Ton père est de nouveau à Istanbul où il lèche les plats ottomans. S'il est fatigué d'exercer son métier de khan, nous lui trouverons un remplaçant !* » Accessoirement, cette histoire illustre le vieux fond de réserve – pour ne pas dire d'hostilité – des élites tatares envers le suzerain ottoman, malgré la communauté de religion et la proximité linguistique.

Les chefs des grands clans siégeaient, avec les dignitaires précédemment mentionnés et quelques autres, au conseil du khan (*divan*). Cet organe délibérait sur les principales questions politiques, militaires et économiques (revenus du khan). Le Russe Cheremetiev, en 1670, compare bizarrement cette « assemblée musulmane » à la *rada* des Cosaques d'Ukraine en relevant que, dans les deux cas, un certain accord de la masse de la population (les « gens noirs ») était nécessaire pour que les décisions prises aient des chances d'aboutir. Les beys des grands clans avaient leur propre divan.

La structure sociale des Tatars prolongeait le modèle classique chez les nomades de la steppe : il y avait des nobles et des non nobles (le khan pouvait anoblir ses serviteurs), la noblesse allant généralement de pair avec la richesse et le pouvoir. Les esclaves étaient surtout des captifs et constituaient davantage une marchandise qu'une force économique (cf. *infra*).

Religions et cultures

La Horde d'Or s'était progressivement islamisée, l'islam devenant seule religion officielle à partir du règne d'Özbeq (1312-1340/1). Le khanat de Crimée, individualisé vers 1430, fut donc d'emblée musulman, mais avec d'importantes minorités chrétiennes.

La religion constituait un lien entre le khanat et son suzerain ottoman, d'autant plus puissant que le sultan était aussi, depuis la conquête de l'Égypte en 1517, calife, c'est-à-dire autorité suprême du monde musulman. À l'inverse, elle créait une barrière entre la Crimée et ses voisins ukrainiens, polonais ou russes. De part et d'autre, on donnait parfois aux conflits une coloration religieuse, motivation supplémentaire pour les combattants. Mais l'histoire montre que ces préoccupations religieuses étaient oubliées dès lors que le khan voulait conclure une alliance profitable (par exemple avec les Cosaques ukrainiens, qui en faisaient autant de leur côté !).

En Crimée, l'islam était typiquement tatar, c'est-à-dire que ses caractéristiques étaient atténuées par les vieilles traditions nomades. Un moment d'ailleurs, d'anciennes pratiques chamaniques survécurent chez les Tatars : à la fin du XVI^e siècle, l'Anglais Giles Fletcher (*Of the Russian Common Wealth*) signale encore l'existence d'« idoles » telles qu'en connaissaient les Mongols.

En l'absence de vrai « clergé » musulman (sunnite), il existait en Crimée des religieux : prédicateurs, théologiens, juges musulmans (cadis), avec à leur tête le mufti de Crimée. Le mufti siégeait au conseil du khan. Il existait, comme dans tout pays musulman, des *waqf* (en turc et tatar : *vaqıf*), c'est-à-dire des biens de mainmorte dont les revenus étaient affectés à un usage précis : entretien d'une mosquée, œuvre charitable, etc.

L'insertion de la Crimée dans le monde musulman influença profondément son faciès culturel, qu'il s'agisse de l'architecture publique et privée ou d'un domaine aussi quotidien et fondamental que l'usage d'un alphabet arabe adapté pour écrire la langue tatare. Bakhtchisarai ou Solkhat ressemblaient plus aux villes ottomanes qu'aux villes européennes les plus proches.

Le christianisme (surtout dans sa variante orthodoxe) et le judaïsme étaient librement pratiqués, bien que, comme partout en terre d'islam, chrétiens et juifs aient été soumis à un impôt discriminatoire et, bien sûr, écartés des principales charges. Certains khans se montraient, à titre personnel, favorables aux chrétiens : Devlet Guirai (1551-1577) subventionnait les monastères chrétiens et, paraît-il, faisait brûler des cierges dans les églises pour le succès de ses expéditions. Cette attitude était tout à fait conforme à celle des anciens khans de la Horde d'Or. Certaines familles étaient mixtes religieusement, avec des membres musulmans et d'autres chrétiens.

Les chrétiens orthodoxes de Crimée relevaient de l'éparchie « gothe » qui avait existé, sous une forme ou sous une autre, depuis le IV^e siècle. En 1678, elle absorba celle de Caffa, sous un même métropolitain « de Gothie et Caffa », subordonné directement au patriarche de Constantinople.

En matière de culture écrite, on remarque l'influence de l'empire ottoman. Si l'on considère les documents criméens des archives impériales ottomanes (publiés par A. Bennigsen *e. a.*, 1978), on constate que les plus anciens, ceux des années 1450 et 1460, sont rédigés en turc kiptchak, prototype du tatar de Crimée ; le premier (1453) est même daté de l'année de la Poule, suivant le calendrier asiatique traditionnel utilisé par les Mongols et les Turcs pré-musulmans. Le dernier document en kiptchak est daté de 1475. Ensuite figurent des textes en turc ottoman avec certains traits tatars. A partir du début du XVI^e siècle, seul le turc ottoman pur est utilisé. Cela ne veut bien entendu pas dire qu'on ne parlait plus le tatar en Crimée, bien au contraire ; mais cet emploi de la langue écrite du suzerain dans la correspondance officielle est révélatrice des rapports de force culturels autant que politiques.

L'arabe n'était employé que dans un cadre religieux, et on note une certaine pratique du persan, langue de la culture et des arts dans divers pays musulmans.

Les khans patronnaient les arts et lettres, et certains d'entre eux furent de grands amateurs de musique ou de poésie. Pour autant, la Crimée ne devint pas un foyer culturel majeur. Le développement de la littérature, par exemple, demeura embryonnaire.

Le potentiel militaire tatar

Outre sa position stratégique, le khanat de Crimée devait son importance à sa puissance militaire, essentielle – et parfois dangereuse – pour l'empire ottoman.

Le khan pouvait lever des troupes très nombreuses, surtout avec l'aide des hordes extérieures. En 1502 déjà, le Vénitien Matteo Muriano mentionne un effectif complet de 80 000 à 100 000 hommes.

Les Tatars de Crimée étaient les héritiers des traditions guerrières des nomades de la steppe, plus particulièrement mongoles et turques (coumanes). Ils combattaient exclusivement comme cavaliers, sous les ordres des nobles des différentes tribus.

Le sultan Sélim I^{er} (1512-1520) aurait dit à Piri Pacha, qui lui demandait quel était le plus grand danger pour l'empire : *« Plus que tous les autres, je crains les Tatars rapides comme le vent [...]. Quand ils attaquent, ils parcourent en un seul jour une étape que les autres mettent cinq ou six jours à parcourir et, quand ils fuient, ils sont aussi rapides. Et, fait remarquable, leurs chevaux n'ont besoin ni de fers, ni de fourrage ; quand ils rencontrent des fleuves profonds, ils n'attendent pas les barques, comme nos armées, pour passer sur l'autre rive. Leur nourriture est comme leur corps – elle n'est pas importante et le fait qu'ils ne se soucient guère du confort témoigne de leur force. »* (d'après le *Kühn ül ahbar* d'Ali Effendi). On trouve d'autres appréciations du même genre, par exemple dans la *Description d'Ukraine* de l'ingénieur militaire français Guillaume Le Vasseur de Beauplan (1650).

En effet, les Tatars étaient frugaux, mobiles, rapides dans leurs déplacements. Ils se servaient principalement de l'arc – le puissant arc composite précontraint des steppes – et aussi du sabre et de la lance. Les armes à feu étaient connues mais moins employées. A la fin du XVI^e siècle apparurent des unités de « fusiliers » (*tüfenkçi*) d'inspiration ottomane, mais elles restèrent marginales. De même, l'artillerie, à laquelle les Ottomans attachaient tant d'importance, ne se développa guère. Au XVII^e et surtout XVIII^e siècle, les forces tatares se trouvèrent surclassées techniquement par la puissance de feu de leurs adversaires. Les Cosaques ukrainiens, par exemple, étaient de grands utilisateurs d'armes à feu au moyen desquelles ils pouvaient compenser leur infériorité

numérique. Au moment des invasions russes de la Crimée, la résistance tatare s'effondra rapidement.

Un autre problème congénital des armées criméennes était leur structure tribale ou clanique. Les grands clans nobiliaires avaient leurs propres forces. Les Tatars servaient sous leurs chefs coutumiers. Ces guerriers ne devinrent jamais des soldats, et les combattants nomades issus des hordes extérieures étaient particulièrement incontrôlables. C'est ce qu'expliquait déjà le khan Mohammed Guiraï au sultan Soliman le Magnifique : « *Nos guerriers [...] ne sont pas nos serviteurs appointés. Ce sont des nomades, des gens de la steppe. Même les guerriers qui se trouvent ici et qui les suivent choisissent eux-mêmes leur chef. Telle est la coutume quand ils partent en expédition.* » Dans les dernières décennies du khanat, la situation n'était pas fondamentalement différente. Les troupes régulières que des khans s'efforcèrent de créer entrèrent parfois en conflit avec les nobles tatars, comme en 1645.

Que ce soit au service de l'empire ottoman ou pour leur propre compte, les Tatars faisaient la guerre essentiellement pour le butin. Une part importante de ce butin était constituée par les captifs. La pression militaire sur les voisins permettait aussi de leur extorquer un tribut parfois déguisé en « cadeaux » diplomatiques.

L'économie

C'est un reproche souvent adressé au khanat de Crimée par les historiens d'Europe orientale : il aurait été une structure purement parasitaire, alimentée par le produit de raids esclavagistes et de l'extorsion de tributs.

Il est incontestable que la capture de prisonniers à vendre était une activité régulière des Tatars. On a vu que ce

commerce était déjà florissant sous la Horde d'Or, à laquelle les Génois servaient ensuite d'intermédiaires avec les marchés étrangers. Les Tatars de Crimée poursuivirent cette tradition. On a calculé que chaque grande expédition en Ukraine pouvait permettre la capture de 5000 captifs, mais on rencontre dans les sources des chiffres bien plus importants. Au XVIIIe siècle encore, le baron de Tott (*Mémoires sur les Turcs et les Tartares*) estime qu'un combattant tatar pouvait capturer jusqu'à 6 personnes (ou 60 moutons, ou 20 bœufs !). En tout, c'est plus d'un million d'esclaves qui auraient été vendus entre le début de la période ottomane et le début du XVIIIe siècle. Les tributs ou « cadeaux » moscovites ou polonais étaient également importants. Comme on l'a signalé, l'interdiction des raids à l'étranger et la cessation du versement des tributs, imposées par les traités de 1699-1700, portèrent un rude coup à la prospérité de la Crimée.

Pour autant, réduire l'économie du khanat à cette seule dimension est très excessif. En dehors même des subsides ottomans qui ont été évoqués plus haut, la Crimée était un pays riche. Les steppes du nord étaient traditionnellement un pays d'élevage. Les Tatars élevaient des moutons et surtout des chevaux, renommés pour leur endurance et dont l'exportation était d'ailleurs interdite. Mais dès le tournant des XVe et XVIe siècles, une partie des steppes fut aussi mise en culture, au fil de la sédentarisation des Tatars et de la création de villages. Cette mise en valeur fut particulièrement active dans les vallées fluviales et aux environs des villes. Les Tatars cultivaient diverses céréales, des légumes et des arbres fruitiers, et aussi la vigne et le tabac. Dans les zones de piémont et de littoral au sud de la péninsule existaient de très vieilles traditions de culture, remontant à l'Antiquité. D'autres ressources importantes étaient apportées par la récolte du sel et la pêche : la Crimée était grosse productrice de poisson séché.

Un artisanat actif existait en Crimée, où l'on travaillait le cuir et fabriquait des tissus, divers objets métalliques et même des armes à feu. Les fusils ou canons de fusils dits « criméens », par exemple, jouissaient d'une grande réputation au Caucase du Nord. A Caffa, sous contrôle ottoman, on produisait de la poudre à canon.

La place de la Crimée dans le commerce international avait décliné après la destruction des colonies génoises par les Ottomans en 1475. Néanmoins, les routes commerciales orientées nord-sud restèrent actives jusqu'à la fin du XVIIe siècle. La tradition ukrainienne, par exemple, a préservé le souvenir des « tchoumaks » qui venaient chercher le sel en Crimée et le convoient vers le nord à travers la steppe. On a vu que Kirim Guiraï s'était efforcé de développer à nouveau le commerce du khanat, en créant un port pour l'exportation des blés ukrainiens.

VIII- LA CRIMÉE DANS L'EMPIRE RUSSE

De la fin du XVIIIe au début du XXe siècle, la Crimée subit des transformations profondes. Toute forme d'autonomie politique disparut. Du fait d'une colonisation intense, les Tatars devinrent une minorité sur leur ancien territoire. Au milieu du XIXe siècle, la péninsule fut le théâtre principal d'un conflit international – la « guerre de Crimée ».

La dernière tentative ottomane de reconquête

L'annexion de la Crimée était contraire aux clauses de Kutchuk-Kaïnardji (1774). Le sultan exigea en 1787, à la veille d'une nouvelle guerre russo-ottomane, le respect de ces clauses. Le conflit s'acheva par la conclusion en 1791 du traité de Iassy. Il reconnaissait l'appartenance de l'ancien khanat à l'empire de Russie, confirmait et amplifiait les autres gains territoriaux russes de 1774.

Au cours des années 1780, les Russes veillèrent à renforcer leurs positions en Crimée. Le port de Sébastopol, qui allait devenir leur principale base navale en mer Noire, fut fondé dès 1783. En 1784, la population tatare fut désarmée. En 1788, un premier établissement slave fut créé à Kertch.

La maîtrise de la Crimée était d'autant plus importante qu'elle entraînait dans le cadre du fantastique « projet grec » dont l'un des grands promoteurs était le prince Potemkine. L'idée était d'assurer à la Russie la maîtrise de la mer Noire et des Détroits en recréant, aux dépens des Ottomans, un empire byzantin dirigé par un prince russe. Le projet grec, qui ne se concrétisa jamais, reste inscrit dans la toponymie ukrainienne : certaines villes nouvelles fondées sur les territoires pris aux Ottomans reçurent des noms grecs antiques (d'ailleurs tout à fait approximatifs : Kherson n'est pas à l'emplacement de l'antique Chersôn / Chersonèse qui

correspond à peu près à la moderne Sébastopol, Odessa porte le nom de la ville antique qui est aujourd'hui Varna en Bulgarie...).

La consolidation de la mainmise russe fut facilitée par l'émigration d'une partie des Tatars, principalement des éleveurs des zones de steppe. 8000 d'entre eux étaient partis dès 1787. Le mouvement reprit et s'accrut à partir de 1792, après la victoire russe sur les Ottomans, quand les Tatars perdirent tout espoir de voir l'occupant s'en aller. Il aurait finalement concerné environ 100 000 personnes sur 500 000 Tatars, ce qui est énorme – mais les données sont difficiles à vérifier. A partir de cette époque, en tout cas, des communautés tatares exilées se formèrent en différents points de l'empire ottoman.

L'administration russe en Crimée

Après la déposition du dernier khan, l'administration fut confiée à un « gouvernement territorial de Crimée » (Крымское земское правительство / *Krymskoe zemskoe pravitel'stvo*) avec comme chef nominal Mehmet Pacha, du clan Chirine. Le pouvoir réel appartenait bien entendu au commandement des forces russes. Par la suite, cette dernière apparence d'autonomie locale fut supprimée et la Crimée incorporée à une province de « Tauride » qui comprenait également des territoires de l'actuelle Ukraine méridionale. Le processus offre d'ailleurs quelque analogie avec l'abolition, dans les années 1760-1780, de l'hetmanat cosaque d'Ukraine. Avec certaines modifications terminologiques et territoriales, le « gouvernement [au sens de : province, gouvernorat] de Tauride » (Таврическая губернія / *Tavričeskaja gubernija*) exista jusqu'à la révolution de 1917. Son chef-lieu était Simféropol, un peu au sud du centre géographique de la péninsule.

L'ensemble des structures politiques, administratives et militaires du khanat disparut. En dehors de la sphère religieuse, il n'existait plus à la fin du XVIIIe siècle aucune institution officielle représentant ou défendant les Tatars de Crimée.

Les changements de la première moitié du XIXe siècle

Entre l'installation définitive de l'administration russe et la guerre de Crimée, la péninsule connut des transformations profondes.

La plus irréversible fut assurément la colonisation de peuplement, assortie de la formation d'une classe de propriétaires fonciers étrangers. Les terres des émigrés et diverses terres « vacantes » furent distribuées à des dignitaires russes sous forme de grands domaines, mais aussi à des paysans ukrainiens ou russes déplacés de gré ou de force, et à divers étrangers : Allemands, ou même Grecs dans la presqu'île de Kertch (alors que les Grecs indigènes de Crimée avaient, eux, été déportés en 1778 !). Combinée à l'exode de nombreux Tatars, cette colonisation commença très tôt à modifier la composition ethnique de la population.

Bien qu'elle ait été progressive et incomplète, l'instauration du droit russe bouleversa les rapports économiques et sociaux. La redistribution des terres au profit des colons détruisit partiellement les modes d'exploitation traditionnels, qui étaient diversifiés et complexes. Seuls les *waqf* musulmans demeurèrent à peu près intouchés. Sur les terres « vacantes » réattribuées se trouvaient en fait souvent des exploitants tatars, que les autorités russes soumirent peu à peu à des formes de servage analogues à celles qui existaient ailleurs dans l'empire – et qui avaient par exemple été introduites en Ukraine après la suppression du système cosaque.

Tout cela se produisit, après l'annexion, dans une certaine confusion. D'innombrables plaintes et contestations remontèrent jusqu'à la Cour et motivèrent à plusieurs reprises des enquêtes et la création d'organismes administratifs chargés de régler les litiges et de clarifier la situation juridique : Commissions de 1802-1809 et 1816, Section temporaire du Comité auprès des services fiscaux de Tauride en 1822... Globalement, ces tentatives ne changèrent pas grand-chose. Les organismes *ad hoc* tranchaient généralement en faveur des propriétaires russes. La Commission de 1802 se vit ordonner de ne pas restituer aux Tatars des terres où de nouveaux propriétaires, même sans titre, auraient construit des bâtiments ou des équipements. Là où les Tatars obtinrent satisfaction, ce fut plus souvent sous forme de compensation financière que de rétrocession de leurs biens. De leur côté, les propriétaires se plaignirent à la Commission de 1809 que les exploitants tatars continuaient à utiliser d'anciens pâturages communautaires alors qu'il n'y avaient plus droit. En 1833, finalement, un oukaze impérial acheva de libéraliser la vente des terres et des autres ressources communautaires.

L'asservissement des paysans, au profit des propriétaires ou de l'Etat (« paysans d'Etat »), se poursuivit parallèlement. En 1809, par exemple, leur droit de départ fut limité dans le temps et assorti d'une obligation d'abandon de leurs biens. En 1827, une nouvelle « disposition » accorda aux propriétaires (généralement russes) du gouvernement de Tauride des droits pratiquement illimités sur les paysans tatars.

Du point de vue économique, l'annexion, la déportation des chrétiens criméens, la rupture des liens avec l'empire ottoman et le bouleversement des régimes de propriété et d'exploitation se traduisirent par une crise. Mais ensuite, l'augmentation de la population, due en bonne partie à la

colonisation, entraîna mécaniquement une hausse de la production (élevage et cultures céréalières).

Sur le plan religieux et culturel, le gouvernement russe montra une certaine prudence. Néanmoins, sous le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855), des mesures furent prises pour limiter les contacts des musulmans de Crimée avec « l'étranger », c'est-à-dire avec l'empire ottoman. La délivrance des passeports pour le pèlerinage à La Mecque fut parfois arrêtée ou retardée. A partir de 1836, il fut décidé que les mollahs seraient nommés par le gouverneur de Tauride sur une liste de trois candidats présentée par la communauté concernée, et que l'élu devrait prêter serment de fidélité.

Il est remarquable que, durant toute cette période, les Tatars n'aient opposé aucune résistance aux nouveaux maîtres de la Crimée. La seule forme d'« opposition » était l'émigration, qui profitait bien entendu aux Russes. Lors des guerres contre Napoléon, particulièrement en 1812, il ne passa rien en Crimée. Celle-ci tenait une place très réduite dans les calculs des puissances, et c'est à titre purement anecdotique qu'on peut mentionner les élucubrations géopolitiques du général Michał Sokolnicki, Polonais au service de la France : dans son mémoire *Examen des forces constantes et actions que peut fournir la Pologne dans son ensemble...*, il envisageait la création d'un Etat associant l'ancienne Ukraine cosaque au défunt khanat de Crimée, qui serait placé sous protectorat français et baptisé « Napoléonide » : « *Les Cosaques unis aux Tatars de la Crimée pourraient former un seul Etat dont le beau nom de Tauride profané aujourd'hui serait vengé en prenant celui de Napoléonide* ». Il pensait que Cosaques et Tatars, qu'il qualifie aimablement de « *peuplades [...] ignorantes et abruties* », pourraient employer leur dynamisme guerrier contre la Russie. Ce plan resta bien entendu dans les cartons. Pour en revenir à l'absence de résistance tatare, on peut lui trouver plusieurs causes : le

départ d'une partie des élites dirigeantes, l'attente déçue d'une « libération » par les Ottomans, la collaboration de nombreux notables (la Russie avait confirmé et garanti le statut des nobles tatars)... On relèvera que dans l'Ukraine voisine, il n'y eut pas davantage d'opposition massive à l'instauration de la domination russe.

Sous le régime impérial, les Juifs de Crimée furent soumis aux mêmes restrictions et vexations que ceux des autres provinces. La petite communauté karaïte, elle, y échappa. Les recherches archéologiques et épigraphiques très contestées du Karaïte Abraham Firkovitch, diligentées par le comte Vorontsov en 1839, aboutirent à la conclusion fantaisiste que les ancêtres des Karaïtes étaient arrivés en Crimée au VI^e siècle av. J.-C. et n'avaient donc pas trempé dans le « déicide » (la condamnation de Jésus) reproché aux Juifs !

Ainsi, au moment où éclata la guerre de Crimée, la péninsule avait radicalement changé de visage.

La guerre de Crimée (1853-1856)

De la guerre de Crimée, qui opposa l'empire de Russie à une coalition ottomane, britannique, française et piémontaise, nous ne traiterons que les aspects concernant directement la péninsule.

Le conflit eut pour prétexte le problème de la protection des chrétiens de l'empire ottoman, pour cause profonde les ambitions russes dans les Balkans et en mer Noire, pour cause immédiate l'occupation par les Russes des principautés de Moldavie et Valachie en juillet 1853. Le 30 novembre 1853, les Russes coulèrent la flotte ottomane dans le port de Sinope.

C'est en 1854 que la Crimée devint le théâtre principal des opérations. Les forces coalisées débarquèrent dans la baie d'Eupatoria et, le 20 septembre, vainquirent les Russes à la bataille de l'Alma. Elles mirent ensuite le siège devant Sébastopol. Les tentatives de déblocage russes échouèrent (bataille de Balaklava, 25 octobre ; bataille d'Inkerman, 5 novembre). Ce n'est que le 7 septembre 1855, après la prise du fort de Malakov, que les troupes russes évacuèrent le grand port militaire.

Une guerre opposant Ottomans et Russes, qui plus est tournant au désavantage des seconds, aurait pu offrir aux Tatars de Crimée l'occasion d'une révolte. Il n'en fut rien et les soupçons russes quant au risque de troubles se révélèrent vains. Le mufti de Crimée, Seid Djelil Efendi, lança un appel à la défense de l'empereur et de la « patrie ». De toute façon, les Tatars des régions touchées par le conflit furent pillés aussi bien par les troupes coalisées que par les troupes russes – notamment, paraît-il, les Cosaques.

La seconde moitié du XIXe siècle

L'empereur Nicolas I^{er} mourut le 2 mars 1855, avant la chute de Sébastopol. Il revint à son successeur Alexandre II de gérer au mieux la défaite russe et de conclure la paix en 1856. Le conflit avait cruellement mis en lumière les fragilités et les archaïsmes de l'empire, auxquels le nouveau souverain s'efforça de remédier. Son règne (1855-1881) fut une période de grandes réformes. En ce qui concerne la Crimée, cette période vit surtout la poursuite et l'accélération de la colonisation slave, et le développement économique de la péninsule.

Au lendemain de la guerre de Crimée commença une vague d'émigration tatare. Elle avait des causes diverses. Certains notables tatars, soupçonnés à tort ou à raison de sympathies

ottomanes, préférèrent émigrer. La création en 1856 d'une nouvelle commission pour l'examen des problèmes fonciers conduisit certains propriétaires, pour éviter les litiges, à expulser leurs tenanciers ; en outre, à partir de 1859, l'obligation de payer les redevances en argent et non plus en nature désavantagea les exploitants tatars, généralement dépourvus de liquidités. De façon générale, la guerre avait appauvri les Tatars, moins par suite des opérations militaires qu'à cause des réquisitions, confiscations ou pillages des deux camps. En tout cas, ce nouvel exode dura plusieurs années et connut son pic en 1863 (où 784 villages tatars furent abandonnés !). Les migrants les plus nombreux étaient des Tatars des zones de steppe, souvent des éleveurs. Sans coordination, ils partaient par familles ou par villages entiers, embarquaient dans les ports criméens et gagnaient l'empire ottoman. Selon le gouvernement russe lui-même, le mouvement aurait concerné plus de 140 000 personnes, et ce nombre est probablement inférieur à la réalité. La saignée était telle qu'elle risquait de nuire gravement à l'économie de la péninsule, et l'administration, après avoir regardé le phénomène d'un œil plutôt favorable, tenta de le limiter.

En 1861, l'empereur Alexandre II abolit le servage dans tout l'empire russe. On sait que cette réforme majeure fut d'application difficile et suscita de nombreux mécontentements : non seulement les serfs émancipés devaient racheter la terre qu'ils travaillaient et rester groupés en structures communautaires, mais certaines régions (comme l'Ukraine méridionale) connaissaient des problèmes aigus de manque – et donc de cherté – de terre. En Crimée, malgré l'émigration qui « libérait » de vastes surfaces, de très nombreux paysans ne purent accéder à la propriété, d'autant que la population de la péninsule continuait d'augmenter.

En dépit de ces problèmes, qui devaient persister jusqu'à la révolution, la Crimée connut à partir des années 1870 un

certain décollage économique, à la fois agricole (avec le développement des cultures céréalières dans des zones précédemment vouées à l'élevage, et de la culture du tabac) et industrielle. Comme en Ukraine, d'ailleurs, les premières usines furent souvent des établissements de transformation des produits agricoles. Des lignes de chemin de fer furent créées.

Parmi les autres réformes d'Alexandre II, celle de l'éducation bénéficia, en Crimée, à l'enseignement en langue russe. Une « Ecole tatare » fut créée pour préparer des indigènes à dispenser un enseignement en russe, afin de contribuer à l'émergence d'une élite tatare russophone. Quant à la réforme du service militaire (1874), elle fit redémarrer l'émigration : Les Tatars de Crimée, qui servaient précédemment dans des unités musulmanes particulières, craignirent d'être dispersés dans les régiments réguliers de l'armée.

En 1877-78, l'empire russe et l'empire ottoman se firent la guerre dans les Balkans. Ce nouveau conflit ne toucha pas la Crimée, mais les Tatars firent à nouveau l'objet de soupçons.

Durant le règne d'Alexandre III (1881-1894) et le début de celui de Nicolas II, les évolutions précédemment notées se poursuivirent. De plus en plus, les Tatars se muaient en minorité plutôt pauvre, sans influence, éloignée des affaires publiques, sous-représentée dans l'enseignement en langue russe. L'administration impériale s'attaqua dans les années 1890 aux terres des *waqf*. Une nouvelle vague d'émigration débuta en 1893. En même temps, l'industrialisation encourageait la venue de nouveaux colons (270 000 environ par an). A la fin de la période impériale, la Crimée était devenue un pays majoritairement russo-ukrainien.

Les mouvements culturels et politiques

A partir des années 1880, des intellectuels tatars commencèrent à réagir à la triste situation de leur peuple. Certains se consacrèrent à l'éducation et à la culture. Le plus connu est Ismaïl Gasprinski (*Ismail Bey Gaspirali*, 1851-1914), qui créa en 1883 le journal « L'interprète » (*Tercüman*). D'autres osèrent, pour la première fois depuis la chute du khanat, émettre des revendications politiques et nationales. Le mouvement ottoman des « Jeunes-Turcs » (Comité Union et Progrès), fondé en 1889, eut un écho en Crimée où apparut celui des « Jeunes-Tatars » (*Yaş Tatarlar, Genç Tatarlar*). En dehors d'un programme général de modernisation et de libéralisation de la Crimée, les Jeunes-Tatars défendaient les droits nationaux de la population indigène et contestaient la domination russe. Les plus radicaux fêtèrent ouvertement les défaites subies par l'empire lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Le mouvement s'opposait d'ailleurs également aux éléments conservateurs de la société tatar, dont les religieux musulmans.

Parallèlement se développait, en Crimée, le mouvement révolutionnaire russe. Ce dernier y demeurait d'ailleurs assez faible au tournant du siècle. Les partis clandestinement organisés dans la péninsule étaient des succursales des organisations existant à l'échelle de l'empire : ainsi de l'« Union criméenne du Parti social-démocrate ouvrier russe » – le futur parti communiste –, ou des socialistes-révolutionnaires. Les contacts entre révolutionnaires russes et tatars demeurèrent assez limités.

En 1905, les défaites subies face au Japon provoquèrent des troubles révolutionnaires dans toute la Russie. En Crimée, les plus spectaculaires furent les mutineries dans la Flotte russe de la mer Noire, en particulier l'affaire du cuirassé Potemkine

en juin-juillet 1905. Il y eut également des grèves, des manifestations, des troubles ruraux (occupations de domaines, coupes illégales de bois...). Ce fut une affaire presque purement russe : à l'exception de quelques intellectuels engagés aux côtés des partis russes, les Tatars ne bougèrent pas. L'empereur Nicolas II remercia même officiellement les soldats musulmans de la garnison de Sébastopol, qui avaient contribué à la répression des mutineries.

Cette révolution de 1905 déboucha sur la fin du régime autocratique et l'instauration d'un parlementarisme embryonnaire en Russie. Dans tout l'empire, la vie politique fleurit subitement.

En Crimée, elle connut un double développement, « russe » et tatar. Les partis russes de diverses orientations purent opérer légalement et présenter des candidats aux élections de la Douma, le nouveau parlement. Du côté tatar, ce changement d'ambiance bénéficia aux intellectuels « légalistes » de la mouvance de Gasprinski, préoccupés surtout d'enseignement et de culture, mais aussi aux activistes politiques et notamment aux « Jeunes-Tatars ». Ceux-ci s'affirmèrent publiquement aux Rencontres musulmanes de Crimée tenues à Simféropol en décembre 1905. Ils ne constituèrent pas un parti structuré, mais un mouvement assez diversifié voué à la défense des intérêts tatars et au changement politique et social. A Karasoubazar, ville à majorité tatare qui devint leur centre principal, ils fondèrent en 1906 une « Société charitable » (*Cemiyet-i hayriye*) puis une « Société de la volonté et de l'espoir » (*Azm-ü ümit Cemiyeti*) pour servir de façade officielle. L'un de leurs principaux chefs, Abdürrechid Mediev (*Abdürreşid Mehdi*), devint la même année maire de Karasoubazar, où il réalisa une œuvre considérable de modernisation. Il fut même élu à la 2^{ème} Douma en 1907 (sur la liste du parti russe

constitutionnel-démocrate dont il ne partageait pas les idées !), devenant ainsi le premier député tatar de Crimée au parlement de l'empire. Les Jeunes-Tatars réussirent à publier de façon irrégulière un journal, « Le serviteur de la patrie » (*Vatan Hādimi*).

Pour bien comprendre ce réveil tatar de la fin du XIXe et surtout du début du XXe siècle, il faut saisir ses différentes composantes idéologiques. Le programme des « Jeunes-Tatars » comportait des éléments politiques et sociaux assez classiques à l'époque : démocratisation, progrès social, etc. ; certaines revendications, comme le partage des terres au profit des exploitants ou les droits des femmes, prenaient d'ailleurs une coloration très particulière dans le contexte criméen. Les éléments nationaux, c'est-à-dire strictement tatars de Crimée, étaient évidemment très présents. Les Tatars réclamaient désormais toute leur place dans leur patrie historique, et ce sont les Jeunes-Tatars qui – comme en Turquie les Jeunes-Turcs – popularisèrent ce concept de « patrie » (*vatan*). C'est ce qu'expriment les vers de Hüseyin Chamil Toktargazi (*Hüseyin Şamil Toqtargazi*, 1881-1913) :

*« Seul le fils du Tatar est l'héritier de cette terre,
Les autres ne peuvent revendiquer la Crimée.
Il n'y a pas de pays au monde comparable à la Crimée,
Il n'y a pas de gloire au monde comparable
à l'identité tatare. »*
(*Fī medh-i Qırım*, « Sur l'eulogie de la Crimée »)

Mais ce patriotisme tatar de Crimée n'était pas complètement individualisé par rapport, d'une part à l'islam, d'autre part à un certain pan-turquisme qui faisait référence à une communauté « turque », au sens large, plus vaste.

Sur le premier de ces points, une déclaration de Mediev, principal inspirateur des Jeunes-Tatars, montre bien

l'incapacité du mouvement national tatar à échapper à la gangué de l'identité religieuse : « *Premièrement, je suis un musulman et, en tant que musulman, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de sujet plus important que la religion ; deuxièmement, je suis un Criméen et en tant que Criméen je n'oublie pas et ne peux oublier les souffrances de ma patrie aux mains des cruels fonctionnaires du gouvernement tyrannique, pour des raisons religieuses, depuis le temps de Catherine II jusqu'à ce jour.* »

Quant à la sensibilité pan-turque, il est typique que les deux grands journaux tatars, « L'interprète » et « Le serviteur de la patrie », aient été publiés en turc ottoman (*osmanlı*) et non dans la langue locale. Plutôt que le particularisme tatar de Crimée, c'est l'unité des turcophones autour du noyau ottoman qui était mise en avant – ce que les milieux russes pouvaient ressentir comme une menace permanente de trahison. Malgré tout, une littérature en tatar de Crimée se développait aussi : Toktargazi, cité plus haut, écrivait en turc de Constantinople, mais aussi dans le dialecte criméen méridional. Tchergueïev (*Asan Çergeyev*, 1879-1946) pratiquait, quant à lui, les dialectes septentrional et « moyen » du tatar de Crimée et posa les bases de la langue littéraire moderne.

Deux histoires des Tatars de Crimée furent rédigées par Abdürrechid Mediev et par Abbas Chirinski (*Şirinskiy*, un descendant des beys Chirine). Malheureusement, la première est restée inédite et la seconde, écrite en russe, semble avoir été perdue. Cette activité historiographique illustre, là encore, la prise de conscience nationale des Tatars.

La brève phase libérale de 1905-1907 fut suivie d'une reprise en main qui dura, avec plus ou moins de sévérité, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Après plusieurs dissolutions, des lois électorales assurèrent une sur-représentation des

éléments conservateurs à la Douma. Piotr Stolypine, ministre de l'intérieur puis premier ministre de 1906 à 1911, voulut conjuguer un maintien de l'ordre rigoureux et des réformes économiques profondes – notamment celle qui encourageait l'autonomisation des paysans par rapport aux structures collectives du *mir* et, à terme, la constitution d'une classe d'entrepreneurs ruraux. A cette époque, en Crimée, les grandes propriétés nobiliaires cédaient peu à peu du terrain face aux fermes gérées de façon plus moderne par des paysans aisés, mais la pénurie de terres était constante et les Tatars de Crimée particulièrement mal dotés.

La mouvement tatar reperdit une partie des acquis de 1905-1906. Avec le renouveau de la censure, « Le serviteur de la patrie » cessa définitivement de paraître en 1908, et le projet d'une nouvelle publication défendant les idées des Jeunes-Tatars (« La voix de la Crimée », *Qırım Sedası*) ne put être mené à bien. Des associations culturelles et des écoles secondaires tatares (*rüşdiye*) furent fermées. Ce genre de régression pouvait être observé durant cette période dans toutes les régions non-russes de l'empire, à commencer par l'Ukraine voisine.

En marge du mouvement tatar, on peut signaler l'évolution idéologique de la communauté karaïte. Après s'être distanciés des Juifs pour échapper aux mesures touchant ces derniers, les Karaïtes développèrent un mythe d'origine selon lequel ils étaient les descendants des Khazars. Initialement avancée par des historiens russes (V. Smirnov, V. Grigor'iev), l'idée fut développée par le philologue Seraya Chapchal (*Seraya Şapşal* ou *Şapşaloğlu*, 1873-1961), chef de la communauté karaïte de Crimée au début du XXe siècle.

La Première guerre mondiale ne toucha pas directement la Crimée, mais elle eut des conséquences internes : plus encore qu'auparavant, les Tatars de Crimée furent soupçonnés de

nourrir des sympathies pour les Ottomans. L'administration observa leurs moindres faits et gestes, des prêches dans les mosquées aux déplacements des barques de pêcheurs. Les mêmes soupçons portèrent cette fois sur les colons allemands, soumis eux aussi à une étroite surveillance.

IX- LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE EN CRIMÉE

Durant la révolution russe et les conflits qui la suivirent jusqu'en 1920, la Crimée connut à la fois les affrontements politico-militaires entre les différents prétendants au pouvoir, et l'ultime tentative des Tatars pour redevenir l'acteur principal de l'histoire de la péninsule. Les événements complexes qui s'y produisirent sont intimement liés à ceux du reste de l'empire et, plus particulièrement, à ceux d'Ukraine (le lecteur notera que les dates de 1917 et janvier 1918 sont données dans les deux calendriers : julien, officiel en Russie jusqu'en 1917, et grégorien, adopté à compter du 1er janvier / 13 février 1918 par la Russie bolchévique puis le reste de l'ancien empire).

Les débuts de la révolution

Ces événements commencèrent avec la révolution russe dite de février 1917 et l'abdication de l'empereur le 2/15 mars 1917. La Douma forma un « Gouvernement provisoire » décidé à continuer la guerre aux côtés des alliés occidentaux. Très vite, ce Gouvernement provisoire se heurta à une double concurrence. D'une part, des « conseils » (les fameux « soviets », du terme russe *sovet* / *sovet*) de soldats, d'ouvriers, de paysans, etc., prétendant représenter une hypothétique démocratie directe, se formèrent partout à l'initiative d'éléments révolutionnaires plus ou moins organisés. Il furent en tout cas vite pris en main par les groupes les plus radicaux : parti socialiste-révolutionnaire, et les deux ailes du parti social-démocrate : « menchévique » et « bolchévique » (cette dernière devint officiellement le parti communiste russe en mars 1918). D'autre part, toutes les minorités nationales de l'empire constituèrent leurs propres structures représentatives et voulurent profiter des circonstances pour obtenir une dose d'autonomie. De ce point de vue, la situation de la Crimée était particulière, parce que

les Tatars étaient minoritaires sur leur territoire traditionnel : ils ne représentaient plus que 26 % de la population, contre 42 % de Russes et 11 % d'Ukrainiens, le reste se partageant en diverses nationalités (colons allemands, etc.).

Du côté « russe », le gouverneur de Tauride remit ses pouvoirs au représentant du Gouvernement provisoire. Des soviets se constituèrent dès le mois de mars dans les grandes villes, plus lentement dans les zones rurales. Ils étaient nettement dominés par les socialistes-révolutionnaires (des données difficiles à vérifier mentionnent en Crimée, au mois d'août 1917, 27 000 militants socialistes-révolutionnaires, 7000 menchéviks, et seulement 250 bolchéviks).

De leur côté, les Tatars tinrent, à partir du 7/20 avril 1917, un « Congrès musulman pan-criméen ». On voit là que les notions de « Tatar » et « musulman » restaient peu distinctes et dans une certaine mesure interchangeable dans l'esprit des intéressés. Le Congrès confia la charge de mufti de Crimée à Nouman Tchelebidjikan (*Çelebicihan*) et désigna un « Comité exécutif provisoire musulman de Crimée » (en abréviation russe : Мусисполком / *Musispolkom*). Le comité s'attaqua aux questions d'enseignement, de revendications agraires et aussi de formation d'unités militaires tatars. Un « Parti national » (*Milliy Firqa*) se constitua en juillet. Les Tatars adoptèrent comme emblème un drapeau bleu ciel – couleur traditionnelle des peuples turco-mongols, symbolisant le *Tengri*, l'éternel Ciel Bleu des nomades –, auquel fut ensuite ajouté en canton le *tamga* de la dynastie Guirāï, en jaune.

Il y eut, durant l'été de 1917, des contacts entre les Tatars de Crimée et la Rada (conseil) centrale d'Ukraine. Cet organisme, formé de représentants du monde politique et culturel ukrainien, tentait de négocier l'autonomie de l'Ukraine avec le Gouvernement provisoire russe. Des Tatars

participèrent au « Congrès des peuples » organisé à Kiev, en septembre 1917, par la Rada centrale. En accord avec les sensibilités dominantes à ce moment, le Congrès se prononça pour la transformation de la Russie en république fédérale démocratique. Ce programme était celui des Tatars de Crimée, comme le formula l'un de leurs délégués : « *Que tous sachent que les Tatars de Crimée ne permettront à personne d'établir une quelconque hégémonie dans la péninsule de Crimée. Et cette fois, les Tatars de Crimée ne quitteront pas leur pays sans avoir défendu avec acharnement leurs droits et la liberté qu'ils ont conquise. Nous, libres fils du peuple tatar désormais libre, vous tendons la main, avec comme slogan une république démocratique fédérative pour une cohabitation amicale et heureuse dans l'avenir.* »

Le 1^{er}/14 octobre 1917, le second Congrès musulman pan-criméen décida d'élire un « Kouroultaï » (*Qurultay*), un parlement des Tatars de Crimée, qui fonctionnerait parallèlement aux institutions « russes » dans la péninsule.

Tatars contre bolchéviki

Le 25 octobre / 7 novembre 1917, les bolchéviki renversèrent le faible gouvernement provisoire russe. En quelques jours, ils s'emparèrent du pouvoir à Petrograd, Moscou et dans d'autres villes, mais se heurtèrent à des résistances résolues ailleurs – en particulier dans les régions périphériques. C'est ainsi qu'en Ukraine, la Rada centrale refusa de reconnaître le nouveau gouvernement bolchévique et proclama la création d'une République populaire d'Ukraine (13/20 novembre 1917).

Il en alla de même en Crimée, où les bolchéviki n'avaient de véritable soutien que chez les marins de la Flotte de la mer Noire. Un « Conseil des représentants populaires de

Tauride » composé de délégués des organes d'auto-administration locale (zemstvos et villes) et de diverses organisations politiques et professionnelles fut constitué à partir du 20 novembre / 3 décembre 1917 pour faire office de gouvernement provisoire local dans les limites de la province – qui, rappelons-le, comprenait aussi des territoires ukrainiens méridionaux au nord de la péninsule. Cet organisme se prononça expressément contre toute idée d'indépendance criméenne. Mais, le 26 novembre / 9 décembre, le Kouroultai tatar élu peu auparavant commença ses propres travaux sous la présidence d'Asan Aïvazov, et le Comité exécutif musulman provisoire de Crimée lui transféra ses fonctions.

Les élections à l'Assemblée constituante russe, organisées par le gouvernement provisoire avant son renversement, eurent lieu le 12/25 novembre. Les résultats montrèrent immédiatement le manque de légitimité des bolchéviks. L'assemblée n'en comptait que 168 sur 703 sièges ; dans le gouvernement de Tauride, comprenant la Crimée, les bolchéviks n'avaient remporté que 5,5 % des voix ! L'Assemblée constituante allait être dissoute dès la fin de sa première séance, le 5/18 janvier 1918, mais ces résultats confortèrent les opposants au nouveau pouvoir central.

Le Kouroultai tatar était dominé par le Parti national. C'est sous cette influence qu'il tenta de profiter de la situation confuse qui régnait dans la péninsule pour constituer un Etat à direction tatare. Le 30 novembre / 13 décembre 1917, il adopta les « Lois fondamentales des Tatars de Crimée », constitution d'une « République populaire de Crimée » (*Qırım Halq Cumhuriyeti*). Le 2/15 décembre fut créé un « Directoire » de cinq membres présidé par le mutfi de Crimée, Nouman Tchelebidjikan. Le lendemain, un état-major prit la tête des maigres forces militaires tatars disponibles : deux régiments de cavalerie et un d'infanterie.

Ces évènements ont donné lieu à des interprétations contradictoires, par exemple quant à l'attitude du Kouroultaï et de son Directoire à l'égard du Conseil des représentants populaires qui était censé exercer le pouvoir dans l'ensemble de l'ancienne province de Tauride, et même quant à la portée des Lois fondamentales et à la consistance de la République populaire de Crimée. Concernant cet Etat demeuré largement virtuel, on remarque que sa dénomination était calquée sur celle de la République populaire d'Ukraine, que tout semblait destiner à devenir le principal partenaire de la Crimée. Le partage de l'ancienne Tauride russe entre Ukraine et Crimée était d'ailleurs un moyen de mettre un terme aux prétentions du Conseil des représentants populaires.

Le projet de République populaire de Crimée était, en réalité, fondamentalement ambigu : sa souveraineté devait s'étendre à toute la péninsule et il garantissait l'égalité et les libertés de tous les habitants, mais il était porté par un parlement strictement tatar dominé par le Parti national (tatar) et créé pour défendre les intérêts d'un peuple qui représentait à peine plus du quart de la population. A ce titre, il pouvait difficilement séduire les autres habitants de la Crimée. De façon symbolique, cette ambiguïté est reflétée par les deux drapeaux que les sources attribuent à la république : l'un est le drapeau national tatar (bleu ciel avec le *tamga* de l'ancien khanat en canton), l'autre a un champ bleu ciel traversé par une bande horizontale jaune. Si ce dernier emblème a vraiment existé, il pouvait vouloir représenter tous les Criméens et non les seuls Tatars.

Dès la fin de 1917, les bolchéviks s'efforcèrent d'étendre leur pouvoir sur toutes les régions qui leur résistaient. En Crimée, leur offensive partit de Sébastopol, où fut créé le 16/29 décembre un « Comité révolutionnaire militaire ». Sur le plan militaire, la lutte était inégale, et les forces bolchéviques prirent en un mois le contrôle de toute la péninsule. Le 15/28

janvier 1918, le Kouroultai et son directoire furent dissous – tout comme le Conseil des représentants populaires de Tauride. Le président Tchelebidjikhan fut arrêté (il fut fusillé le 23 février). Du 15/28 au 17/30 janvier 1918 se tint à Simféropol le premier Congrès des soviets du gouvernement de Tauride, qui désigna un Comité exécutif central à majorité bolchévique et proclama une « République socialiste soviétique de Tauride » dans les limites de l'ancienne province. Fait intéressant, le nouveau gouvernement ne comptait aucun Criméen (russe ou tatar) de souche.

Durant la même période, la République populaire d'Ukraine, attaquée elle aussi par les forces russes bolchéviques, proclama son indépendance complète (9/22 janvier 1918) peu avant d'être submergée par l'ennemi.

En Crimée comme ailleurs, les bolchéviks se comportèrent avec une grande brutalité. La « bourgeoisie » criméenne fut soumise à une « amende » de 10 millions de roubles, et ce n'était que la partie officielle des pillages qui eurent lieu un peu partout. Les biens fonciers et immobiliers furent nationalisés, mais la redistribution des terres espérée par beaucoup de paysans n'eut pas lieu, les bolchéviks comptant instaurer des structures d'exploitation collectives. De nombreux « ennemis de classe » et « contre-révolutionnaires » réels ou potentiels furent exécutés : officiers et hauts fonctionnaires de l'ancien régime impérial, nobles et bourgeois, religieux chrétiens ou musulmans, et aussi socialistes-révolutionnaires et menchéviks, et bien sûr « nationalistes tatars ».

L'occupation allemande

Au début du mois de février, les empires centraux signèrent la paix de Brest-Litovsk avec la Russie soviétique mais aussi, séparément, avec la République populaire d'Ukraine dont les

ressources représentaient un enjeu formidable. Les traités imposaient à la Russie de reconnaître l'indépendance ukrainienne ; entre le 19 février et le début du mois de mars 1918, des troupes allemandes, austro-hongroises et ukrainiennes pénétrèrent en Ukraine et en chassèrent les forces bolchéviques locales ou russes. La Rada centrale fut réinstallée à Kiev. Sur leur lancée, les Allemands libérèrent aussi la Crimée.

Les frontières de l'Ukraine, officialisées par le traité de Brest-Litovsk, incluaient la partie septentrionale de l'ancien gouvernement de Tauride, mais pas la Crimée qui, logiquement, demeurait donc une partie de la Russie. Mais les Allemands avaient diverses raisons de vouloir contrôler la péninsule. Sébastopol était le port d'attache de la flotte russe de la mer Noire, qu'ils voulaient au moins neutraliser, au mieux utiliser à leur profit. Il pouvait paraître dangereux de laisser subsister un foyer bolchévique au sud de l'Ukraine. Enfin, les cercles pangermanistes s'intéressaient de très près à la Crimée, où vivaient de nombreux Allemands... et où avaient survécu, jusqu'à une date relativement récente, des Goths (cf. chap. VII) !

Le 21 mars 1918, les bolchéviks de Crimée proclamèrent une deuxième fois leur « République socialiste soviétique de Tauride » – mais seulement dans les limites de la péninsule de Crimée. Ils espéraient que les Allemands s'arrêteraient à la nouvelle frontière ukrainienne, sur l'isthme de Pérékop. Ce ne fut pas le cas, et les troupes allemandes et ukrainiennes balayèrent les forces bolchéviques au cours du mois d'avril – après quoi les Allemands expulsèrent les Ukrainiens, arguant justement de la non-appartenance de la Crimée à la République populaire d'Ukraine ! Le 29 avril, la Flotte de la mer Noire hissa le pavillon ukrainien – mais les Allemands prirent le contrôle d'une partie des navires, tandis que

d'autres gagnaient le port russe, sous contrôle bolchévique, de Novorossiïsk.

Les Allemands désiraient apparaître comme des libérateurs et des alliés plus que comme des occupants. Ils encouragèrent donc la formation d'un gouvernement local. Le Kouroultai tatar fut reconstitué et Djafer Seïdamet (*Cafer Seyitahmet*), qui avait déjà joué un rôle important dans la tentative de formation d'une République populaire de Crimée et s'était réfugié en Turquie pendant l'occupation bolchévique, prit la tête du gouvernement. Il se heurta immédiatement à l'opposition de la majorité non tatare de la population criméenne. Les Russes et les autres considéraient Seïdamet comme un nationaliste tatar ou un agent ottoman et craignaient une mainmise tatare sur le pouvoir. Devant le blocage de la situation et à l'initiative des Allemands, Seïdamet démissionna et les Tatars acceptèrent de participer à un gouvernement élargi. En juin, la présidence fut confiée au général Matveï Soulkievitch (Maciej Sulkiwicz, alias *Süleyman Bey Sulkeviç*), officier de l'armée russe d'origine tatare, né dans l'actuelle Biélorussie. Soulkievitch conserva Seïdamet comme ministre des affaires étrangères et nomma des ministres russes conservateurs (dont le comte Tatichtchev aux finances), ainsi que des représentants des minorités allemande, arménienne et juive. Le ministre de la justice, A. Akhmetovitch, était un Tatar de Lituanie.

Le « Gouvernement régional de Crimée » se considérait lui-même comme une solution transitoire en attendant la reconstitution d'un Etat russe non bolchévique. Sa mission était, selon sa propre déclaration du 18 juin 1918, de « *préserver l'indépendance de la péninsule de Crimée jusqu'à la définition finale de sa situation internationale et au rétablissement de l'ordre public* ». Il reconnaissait les droits nationaux des Tatars de Crimée mais affichait une identité « criméenne » plus géographique qu'ethnique. Le

drapeau qu'il choisit conservait le fond bleu associé aux Tatars, mais le *tamga* y était remplacé en canton par les armes de l'ancien gouvernement de Tauride : une aigle bicéphale noire sur champ d'or, avec sur le poitrail un écusson bleu chargé d'une croix orthodoxe d'or. Ces mêmes armes figurent sur les billets de banque et les timbres-poste émis par le Gouvernement régional de Crimée. Soulkievitch restitua aux propriétaires les terres confisquées durant la révolution et s'efforça de relancer l'économie.

A partir de mai 1918, des Tatars de Crimée firent paraître à Constantinople un périodique intitulé « La Crimée » (*Qırım*), favorable au mouvement national tatar, au pan-turquisme et à l'alliance avec l'empire ottoman et l'Allemagne.

En Ukraine, la Rada centrale et son gouvernement, en conflit avec les Allemands sur les conditions d'exécution du traité de Brest-Litovsk et incapables d'établir une véritable autorité sur l'ensemble du pays, avaient été victimes le 29 avril d'un coup d'Etat qui avait porté au pouvoir un autre ancien général de l'armée impériale, Pavlo Skoropadsky. Skoropadsky fut proclamé « hetman de toute l'Ukraine » et commença à organiser un « Etat Ukrainien » bien structuré et nourrissant de nouvelles ambitions. L'hetman réclama aux Allemands la remise de la Flotte de la mer Noire (ou de ce qu'il en restait à Sébastopol) aux autorités militaires ukrainiennes. Les Allemands en acceptèrent le principe et le transfert commença en septembre 1918. Parallèlement, l'Etat Ukrainien revendiqua ouvertement la Crimée – sans laquelle, comme l'écrivit plus tard Skoropadsky lui-même, l'Ukraine ne serait « qu'une sorte de tronc sans jambes ». Dans le raisonnement à long terme de l'hetman, la Crimée était essentielle pour des raisons stratégiques autant qu'économiques.

Dans un premier temps, le Gouvernement régional de Crimée contesta fermement ces prétentions. En réponse, l'Ukraine organisa un blocus terrestre qui eut rapidement de lourdes conséquences sur l'économie de la péninsule. A ce moment, les dirigeants criméens choisirent des voies divergentes. En juillet, lors d'un voyage à Berlin des ministres des affaires étrangères (le Tatar Seïdamet) et des finances (le Russe Tatichtchev), le premier remit à l'insu du second un mémorandum émanant du « Directoire » tatar de Crimée et non du Gouvernement régional. Les Tatars y proposaient la restauration de l'ancien khanat de Crimée sous la forme d'un Etat neutre qui serait placé sous la protection de l'Allemagne et de l'empire ottoman. De son côté, Tatichtchev rencontra à Berlin l'hetman Skoropadsky et se déclara ouvert à une éventuelle intégration de la Crimée à l'Ukraine, moyennant une large autonomie. En Crimée, la révélation du mémorandum de Seïdamet causa une crise gouvernementale, mais Soulkievitch n'était pas davantage favorable à la solution ukrainienne. Le gouvernement ukrainien, lui, proposa au début du mois d'octobre l'établissement d'une constitution de la Crimée autonome au sein de l'Etat Ukrainien. Finalement, le statut de la péninsule demeura en suspens.

Entre « blancs » et « rouges »

La défaite allemande, en novembre 1918, changea radicalement la situation. Les gouvernements protégés par l'Allemagne tentèrent d'obtenir la reconnaissance de l'Entente victorieuse, mais furent pris de vitesse. En Ukraine, les socialistes suscitèrent un soulèvement militaire, bientôt doublé d'une révolte paysanne, qui conduisit à la chute de l'Hetmanat le 14 décembre 1918. En Crimée, Soulkievitch annonça des élections pour la constitution d'un parlement local mais, le 15 décembre, il fut contraint de démissionner (il partit ensuite se battre en Azerbaïdjan où il fut tué par les

bolchéviks). Les différentes structures représentatives (élus des zemstvos ruraux et des villes) confièrent la formation d'un nouveau gouvernement régional à un ancien député de la Douma russe, le Karaïte Solomon Krym. Krym était membre du parti constitutionnel-démocrate russe. Les nouveaux dirigeants criméens laissèrent subsister une forme d'autonomie tatare ; un Directoire tatar et un parlement ethnique (*meclis mebusan*) furent recréés. Mais l'orientation principale du gouvernement de Krym fut son ralliement aux forces russes « blanches » anti-bolchéviques – en l'occurrence, à celles du général Anton Dénikine, chef de l'« Armée volontaire » puis des « Forces armées du sud de la Russie », c'est-à-dire des armées dites « blanches » opposées aux bolchéviks.

Dénikine était un partisan fanatique de la « Russie une et indivisible », et un centralisateur hostile à toute autonomie locale, sans parler de l'indépendance des régions périphériques (il devait d'ailleurs avouer plus tard, lors de ses années d'exil, préférer une Russie unie sous les bolchéviks à l'éclatement en Etats non bolchéviques indépendants !). Dès leur entrée en Crimée, les « Blancs » s'attaquèrent aux institutions et au mouvement national tatar. Le 23 février 1919, à la veille de la session du parlement, des officiers russes firent irruption dans les locaux du Directoire, arrêtèrent des membres du Parti national et détruisirent la rédaction du journal « La nation » (*Millet*). Le journal « La Crimée » (*Krym*), représentant pourtant la ligne russe du gouvernement régional, protesta en ces termes : « *On s'efforce de réduire à néant le rôle de la population tatare.* » Solomon Krym lui-même se vit reprocher un prétendu laxisme à l'égard des bolchéviks.

En mars-avril 1919, les troupes russes soviétiques contre-attaquèrent et réoccupèrent la plus grande partie de la péninsule, les « Blancs » conservant la presque île de Kertch.

Le 10 avril, le gouvernement régional s'embarqua pour l'exil. Le 5 mai 1919, une nouvelle « République socialiste soviétique de Crimée » fut proclamée dans les limites de la péninsule – cette fois en tant que partie constituante de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. On note, par rapport aux versions précédentes, l'abandon du nom de l'ancien gouvernement de Tauride.

La nouvelle administration bolchévique se chercha des alliés au sein de l'aile gauche du mouvement national tatar – et en trouva, grâce à la politique insensée de Dénikine. Trois Tatars devinrent membres du gouvernement. Le Parti national lui-même, malgré le souvenir cuisant de la première période de domination bolchévique et d'évidentes divergences idéologiques par rapport aux communistes, composa avec le nouveau régime. Un journal en tatar de Crimée fut publié.

En juin 1919, les troupes de Dénikine reprirent toute la Crimée. Le pouvoir « blanc » déclara d'emblée, dans le nouveau journal « Le jour de Tauride » (*Tavričeskij den'*, N° 5) : « *Il n'y a pas de place pour un gouvernement local indépendant.* » De fait, aucun gouvernement régional sur le modèle de ceux de Soulkievitch et Krym ne fut autorisé. La Crimée fut soumise à une administration largement militarisée. Une grande partie des législations révolutionnaires (soviétique, mais aussi « autonome ») fut annulée, et les droits des propriétaires fonciers réaffirmés.

Les représentants de Dénikine s'acharnèrent tout particulièrement sur le mouvement tatar. Le Directoire fut dissous. Les organisations politiques furent interdites, les journaux tatars cessèrent de paraître. Les seuls Tatars à soutenir le pouvoir « blanc » étaient les notables religieux, préoccupés uniquement par le maintien de l'ordre social et de la liberté du culte musulman. Il faut remarquer que Dénikine mena le même genre de politique en Ukraine, au Caucase du

Nord, et même à l'encontre de ses alliés cosaques, avec les mêmes résultats négatifs.

Au début de 1920, la situation des Forces armées du sud de la Russie était devenue critique : le territoire contrôlé par les « Blancs » se limitait pour l'essentiel à la Crimée. En avril, Dénikine fut contraint à la démission et remplacé par le général Piotr Wrangel. Celui-ci effectua un virage politique complet. Il montra une certaine ouverture sur les questions nationales ; il se soucia des problèmes sociaux ; il mit en chantier une réforme agraire assurant aux exploitants la « possession héréditaire éternelle » de la terre, moyennant un rachat en nature, sur 25 ans, à des conditions avantageuses. En fait, Wrangel réussit, dans une certaine mesure, à construire sur le sol du réduit « blanc » de Crimée un micro-Etat fonctionnel, une vitrine servant de contre-modèle au pouvoir soviétique.

Ces changements améliorèrent les rapports avec les Tatars. Un Congrès des représentants tatars fut autorisé en mai 1920. Il en sortit un projet de « Conseil musulman des affaires tatares », qui devait gérer l'autonomie politique et culturelle des Tatars de Crimée au sein de l'Etat russe. Néanmoins, Wrangel n'obtint pas, et de loin, le ralliement de tous les Tatars. Certains demeuraient favorables aux bolchéviks, dont la victoire finale paraissait de plus en plus probable. D'autres se joignirent aux bandes dites « vertes » (par refus des « Blancs » et des « Rouges » ; il n'y a pas de référence à l'islam).

D'avril à octobre 1920, les Soviétiques consacrèrent leurs forces principales à la lutte contre la Pologne, alliée à la République populaire d'Ukraine (restaurée après la chute de l'hetman Skoropadsky en décembre 1918 et, depuis, en guerre contre la Russie soviétique). La Crimée « blanche » en bénéficia et Wrangel put même reprendre l'offensive,

occupant brièvement une partie de l'Ukraine méridionale. Cette guerre polono-ukraino-soviétique inspira à Djafer Seïdamet, le plus connu des dirigeants nationaux tatars, l'idée de demander un protectorat polonais sur la Crimée. C'est le moment où le chef de l'Etat polonais, le maréchal Józef Piłsudski, échafaudait des projets de fédération anti-communiste en Europe centrale et orientale. L'Ukraine devant être un élément essentiel de ce système, l'adhésion de la Crimée aurait été logique.

Après l'armistice avec la Pologne en octobre 1920, les Soviétiques purent commencer l'élimination de leurs derniers adversaires. Le 12 novembre 1920, leurs troupes forcèrent l'isthme de Pérékop. Wrangel, voyant la disproportion des forces et privé de soutien extérieur, comprit que le combat était perdu. Il consacra ses ultimes efforts à l'évacuation par la mer, vers la Turquie, de ses soldats et des civils qui voulaient les accompagner (en tout : 150 000 à 170 000 personnes).

Après le départ des « blancs », le pouvoir soviétique fut instauré une troisième fois en Crimée. Cette restauration fut marquée, en 1921, par de nombreuses exécutions de « contre-révolutionnaires ».

Les évènements de 1917-20 eurent aussi pour effet la formation d'une émigration politique tatare de Crimée, basée principalement en Turquie.

X- LA CRIMÉE SOVIÉTIQUE

De 1921 à 1991, la Crimée a appartenu à la Russie soviétique et à l'Union soviétique. Durant ces 70 ans, elle a connu les mêmes évolutions – et les mêmes tragédies – que le reste de cet immense ensemble, mais aussi un évènement particulier : la déportation en 1944 des Tatars de Crimée.

Le nouvel ordre soviétique

La « République socialiste soviétique autonome de Crimée » fut officiellement proclamée le 18 octobre 1921, en tant que partie de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Cette dernière devint elle-même, le 30 décembre 1922, membre de l'Union des républiques socialistes soviétiques formée avec l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan). Le découpage territorial de l'Union soviétique fut modifié par la suite, mais sa structure demeura la même : des « républiques socialistes soviétiques » dotées d'attributs (purement théoriques) de souveraineté et comprenant, pour certaines, des « républiques autonomes » ou autres entités de niveau inférieur. La Russie comportait un nombre particulièrement élevé d'entités autonomes de ce genre, dont certaines furent ultérieurement promues au rang de république. Le pouvoir était censé appartenir aux « soviets » de tous niveaux, mais se trouvait bien évidemment entre les seules mains du Parti communiste (bolchévique) de l'Union soviétique, centralisé à l'extrême.

Les limites territoriales à l'intérieur de l'Union et de ses républiques étaient basées essentiellement sur des données ethnographiques (linguistiques, culturelles...), avec des exceptions procédant de calculs politiques divers. En général, chaque entité était centrée sur une « nationalité titulaire », normalement (mais pas toujours) majoritaire, dont le

particularisme justifiait ce statut. Or, de ce point de vue, la Crimée représentait un cas tout à fait spécial. Le gouvernement russe reconnut les Tatars de Crimée comme l'une des nationalités titulaires de la République autonome, mais pas comme la seule. Même si la Crimée était leur unique foyer, ils n'y formaient qu'un quart de la population, et les Russes locaux (bolchéviks compris !) n'auraient pas toléré d'y devenir une sorte de « majorité allogène ». Sans doute aussi n'y avait-il pas de raison de privilégier les Tatars, qui s'étaient en général montrés hostiles aux bolchéviks. Quoi qu'il en soit, la R.S.S.A. de Crimée eut deux nationalités principales et deux langues officielles : russe et tatar ; le drapeau fixé par la constitution du 10 novembre 1921 est rouge, avec en canton les abréviations du nom de l'Etat, en russe et en tatar, en lettres d'or.

La Crimée « autonome » jusqu'en 1941

Dans l'histoire des deux décennies qui séparent la victoire bolchévique de la Seconde Guerre mondiale, on discerne en Crimée les mêmes tendances – dues aux mêmes inflexions de la politique du parti – que dans le reste de l'Union soviétique.

Les rigueurs du « communisme de guerre » (comprendre : la confiscation de toutes les ressources, au profit d'un appareil engagé dans une lutte à mort contre ses ennemis intérieurs et extérieurs) avaient ruiné la riche Crimée autant que d'autres parties du pays. La famine sévit en 1921-23 dans la péninsule, comme en Ukraine et dans le bassin de la Volga. Elle y aurait fait 100 000 morts, mais de tels chiffres sont toujours difficiles à vérifier. Devant l'étendue des dégâts, Lénine fit adopter en mars 1921 la « Nouvelle politique économique » (NEP), c'est-à-dire un retour partiel au capitalisme et à la libre entreprise. La situation économique commença alors à s'améliorer.

Sur le plan politique, les années 1920 furent celles d'un très relatif libéralisme – dans le cadre strict du pouvoir exclusif du Parti communiste. Celui-ci se montra favorable notamment, pour des raisons tactiques, aux nationalités non russes. Il s'agissait de contrecarrer les « nationalismes bourgeois » (c'est-à-dire les mouvements nationaux qui s'étaient exprimés avec vigueur depuis 1917) en satisfaisant certaines revendications, tout en formant des élites locales loyales au nouveau système. Ce fut par exemple, en Ukraine, l'époque de l'« ukrainisation » ou de l'« enracinement », qui profita brièvement à la langue et à la culture nationales. En Crimée, les choses n'allèrent pas aussi loin, mais le parti autorisa ou encouragea une certaine « tatarisation ». D'autres minorités de la péninsule, comme les Ukrainiens, bénéficièrent de mesures semblables.

D'anciens membres de l'aile gauche du Parti national (tatar) se rallièrent au régime soviétique. Des Tatars occupèrent des postes élevés dans les structures administratives de la République autonome, y compris ceux de président du Conseil des commissaires du peuple (le gouvernement) et de président du Comité exécutif central. Cependant, les vrais maîtres de la Crimée étaient le premier secrétaire local du Parti communiste et les chefs de la police secrète, et ces postes-là étaient occupés par des responsables souvent venus d'autres régions de Russie.

La langue tatare de Crimée, seconde langue officielle de la République autonome, fit l'objet des mêmes manipulations et expériences que beaucoup d'autres en Union soviétique. En 1928, l'alphabet arabo-turc utilisé jusque-là pour l'écrire fut remplacé, dans un esprit d'« internationalisme », par un « alphabet turcique uniforme » censé transcrire toutes les langues turques de l'Union ; il s'agissait d'un alphabet à base latine, mais distinct de celui introduit en Turquie la même année (avec une voyelle réduite *ə*, des signes empruntés au

cyrillique comme *б* ...). La langue littéraire fut basée davantage sur le dialecte dit « moyen » du tatar de Crimée, au détriment du dialecte méridional (*yalyboylus*) précédemment utilisé en raison de sa proximité avec le turc d'Anatolie. La littérature, la presse en tatar se développèrent.

Une autre minorité bénéficia de la politique soviétique de ces années : les Juifs, dont le gouvernement encouragea l'installation sur des terres agricoles en Crimée. Des organisations spéciales, comme la Société pour l'emploi agricole des travailleurs juifs, furent créées dans ce but au milieu des années 1920.

A partir de 1929-1930 et de la prise du pouvoir par Staline, l'atmosphère changea. La NEP fut remplacée par la politique de « construction du socialisme dans un seul pays » qui devait transformer l'Union soviétique en grande puissance autarcique. L'industrie et le commerce furent intégralement nationalisés. Les paysans furent contraints d'adhérer à des structures collectives d'exploitation, « kolkhozes » et « sovkhozes », qui les transformaient en fonctionnaires salariés. L'encouragement des cultures nationales cessa, au profit d'une lutte sans merci contre des « nationalistes bourgeois » généralement imaginaires. En 1938, l'« alphabet turcique uniforme » introduit dix ans plus tôt fut remplacé, en tatar de Crimée comme dans toutes les autres langues concernées, par un alphabet cyrillique.

Entre 1932-33 et 1940, la terreur politique se déchaîna. Parmi ses victimes figuraient les intellectuels (écrivains, journalistes, enseignants, artistes, etc.), les religieux, les gens aux origines sociales suspectes – et aussi, paradoxalement, les dirigeants communistes eux-mêmes, systématiquement éliminés par Staline qui voyait en eux les principaux opposants potentiels. Le pic des « purges » fut atteint en 1937-38. En septembre 1937, les présidents du Comité

central exécutif (Ilias Tarkhan) et du Conseil des commissaires du peuple (Abdouraim Samedinov) de la République autonome furent arrêtés, en compagnie de beaucoup d'autres. Tous deux furent exécutés l'année suivante.

En 1936, la population de la Crimée se composait de 43,5 % de Russes, 23,1 % de Tatars, 10 % d'Ukrainiens, 7,4 % de Juifs, 5,7 % d'Allemands. Ces derniers furent déportés par le gouvernement soviétique dès le début de la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde guerre mondiale

Le 22 juin 1941, l'armée allemande attaqua l'Union soviétique. Pour Hitler et ses collaborateurs, cette nouvelle guerre revêtait une importance primordiale. Elle devait, d'une part détruire le foyer du communisme, d'autre part assurer à l'Allemagne le contrôle d'un immense espace et de ses ressources. La conjugaison du vieux pangermanisme et de la vision biologique du monde propre au national-socialisme inspira des plans de réorganisation de l'Europe orientale par déplacement ou destruction de populations entières. Dans ces plans, la Crimée avait une place spéciale. Considérée comme l'ancien pays des Goths, elle devait devenir une colonie de peuplement germanique. Sébastopol serait rebaptisée *Theodorichshafen* (du nom du grand roi ostrogoth du VI^e siècle, Théodoric, qui vécut dans les Balkans et en Italie et ne mit jamais le pied en Crimée !), Simféropol deviendrait *Gotenburg*, etc. Pendant l'occupation, des recherches archéologiques – assorties du pillage des musées – furent conduites par les services scientifiques du Ministère de l'Est (« *Amt Rosenberg* ») et de la SS (*Ahnenerbe*).

Promise à ce glorieux avenir germanique, la Crimée, occupée dès l'automne de 1941 (Sébastopol, décidément vouée aux

longs sièges, résista jusqu'au 3 juillet 1942), fut placée sous administration militaire allemande. Elle ne fut pas rattachée au « Commissariat du Reich à l'Ukraine », l'entité sous administration civile instaurée sur les territoires ukrainiens conquis. Les Allemands ne permirent la constitution d'aucun vrai gouvernement local – la même politique était conduite, à l'exception des régions cosaques, dans toutes les zones occupées –, alors même que non seulement les Tatars, mais aussi une partie des Russes ou Ukrainiens de Crimée, avaient espéré une « libération » du joug soviétique.

Après les persécutions massives des dix dernières années, les Allemands trouvèrent en effet en Crimée des candidats à la collaboration. Comme cette collaboration allait être invoquée par les Soviétiques, quelques années plus tard, pour justifier la déportation des Tatars, il importe de la ramener à ses véritables proportions.

Des « Comités tatars » locaux furent formés au début de l'occupation, suivis en 1942 par un Comité musulman central. Mais ce n'est qu'au début de 1945, alors que la péninsule était déjà perdue, que les Allemands autorisèrent l'instauration d'un « Comité national tatar de Crimée », embryon de gouvernement d'un éventuel Etat indépendant, présidé par l'historien Edige Kirimal. Les émigrés politiques tatars eurent une grande place dans ces activités.

Sur le plan militaire, à partir de janvier 1942, les Allemands commencèrent à recruter des Criméens (principalement des Tatars, mais aussi des Russes, Ukrainiens et autres) pour former des unités d'autodéfense et de police supplétive. Ce premier recrutement porta en tout sur 8684 hommes, dont 1632 placés en service actif dans 14 unités. Entre juillet et novembre 1942, ces unités furent réorganisées en huit *Schutzmannschaft-Bataillone* de Tatars de Crimée, renforcés au printemps 1943 par un neuvième. L'ensemble était

considéré comme formant une « Légion tatare de Crimée ». Les hommes portaient un écusson de bras bleu ciel avec le *tamga* des Guiraï. A partir de la fin de 1943, la victoire soviétique devenant plus probable, les unités tatars subirent des désertions. Elles se battirent au début de l'année suivante contre la réoccupation de la Crimée par les troupes soviétiques et furent évacuées avec les troupes allemandes. Les Tatars de Crimée furent ensuite rattachés, comme beaucoup d'autres volontaires étrangers, à la Waffen-SS qui prétendait désormais devenir « l'armée de l'Europe », une force internationale préfigurant la future élite dirigeante d'une Europe unie. Intégrés à diverses formations turcophones de la SS, ils servirent sur le front de l'Est et, pour certains, en France jusqu'au débarquement. En 1945, ces Tatars furent, comme les autres « volontaires de l'Est », livrés par les alliés occidentaux aux Soviétiques.

En tout, 20 000 Tatars de Crimée auraient combattu dans les forces allemandes. Ils avaient des motivations diverses : idéologie anti-communiste et anti-russe, avantages matériels, etc. Les uns se battirent honorablement, d'autres participèrent à des tâches de police moins reluisantes. Mais d'un point de vue théorique, deux faits doivent être soulignés. D'une part, les Allemands trouvèrent des « collaborateurs » parmi toutes les nationalités d'Union soviétique – à commencer par les Russes eux-même qui fournirent des dizaines de milliers de volontaires. D'autre part, il n'est possible de considérer les volontaires tatars comme des « traîtres » que si l'on admet que l'Union soviétique était leur « patrie ». Or, au nom de quoi les Tatars de Crimée, transformés en minorité sur leur propre sol par une longue occupation russe, intégrés de force à un système qu'ils avaient rejeté par leur vote et par les armes lors de la révolution, soumis à la terreur stalinienne pendant dix ans, auraient-ils dû ressentir une quelconque loyauté envers le régime ou un Etat qui les avait ainsi traités ? Il faut ajouter que, bien entendu, de nombreux Tatars de

Crimée furent mobilisés dans l'armée soviétique et y combattirent parfois fort bien. Leurs exploits ne les sauvèrent d'ailleurs pas de la déportation.

En 1941-42, les Allemands détruisirent la communauté juive de Crimée. Mais, comme l'avait fait le régime impérial russe, ils distinguèrent les Karaïtes, considérés comme une ethnie turco-tatare, des « vrais » Juifs et les épargnèrent : il en restait 6357 à la fin du conflit.

La déportation des Tatars de Crimée

A peine les Soviétiques avaient-ils reconquis la péninsule que, sur ordre de Staline, les Tatars de Crimée furent déportés. Ils partagèrent ce sort avec plusieurs peuples du Caucase du Nord (les plus connus sont les Tchétchènes). Nikita Khrouchtchov accusa plus tard Staline d'avoir même envisagé la déportation des Ukrainiens ! Concernant particulièrement les Tatars de Crimée, il faut noter que divers projets d'expulsion avaient été esquissés dès l'époque de l'annexion du khanat par la Russie. En 1944, la décision visait, tant en Crimée qu'au Caucase, plusieurs vieux ennemis de la Russie impériale puis soviétique.

Il semble que le projet fut grandement encouragé par les communistes russes locaux, qui auraient exagéré, dans leurs rapports à Moscou, l'ampleur de la collaboration tatare avec les Allemands et le nombre de déserteurs tatars des forces armées soviétiques. La décision fut formalisée le 11 mai 1944 par un décret du Praesidium du Soviet suprême de l'Union soviétique. L'exposé des motifs affirme que « *Beaucoup de Tatars de Crimée ont trahi la Patrie, désertant les unités de l'Armée rouge qui défendaient la Crimée et prenant le parti de l'ennemi [...]. Comme membres de détachements punitifs allemands [...], les Tatars de Crimée se sont fait particulièrement remarquer par leurs représailles sauvages*

contre les partisans soviétiques [...] Avec le soutien des Tatars de Crimée, les « Comités nationaux tatars », dans lesquels le rôle dirigeant était joué par des émigrés gardes-blancs tatars [...] ont consacré leurs efforts à préparer la séparation de la Crimée, par la force, de l'Union soviétique, avec l'aide des forces armées allemandes ». Suivaient des dispositions très détaillées censées garantir un transfert en bon ordre et dans des conditions humaines de ces « colons spéciaux ».

La déportation commença le 18 mai 1944. 225 000 personnes furent transférées hors de Crimée : essentiellement les Tatars (tous sans exception, soit environ 190 000 hommes, femmes et enfants), et aussi quelques Grecs, Arméniens et autres. L'opération fut conduite par les troupes du ministère de l'intérieur (N.K.V.D.). Les déportés avaient une demi-heure pour rassembler quelques affaires personnelles, avant d'être conduits à une gare et chargés dans des wagons à bestiaux. Les soldats tatars de Crimée de l'armée soviétique furent, quant à eux, envoyés dans des camps de travail forcé.

La majorité des Tatars (151 000) fut expédiée en Ouzbékistan, d'autres groupes au Kazakhstan, dans la région autonome des Maris sur la moyenne Volga et ailleurs encore. Les conditions de transport et d'installation à l'arrivée étaient très dures. De très nombreux déportés périrent en 1944 et durant les quelques années suivantes. Le nombre des victimes fait l'objet d'estimations très variées – de 20 à 50 % des Tatars de Crimée.

Sur leurs lieux d'exil, les « Tatars ayant résidé en Crimée » furent soumis à une étroite surveillance, assortie de diverses restrictions et vexations. Ils ne pouvaient s'éloigner de plus de cinq kilomètres de leur résidence et devaient pointer régulièrement dans les services du ministère de l'intérieur. Ils

furent mis au travail dans des établissements agricoles ou industriels imposés par l'Etat.

La déportation de 1944 ouvrit pour les Tatars de Crimée survivants la période de l'« Exil » (*Sürgün*). En même temps débutait une nouvelle phase, purement slave, de l'histoire de la péninsule.

Ayant déporté les Tatars, le gouvernement soviétique s'appliqua ensuite à en effacer le souvenir en Crimée.

Le discours historique officiel, qui faisait d'eux un peuple indigène dans la péninsule, avec les droits qui en découlaient, changea complètement. Désormais, il insistait sur leur arrivée comme envahisseurs au XIIIe siècle – comme si les Tatars de 1944 avaient été les descendants directs des Mongols de Batou ! – et présentait leur expulsion vers l'Asie Centrale comme un « retour » vers leur patrie d'origine.

Des monuments tatars furent détruits, les livres tatars ou traitant des Tatars disparurent dans les réserves interdites des bibliothèques. De nombreuses localités changèrent de nom. La République socialiste soviétique autonome de Crimée fut transformée en simple « région » (*oblast'*) de la République de Russie (loi du 25 juillet 1946), sans aucune particularité administrative, ethnique ou culturelle.

Un nouveau décret du Praesidium du Soviet suprême de l'Union soviétique, en date du 26 novembre 1948, réaffirma le caractère irréversible des déportations de 1944. La mort de Staline, en 1953, ne changea rien dans l'immédiat à la situation.

Les Tatars, qui avaient représenté à la veille de leur déportation 19,4 % de la population de la péninsule, y furent

remplacés par des Russes et des Ukrainiens qui occupèrent leurs villages, leurs terres et leurs quartiers urbains.

La cession de la Crimée à l'Ukraine

En 1954, la région de Crimée fut transférée de la République socialiste fédérative soviétique de Russie à la République socialiste soviétique d'Ukraine (ordre du 19 février et loi du 26 avril 1954).

Les motifs officiellement invoqués étaient la continuité territoriale (la Crimée n'était pas limitrophe du reste de la R.S.F.S.R.) et des « liens économiques et culturels ». Au moment où l'Union soviétique célébrait en grande pompe le tricentenaire de l'union de Péréïaslav (passage des Cosaques d'Ukraine sous la juridiction moscovite en 1654), cette cession apparaissait comme une sorte de cadeau du « grand frère » russe aux Ukrainiens. Cependant, l'intégration d'un territoire majoritairement peuplé de Russes (en 1959 : 71,4 % des 1 200 000 habitants de la péninsule, contre 22,3 % d'Ukrainiens) à la R.S.S. d'Ukraine devait contribuer à la russification de cette dernière. En outre, elle reportait sur la direction ukrainienne le problème qui pourrait résulter un jour de la volonté des Tatars de Crimée de rentrer chez eux.

Quoi qu'il en soit, la Crimée devint une région, à majorité ethnique russe, de l'Ukraine. Son histoire jusqu'à la fin de la période soviétique se confond avec celle de la république et plus largement de l'Union : période de « dégel » sous Khrouchtchov après la déstalinisation, durcissement et conservatisme sous Brejnev et ses successeurs, puis début du délitement du régime, à partir de 1985, avec les politiques de « restructuration » et de « transparence » conduites par Gorbatchov.

La Crimée des années 1955-1985 était une région relativement prospère par rapport à la moyenne soviétique. Son économie était diversifiée avec, à côté des spécialisations traditionnelles (viticulture, fruits et légumes, élevage dans la steppe, pêche...), une industrie axée sur l'alimentation (conserveries), de petites usines métallurgiques et chimiques, et bien sûr les installations touristiques et médicales (sanatoriums) qui faisaient la réputation de la péninsule. Sébastopol abritait la Flotte de la mer Noire avec d'importantes activités de construction et de réparation navales.

Le combat des Tatars de Crimée

Sur leurs lieux d'exil en Union soviétique, les Tatars déportés en 1944 luttèrent pendant des décennies pour obtenir le droit de rentrer en Crimée. En 1956, les peuples « punis » douze ans plus tôt furent officiellement réhabilités – sauf les Tatars de Crimée (et les Turcs Meskhets du Caucase). Outre les vieux réflexes anti-tatars toujours forts dans la mémoire historique russe, cette décision s'expliquait par la valeur économique et stratégique de la Crimée et par le fait qu'un retour des Tatars aurait gêné, non pas d'autres nationalités mineures comme au Caucase, mais la population slave de la péninsule. Les contrôles auxquels étaient soumis les « colons spéciaux » tatars furent toutefois abolis.

Dès lors, les Tatars ne cessèrent de revendiquer leurs droits par toutes les voies qui leur étaient accessibles : réunions, pétitions, formation d'organisations généralement vite dissoutes par le pouvoir... De nombreux activistes furent condamnés à partir de 1961. Moustafa Djemilev (*Mustafa Abdülcemil Qırımoglu*), qui allait jouer un rôle central dans le combat tatar de cette époque à nos jours, fut condamné une première fois à 18 mois de camp en 1966.

Le 5 septembre 1967, enfin, le décret 493 du Praesidium du Soviet suprême de l'Union soviétique leva la condamnation collective pour « trahison » des Tatars de Crimée prononcée en 1944. Mais quand, durant l'année qui suivit, des milliers de Tatars tentèrent de s'installer en Crimée, ils en furent expulsés : la réhabilitation ne valait pas autorisation de retour.

Dans les années 1970-1980, la cause des Tatars de Crimée reçut le soutien de « dissidents » russes et ukrainiens célèbres : Andreï Sakharov, le général Petro Hryhorenko (Grigorenko), le Groupe moscovite pour l'application des accords d'Helsinki, etc. Le pouvoir demeura inflexible sur la question du retour.

La situation ne changea que dans la toute dernière période de l'histoire soviétique, au moment où les réformes de Mikhaïl Gorbatchov changèrent la nature du régime. Le 14 novembre 1989, le Soviet suprême de l'Union adopta un décret « Sur la reconnaissance des actes répressifs illégaux et criminels à l'encontre des peuples soumis à une réinstallation forcée et sur la garantie de leurs droits ». Cette fois, la déportation des Tatars était reconnue comme illégitime, ce qui ouvrait la voie à leur retour en Crimée.

Ce retour commença dès la fin de 1989, principalement à partir de l'Ouzbékistan. Le régime tenta tardivement de le canaliser, parce que l'afflux de Tatars dans la péninsule – où rien ne les attendait et où la population slave se montra d'emblée majoritairement hostile – ne pouvait que poser des problèmes.

Le 24 juillet 1991, le Conseil des ministres de l'Union soviétique prit une décision « Sur le retour organisé des Tatars de Crimée et les garanties sur leur installation ». Il était bien trop tard : à cette date, l'Union était en pleine

décomposition. Un mois plus tard, le coup d'Etat communiste manqué précipita sa fin, l'Ukraine proclama sa pleine indépendance (24 août 1991), et c'est ce nouvel Etat qui eut à traiter l'épineuse question criméenne.

XI- LA CRIMÉE DANS L'UKRAINE INDÉPENDANTE

Dans le cadre de la nouvelle Ukraine indépendante, la Crimée est redevenue une république autonome et une partie des Tatars est rentrée dans sa patrie historique. Pour autant, la péninsule continue d'être le théâtre ou le sujet d'affrontements internes ou internationaux parfois graves. Plutôt que d'en relater tous les épisodes, nous essayerons d'en faire apparaître les ressorts.

La nouvelle Crimée autonome

Lors du processus de décomposition de l'Union soviétique, les autorités criméennes locales prirent l'initiative d'un référendum sur le rétablissement d'une « République socialiste soviétique autonome de Crimée » au sein de la R.S.S. d'Ukraine. 93 % des votants s'y déclarèrent favorables. Le 12 février 1991, une loi ukrainienne valida cette restauration.

La nouvelle république n'était pas, comme celle de 1921, conçue comme comportant deux « nationalités titulaires », russe et tatar. Elle était davantage l'instrument forgé par la majorité russe pour se défendre, d'une part contre les prétendues menaces d'« ukrainisation forcée » (le 28 octobre 1989, l'ukrainien était devenu langue d'Etat de l'Ukraine), d'autre part contre les conséquences d'un retour massif des Tatars.

Lors du référendum qui confirma l'indépendance de l'Ukraine, le 1^{er} décembre 1991, la Crimée vota « oui » comme toutes les autres régions ukrainiennes, mais avec une majorité de 54 % et une participation de 60 % nettement plus faibles (résultat national : 92,3 % de « oui », participation de 84,2 %). La municipalité de Sébastopol, dont le territoire ne

relève pas de la République autonome, vota à 57 % pour l'indépendance.

Les forces en présence

Quatre acteurs ont déterminé le destin de la Crimée au cours des deux dernières décennies : la majorité russe locale, l'Etat ukrainien, les Tatars, l'Etat russe.

Les Russes de Crimée dominent totalement la vie politique et culturelle de la République autonome, d'autant que les Ukrainiens de la péninsule (environ 22 % de la population) sont en grande partie russifiés et russophones. Les politiciens russes de Crimée souhaitent la plus grande autonomie possible vis-à-vis du gouvernement ukrainien – voire, si les circonstances le permettent, un nouveau rattachement de la Crimée à la Russie. Ils sont globalement hostiles aux Tatars dont la réinstallation est vue, au mieux comme un problème, au pire comme une menace pour leur sécurité. Après avoir conservé des sympathies pour le Parti communiste, l'électorat russe de Crimée a soutenu majoritairement le Parti des régions, ancré surtout dans les régions orientales les plus russifiées de l'Ukraine.

Le pouvoir ukrainien a réussi à éviter la sécession de la Crimée, mais pas à exercer un contrôle efficace sur ce qui s'y passe. Sa ligne a d'ailleurs varié au fil des changements politiques (en dernier lieu avec la « Révolution orange » de 2004, puis avec l'arrivée au pouvoir de Viktor Ianoukovytch et de son Parti des régions en 2010). Concernant les Tatars, le discours officiel sur leurs droits et la place qui leur revient en Crimée n'a guère été suivi d'effet.

Entre 1989 et 1994, environ 220 000 Tatars sont « revenus » (ou plutôt arrivés, pour la jeune génération) en Crimée. Ils ont constitué leurs propres organes représentatifs : le

Kouroultaï (*Qurultay*) ou assemblée et son comité exécutif le Medjlis (*meclis*). Le 30 juin 1991, le Medjlis s'est proclamé le représentant du peuple tatar de Crimée et a restauré les emblèmes nationaux de 1917 : le drapeau bleu au *tamga* d'or, et l'hymne *J'ai juré* (*Ant etkenmen*, sur un poème de Nouman Tchelebidjikhane).

C'est peu de dire que les Tatars ont été mal accueillis dans leur patrie historique. Faute de planification de la migration et de financement de la réinstallation, les Tatars se sont établis là où ils l'ont pu, généralement en périphérie des grandes agglomérations et dans des conditions très précaires. Le droit à la citoyenneté locale leur a été un moment contesté. Ils sont en majorité pauvres, avec un fort taux de chômage (60 % selon certaines estimations), et n'occupent pratiquement aucun poste important dans quelque domaine que ce soit. Ils représentent aujourd'hui environ 12 % de la population criméenne, ce qui en fait une minorité trop nombreuse pour être ignorée mais pas assez pour pouvoir vraiment changer les rapports de force. Sur le plan politique ukrainien, les Tatars ont généralement été les alliés du camp « national-démocrate » et des patriotes ukrainiens.

Enfin, l'Etat russe est intervenu à diverses reprises dans les affaires de la Crimée. Il est clair qu'une grande partie de la nouvelle classe politique (et très probablement de l'opinion publique) en Russie considère l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine comme une anomalie. Outre les « droits » historiques prétendument créés par l'annexion de 1783, la domination russe sur la péninsule et des événements mythiques comme la guerre de Crimée avec le siège de Sébastopol, le fait est que la grande majorité de la population criméenne (environ 65 %) est composée de Russes ethniques.

Conflits ouverts, conflits larvés

Cette configuration explique certains épisodes un peu agités de l'histoire récente. En 1992, la République autonome et la Russie tentèrent conjointement de remettre en cause l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine. Le 23 janvier, le parlement russe se prononça pour un réexamen de la cession de 1954. Le 26 février, la République socialiste soviétique autonome de Crimée, rebaptisée « République de Crimée », supprima de son projet de constitution la mention de son appartenance à l'Etat ukrainien. Le 21 mars, le parlement russe invalida les décisions de transfert de 1954. Le 5 mai, la Crimée proclama son indépendance – immédiatement annulée par le parlement ukrainien. Des négociations aboutirent à une loi de répartition des compétences entre Ukraine et Crimée.

Le 24 septembre 1992, le parlement criméen adopta les emblèmes de la république autonome, volontairement dépourvus de toute référence ukrainienne. Le drapeau (blanc avec en haut une étroite bande horizontale bleue et en bas une bande semblable rouge) reprend les couleurs russes avec une disposition différente. Les armes montrent un griffon blanc sur fond rouge ; le griffon, inspiré de l'art et de la numismatique de la Crimée antique, figurait dans les blasons de Kertch et Sébastopol à l'époque impériale russe.

Après une année 1993 relativement calme (en février 1993, seuls 23 % des habitants de la Crimée se disaient encore favorables à l'indépendance et 17% à une union à la Russie), le conflit reprit en 1994 après l'élection de Iouriï Mechkov comme président de Crimée. Il s'ensuivit une « guerre juridique » entre la République autonome et le pouvoir central, qui ne se calma qu'avec la chute de Mechkov et l'abolition de la constitution criméenne en 1995. Une nouvelle constitution ne fut définitivement adoptée qu'en

1998. Elle rappelle que la République de Crimée est partie intégrante de l'Ukraine et précise ses compétences en matière d'économie (agriculture, gestion des terres, forêts et autres ressources, urbanisme et travaux publics, tourisme, etc.) et de culture.

Un autre conflit diplomatico-politique a concerné Sébastopol. La ville ne fait pas partie de la République autonome de Crimée, mais, outre son importance symbolique dans la mémoire historique russe, elle est le port d'attache de la Flotte de la mer Noire soviétique, que Russie et Ukraine se sont disputée durant plusieurs années. Le 9 juillet 1993, le parlement russe adopta une résolution affirmant que Sébastopol faisait partie de la Russie ; l'affaire fut portée par l'Ukraine jusque devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies. La Flotte fut partagée en 1997, quatre cinquièmes des navires revenant à la Russie. Cette dernière loue les installations portuaires de Sébastopol (initialement jusqu'en 2017, mais un accord conclu en 2010 a allongé ce bail jusqu'en 2042 !). Sébastopol est nominalement une municipalité ukrainienne à statut spécial, mais le poids de la flotte russe y est prépondérant.

Depuis 1997-98, la ou plutôt les questions criméennes ont connu des poussées de fièvre plus ou moins fortes, suscitées ou entretenues par des spécialistes de la provocation comme l'ancien maire de Moscou Iouriï Loujkov. Parmi les épisodes encore récents, on peut citer le conflit territorial ukraino-russe sur l'île de Touzla, entre Crimée et péninsule russe de Taman' (2003) ou les manifestations contre les manœuvres conjointes de l'Ukraine et de l'OTAN en Crimée (2006-2007).

L'ancien premier ministre russe Iégor Gaïdar avait défini en 2006 la cession de la Crimée à l'Ukraine comme l'une des innombrables bévues du régime soviétique. Un pessimiste

pourrait juger, soixante ans après la décision de transfert, que la Russie y a perdu un peu et que l'Ukraine n'y a gagné que des problèmes. Quant aux Tatars, qui espéraient s'appuyer sur le pouvoir central ukrainien contre le pouvoir local russe de Crimée, ils n'en ont pas retiré grand-chose.

Normalisation et menaces

La situation actuelle de la Crimée demeure assez ambiguë.

D'un côté, l'autonomie au sein de l'Ukraine paraît largement admise, sur place comme à l'étranger. En Crimée, des enquêtes d'opinion montrent qu'une majorité de la population (72,3 % en 2004) s'accommode du *statu quo*. Les partisans de l'indépendance ou du rattachement à la Russie paraissent affaiblis. Du côté de la Russie, les présidents et gouvernements successifs n'ont jamais, contrairement à leur parlement et à certaines forces politiques, revendiqué officiellement la restitution de la péninsule.

De l'autre côté, la Crimée reste un corps étranger au sein de l'Ukraine. La langue russe y demeure absolument prépondérante, y compris dans l'enseignement et dans les autres domaines où l'ukrainien devrait théoriquement jouer son rôle de langue d'Etat. La récente loi de 2012 sur l'usage officiel des langues régionales – interprétée par beaucoup comme une loi en faveur du russe – devrait conforter cette situation. Si les Russes de Crimée se résignent à être des citoyens de l'Ukraine, ils ne se considèrent pas pour autant comme des membres de la nation ukrainienne. A tout moment, des éléments radicaux en Crimée ou les dirigeants de la Russie peuvent remettre en cause l'équilibre actuel, par exemple par la distribution de passeports russes aux Russes de Crimée, ouvrant pour la Russie un « droit » à venir défendre ses « citoyens » en cas de nécessité. Dernièrement (décembre 2013), l'annonce d'un projet de liaison terrestre

Kertch-Taman' a suscité l'inquiétude des patriotes ukrainiens qui redoutent une intégration de fait de la Crimée aux territoires russes voisins.

Une autre incertitude tient au problème tatar. Ce problème a une dimension économique et sociale, la communauté tatare étant aujourd'hui pauvre et marginalisée. Il a une dimension culturelle (place de la langue tatare, présentation de l'époque du khanat dans l'enseignement de l'histoire). Il a une dimension politique : alors qu'il est difficile de contester la représentativité des institutions tatares (Kouroultai et Medjlis), les dirigeants russes de la Crimée refusent obstinément de traiter officiellement avec elles. Des organisations politiques russes locales ont même demandé la dissolution du Medjlis en 2010. Le gouvernement criméen s'en tient à des contacts personnels officieux avec les principales figures du Medjlis et de la communauté tatare en général (Moustafa Djemilev et Refat Tchoubarov), mais il traite aussi avec des groupuscules concurrents à la représentativité douteuse. Aux élections de 2010, les candidats tatars alliés au parti ukrainien Roukh n'ont remporté que 5 sièges sur les 100 du parlement régional. Au niveau national ukrainien existe un « Conseil du peuple tatar de Crimée » auprès du président de l'Ukraine, mais ses membres sont nommés.

Enfin, même si la dimension religieuse de ce problème tatar est pour l'instant peu visible, l'islam peut être, à terme, une menace pour la stabilité de la Crimée. Il est exact, comme nous l'avons vu à propos de l'époque du khanat, que l'islam tatar, hérité de celui de la Horde d'Or, n'était guère agressif. Cela ne garantit pas que les jeunes Tatars actuels, réduits au rang de minorité déshéritée dans le pays qu'ils considèrent comme leur patrie historique, ne sont pas vulnérables à la propagande d'un islam plus radical. En 2012, pour la première fois, quelques excités ont manifesté à Simféropol

contre la projection d'un film jugé « insultant pour l'islam » au cri de « *Allah est grand !* ». Des groupes arabes comme le Hizb ut-Tahrir, qui prêche l'établissement d'un califat universel, se sont implantés en Crimée. A l'évidence, si les problèmes socio-économiques et les revendications nationales des Tatars ne sont pas traités de façon raisonnable dans un avenir proche, le fanatisme musulman pourrait y trouver un terreau fertile.

On notera que les Tatars peuvent s'appuyer dans une certaine mesure sur leurs compatriotes de Turquie, qui forment une communauté nombreuse, et disposent aussi de réserves dans l'ancienne Union soviétique, notamment en Ouzbékistan.

Le seul arbitre possible entre des communautés qui se réclament de légitimités différentes (cf. annexe 4) serait le pouvoir ukrainien. Il s'est malheureusement montré incapable jusqu'à présent de jouer ce rôle, du fait de sa propre faiblesse.

Il faut espérer, pour la Crimée et ses différentes communautés, que cette situation changera et que de futurs dirigeants auront la force et le courage de s'attaquer vraiment à tous ces aspects de la question criméenne. Il convient de définir le bon point d'équilibre entre souveraineté ukrainienne et autonomie criméenne. Il faudrait sans doute élaborer un système d'autonomie nationale des Tatars de Crimée, en officialisant le rôle de leurs organes représentatifs qui se sont signalés par leur sérieux et leur modération. Il est impératif, sans contester les liens que les communautés russe et tatare entretiennent respectivement avec la Russie et le monde turc, d'interdire toute intervention étrangère déstabilisatrice en Crimée.

ANNEXES

1- Chronologie

IXe-VIIe siècles av. J.-C. : premiers nomades (« Cimmériens » ?) dans les steppes de Crimée.

VIIIe-IVe/IIIe siècles av. J.-C. : culture de Kizil-Koba sur les contreforts des monts de Crimée.

2^{ème} moitié du VIIe siècle av. J.-C. ? VIe siècle av. J.-C. ? : premières traces des Scythes en Crimée.

VIe-Ve siècles av. J.-C. : premières mentions des Taures. Tombes à ciste de pierre en Crimée méridionale.

VIe siècle av. J.-C. : début de la colonisation grecque en Crimée orientale.

480 av. J.-C. : fondation du royaume du Bosphore, par la dynastie des Archéanactides.

438 av. J.-C. : avènement de la dynastie spartokide au Bosphore.

2^{ème} moitié du Ve siècle av. J.-C. : fondation de Chersonèse.

IVe siècle av. J.-C. : apogée des Scythes. Expansion de Chersonèse au nord-ouest de la Crimée. Expansion du royaume du Bosphore sur la rive « européenne » (annexion de Théodosie) et sur la rive « asiatique » (soumission des Sindo-Méotes).

IIIe siècle av. J.-C. : pression scythe sur Chersonèse. Destruction des établissements grecs du nord-ouest de la Crimée.

Fin du III^e ou 1^{ère} moitié du II^e siècle av. J.-C. : première intervention des Sarmates en Crimée (histoire d'Amagê) ?

Vers 110 av. J.-C. : Mithridate VI du Pont prend sous sa protection Chersonèse et le Bosphore.

63 av. J.-C. : suicide de Mithridate VI à Panticapée, protectorat romain sur le Bosphore.

2^{ème} moitié du I^{er} siècle av. J.-C. : fondation de la dynastie d'Asandros-Aspourgos au Bosphore.

Vers 45-49 : guerre de succession au Bosphore, interventions romaine et sarmate. Affermissement du protectorat romain.

Vers 63-66 : intervention militaire romaine pour protéger Chersonèse des Scythes.

I^{er}-II^e siècles : pénétration des Sarmates en Crimée. Influences sarmates sur les Scythes tardifs et au Bosphore.

Années 130-140 : renforcement de la présence militaire romaine autour de Chersonèse.

Fin du II^e-début du III^e siècle : guerres des rois du Bosphore contre les Scythes. Disparition du royaume des Scythes tardifs de Crimée.

212 : fondation de Soudak.

Années 230-250 : usurpateurs sarmates au Bosphore ? (241/2 : mort de Rhêskouporis V, dernier roi de la dynastie bosporitaine connu de façon sûre).

2^{ème} moitié du III^e siècle : invasions « barbares » et pénétration des Goths en Crimée. Grandes campagnes maritimes des Boranes et Goths utilisant la flotte bosporitaine (v. 254-56, 275).

Fin du III^e-1^{ère} moitié du IV^e siècle : guerres entre Chersonèse et le royaume du Bosphore.

Début du IV^e siècle : premiers témoignages du christianisme en Crimée méridionale.

375 : invasion des Huns en Ukraine. Pénétration de Huns en Crimée.

483 ? : inscription de Douptounès, dernier roi connu du Bosphore Cimmérien.

1^{ère} moitié du VI^e siècle : présence des Altziagirs autour de Chersonèse.

527-534 : le prince hun chrétien Gordas est envoyé défendre le Bosphore ; installation d'une garnison byzantine à Panticapée. Assassinat de Gordas par les Huns « païens ». Envoi d'une armée byzantine et soumission du Bosphore à l'empire d'Orient.

576-581 : invasions des Türks occidentaux en Crimée.

Fin du VI^e siècle : l'ancien territoire du royaume du Bosphore est subordonné à l'administration byzantine de Chersôn.

VII^e siècle : entrée de Bulgares et Khazars en Crimée.

695 : exil à Chersôn de Justinien II déposé.

705 : fuite de Justinien II à Doros et alliance avec les Khazars.

710-711 : révolte de Chersôn, soutenue par les Khazars, contre Justinien II ; usurpation de Bardanès-Philippikos.

732 : alliance entre l'empire d'Orient et les Khazars.

Milieu du VIII^e siècle : multiplication des établissements bulgares en Crimée.

787 : révolte anti-khazare en Gothie criméenne.

Années 830-840 : création du « thème » (province byzantine) des *Klimata* ou de Chersôn.

891 : révolte de Chersôn.

Début du Xe siècle : arrivée des Petchénègues en Ukraine et en Crimée.

987-988 : le grand-prince de Kiev Vladimir occupe Chersôn.

2^{ème} moitié du XI^e siècle : installation des Coumans en Ukraine et dans les steppes de Crimée.

1066 : le « catépan » byzantin de Chersôn réprime la révolte de la ville.

1091 : Léon, soi-disant fils de l'ancien empereur Romain Diogène, se réfugie à Chersôn et obtient le soutien des Coumans.

XII^e siècle : domination des Coumans sur la plus grande partie de la Crimée.

1204 : prise de Constantinople par la Quatrième Croisade et désintégration de l'empire d'Orient. Le « thème » de Chersôn relève de l'empire de Trébizonde.

Vers 1222 : prise de Sougdaia par les Turcs seldjoukides, en conflit avec Trébizonde.

1222-23 : première incursion mongole dans les steppes ukraino-russes.

1236 : retour des Mongols (« Tatars ») dans les steppes européennes.

1238-39 : conquête de la Crimée par les Mongols.

Milieu du XIIIe siècle : formation de la Horde d'Or.

Vers 1260-1280 : début de la colonisation italienne (principalement génoise) en Crimée.

1278 : première mention des Karaites en Crimée.

Vers 1280-1299 : action autonome du chef de guerre tatar Nogai. Destruction de Chersôn (1299 ?).

1296-99 : occupation de Caffa par les Vénitiens.

1308-1316 : exil des Génois de Caffa.

1345, 1347 : sièges infructueux de Caffa par les Tatars.

1380 : Mamaï, chef de guerre de la Horde d'Or, est assassiné par les Génois en Crimée. La côte criméenne entre Cembalo (Balaklava) et Soldaia (Soudak) est cédée aux Génois.

Vers 1428-1430 : fondation du khanat de Crimée par Hadji Guiraï.

1454 : échec de l'attaque tataro-ottomane contre Caffa.

1475 : débarquement ottoman en Crimée. Prise de Caffa et d'autres villes. Destruction des colonies génoises et de la principauté de Théodoro. Début du protectorat ottoman sur le khanat de Crimée.

Avant 1477 : dernière tentative de reconquête de la Crimée par la Grande Horde.

1482 : constitution de la province (*eyalet*) groupant les possessions ottomanes de Crimée.

Début des années 1490 : premières mentions des Cosaques ukrainiens.

1502 : prise de Saraï par le khan de Crimée Mengli Guiraï, disparition de la Grande Horde.

1521 : première mention des Cosaques du Don.

1521-23 : Mohammed Guiraï contrôle les khanats de Kazan et Astrakhan.

1552-56 : conquête de Kazan et Astrakhan par le tsar de Moscou Ivan IV.

1569 : union de Lublin entre Pologne et Lituanie ; transfert à la couronne polonaise des terres ukrainiennes limitrophes du khanat de Crimée.

1571 : campagne victorieuse de Devlet Guiraï contre Moscou.

1583-84 : révolte anti-ottomane de Mohammed II Guiraï.

1584 : assassinat de Mohammed II, renforcement du protectorat ottoman.

1588-1607 : règne de Gazi Guiraï, réformes administratives et militaires du khanat de Crimée.

1624-28 : révolte indépendantiste anti-ottomane de Mohammed III Guiraï.

1637 : exécution par les Ottomans d'Inayet Guiraï.

1648-années 1670 : implication du khanat de Crimée dans les guerres cosaques, puis les conflits entre Ottomans, Polonais et Moscovites.

1648 : raid kalmyk contre les possessions criméennes sur le Don.

1654 : incorporation de l'Ukraine cosaque à l'empire russe.

1667 : traité d'Androusovo, partage de l'Ukraine entre Pologne et Moscovie (confirmé en 1686).

1677-81 : guerre entre la Moscovie et l'empire ottoman.

1683-1700 : guerres entre l'empire ottoman et la coalition européennes (Pologne, Autriche, Venise, puis Moscovie à partir de 1686).

1692-93 : soutien du khanat de Crimée à la révolte indépendantiste de Petryk en Ukraine.

1696 : prise d'Azaq (Azov) par les Moscovites.

1699 et 1700 : traités de paix (Karlowitz, Constantinople) entre l'empire ottoman et la coalition européenne.

1700-1721 : Grande guerre du Nord.

1710-11 : soutien du khanat de Crimée à l'hetman en exil des Cosaques d'Ukraine, Orlyk.

1711 : victoire ottomane et tatare du Prout sur les Moscovites. Traité du Prout.

1721 : proclamation de l'empire de Russie.

1734 : retour des Zaporogues, en exil depuis 1709, en territoire russe.

1736-39 : guerre russo-ottomane. 1736 : invasion russe en Crimée.

1739 : traité de Belgrade, confirmant le protectorat ottoman sur la Crimée.

1758-69 : règnes de Kirim Guiraï.

1771 : occupation russe de la Crimée.

1772 : les Russes imposent l'indépendance du khanat.

1774 : traité de Kutchuk-Kaïnardji, reconnaissance par l'empire ottoman de l'« indépendance » du khanat de Crimée.

1777 : invasion russe de la Crimée. Chahine Guiraï est imposé sur le trône.

1778 : déportation des chrétiens de Crimée par le gouvernement russe.

1781-82 : révolte tatare contre Chahine, replacé sur le trône par les Russes.

8 février 1783 : annexion de la Crimée par l'empire russe.

1787 : exécution par les Ottomans de Chahine Guiraï, dernier khan de Crimée.

Fin du XVIIIe-début du XIXe siècle : début de la colonisation massive de la Crimée par des Russes, Ukrainiens et autres étrangers.

Années 1800-1820 : introduction et durcissement du servage en Crimée.

1853-1856 : guerre de Crimée (1854-55 : siège de Sébastopol).

Années 1880 : début du réveil culturel et politique des Tatars de Crimée.

1905 : révolution en Russie. En Crimée, mutineries dans la flotte de la mer Noire, troubles divers. Instauration de la monarchie parlementaire.

1905-1907 : développement du mouvement des « Jeunes-Tatars » en Crimée.

1907-1910 : durcissement politique, contrôle russe étroit sur les activités tatars.

Février / mars 1917 : révolution russe. Formation d'un Comité exécutif provisoire musulman représentant les intérêts tatars de Crimée.

1^{er}/14 octobre 1917 : fondation du Kouroultai, parlement des Tatars de Crimée.

Octobre / Novembre 1917 : coup d'Etat bolchévik en Russie. Formation du Conseil des représentants populaires de Tauride et début des travaux du Kouroultai tatar.

30 novembre / 13 décembre 1917 : adoption des Lois fondamentales des Tatars de Crimée, proclamation de la République populaire de Crimée.

Décembre 1917-janvier 1918 : prise du pouvoir par les bolchéviks en Crimée. Proclamation de la République socialiste soviétique de Tauride.

Avril 1918 : les forces allemandes chassent les bolchéviks de Crimée. Création d'un Gouvernement régional de Crimée.

Juin 1918 : le général Soulkievitch prend la tête du Gouvernement régional de Crimée.

Octobre 1918 : projet d'union de la Crimée à l'Etat Ukrainien.

15 décembre 1918 : remplacement de Soulkievitch par Solomon Krym.

Début 1919 : entrée des troupes « blanches » en Crimée.

Mars-avril 1919 : réoccupation de la Crimée par les troupes soviétiques.

5 mai 1919 : proclamation d'une République socialiste soviétique de Crimée dans le cadre de la Russie soviétique.

Juin 1919 : retour des « Blancs » en Crimée, suppression de l'autonomie locale.

Avril 1920 : le général Wrangel prend la tête des troupes « blanches » réfugiées en Crimée.

Novembre 1920 : évacuation des « Blancs », victoire finale des bolchéviks en Crimée.

18 octobre 1921 : proclamation d'une nouvelle République socialiste soviétique de Crimée, partie de la République socialiste fédérative soviétique de Russie.

30 décembre 1922 : formation de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

1921-1929 : « Nouvelle politique économique » (NEP) ; politique culturelle favorable aux Tatars. 1928 : adoption de l'« alphabet turcique uniforme » pour écrire le tatar de Crimée.

1930 : fin de la NEP.

1933-38 : répressions staliniennes. Arrestations, exécutions massives.

1938 : adoption de l'alphabet cyrillique pour écrire le tatar de Crimée.

1941 : guerre germano-soviétique. Automne 1941 : occupation de la Crimée par les troupes allemandes.

1941-42 : destruction de la communauté juive de Crimée par les Allemands.

3 juillet 1942 : prise de Sébastopol par les Allemands.

1942-43 : formation d'unités tatares de Crimée dans le cadre des forces allemandes.

Printemps 1944 : reconquête de la Crimée par les troupes soviétiques.

18 mai 1944 : début de la déportation par les Soviétiques des Tatars de Crimée.

1945 : transformation de la République socialiste soviétique autonome de Crimée en « Région de Crimée ».

1954 : cession de la Crimée à la République socialiste soviétique d'Ukraine.

1956 : les Tatars de Crimée ne sont pas réhabilités avec les autres peuples « punis » en 1944.

1967 : réhabilitation des Tatars de Crimée – sans droit de retour.

1989 : début du retour en Crimée des Tatars.

1991 : reconstitution d'une République autonome de Crimée. Indépendance de l'Ukraine. Formation d'organes représentatifs des Tatars de Crimée.

1992 : tentative avortée de sécession de la « République de Crimée ».

1994 : « guerre législative » entre le pouvoir ukrainien et la Crimée autonome.

1995 : abolition du poste de président et de la constitution de la République de Crimée par le gouvernement ukrainien.

1997 : partage de la Flotte de la mer Noire entre Ukraine et Crimée ; la Russie loue les installations de Sébastopol.

1998 : adoption de la nouvelle constitution criméenne.

2003 : conflit territorial ukraino-russe au sujet de l'île de Touzla.

2010 : prolongation du bail russe à Sébastopol jusqu'en 2043.

2013 : annonce du projet de liaison terrestre Taman'-Kertch par-dessus le détroit de Kertch.

2- Liste des khans de Crimée

Le chiffre entre parenthèses numérote les règnes d'un même khan.

Vers 1428-1430 : fondation du khanat de Crimée

Vers 1428/1430-1466 : Hadji I^{er} Guiraï *Haci Geray*

1466-1469 : Nourdevlet (1) et Mengli Guiraï (1)

1469-1474/5 : Mengli I^{er} Guiraï (2) *Meñli Geray*

1474/5-1476 : Djanibeg *Canibeg*

1475 : suzeraineté ottomane

1476-1478/9 : Nourdevlet (1) *Nurdevlet*

1478/9-1515 : Mengli I^{er} Guiraï (3)

1515-1523 : Mohammed I^{er} Guiraï

1523-1524 : Gazi I^{er} Guiraï

1524-1532 : Saadet I^{er} Guiraï

1532 : Islam I^{er} Guiraï

1532-1551 : Sahib I^{er} Guiraï

1551-1577 : Devlet I^{er} Guiraï

1577-1584 : Mohammed II Guiraï

1584-1588 : Islam II Guiraï

1588-1596/7 : Gazi II Guiraï (1)

1597 : Feth I^{er} Guiraï

1597-1607/8 : Gazi II Guiraï (2)

1608-1610 : Selamet I^{er} Guiraï

1610-1623 : Djanibeg II Guiraï

1623-1624 : Mohammed III Guiraï (1)

1624 : Djanibeg II Guiraï (2)

1624-1628 : Mohammed III Guiraï –2)

1628-1635 : Djanibeg II Guiraï (3)

1635-1637 : Inayet Guiraï

1637-1641 : Bahadir I^{er} Guiraï *Bahadır Geray*

1641-1644 : Mohammed IV Guiraï (1)

1644-1654 : Islam III Guiraï

- 1654-1666 : Mohammed IV Guiraï (2)
1666-1670/1 : Adil Guiraï
1671-1677/8 : Selim I^{er} Guiraï (1)
1677/8-1683 : Mourad Guiraï *Murad Geray*
1683-1684 : Hadji II Guiraï
1684-1691 : Selim I^{er} Guiraï (2)
1691 : Saadet II Guiraï
1691-1692 : Safa Guiraï
1692-1699 : Selim I^{er} Guiraï (3)
1699-1702 : Devlet II Guiraï (1)
1702-1704 : « Hadji » Selim I^{er} Guiraï (4)
1704-1707 : Gazi III Guiraï
1707-1708 : Kaplan I^{er} Guiraï (1) *Qaplan Geray*
1708-1713 : Devlet II Guiraï (2)
1713-1716 : Kaplan I^{er} Guiraï (2)
1716-1717 : Kara Devlet Guiraï *Qara Devlet Geray*
1717-1724 : Saadet III Guiraï
1724-1730 : Mengli II Guiraï (1)
1730-1736 : Kaplan I^{er} Guiraï (3)
1736-1737 : Feth II Guiraï
1737-1739 : Mengli II Guiraï (2)
1740-1743 : Selamet II Guiraï
1743-1748 : Selim II Guiraï
1748-1755 : Arslan Guiraï (1)
1755/6-1758 : Halim Guiraï
1758-1764 : Kirim Guiraï (1) *Qırım Geray*
1764-1767 : Selim III Guiraï (1)
1767 : Arslan Guiraï (2)
1767-1768 : Maksoud Guiraï (1) *Maqsud Geray*
1768-1769 : Kirim Guiraï (2)
1769-1770 : Devlet III Guiraï (1)
1770 : Kaplan II Guiraï
1770-1771 : Selim III Guiraï (2)
1771-1773 : Maksoud Guiraï (2), en exil en Bulgarie

1772 : indépendance du khanat sous tutelle russe (reconnue en 1774 par l'empire ottoman)

1771-75 : Sahib II Guiraï

1775-1777 : Devlet III Guiraï (2)

1777-1782 : Chahine Guiraï (1) *Şahin Geray*

1777-1778 : Selim III Guiraï (3), candidat ottoman

1782 : Bahadır II Guiraï, révolte tatare.

1782-1783 : Chahine Guiraï (2)

1783 : annexion du khanat de Crimée par l'empire de Russie

3- Table de correspondance des noms géographiques

Principaux noms géographiques antiques et modernes cités dans l'ouvrage

français	grec	italien	russe	ukrainien	tatar
Bakhtchisarai			Бахчисарай	Бахчисарай	Bağçasaray (turc ottoman Bahçesaray)
Balaklava	Σύμβολον	Cembalo	Балаклава	Балаклава	Balıqlava
Chersonèse	Χερσόνησος (byz. Χερσόν)		[cf. Sébastopol]		
Eupatoria / Kerkinitis	Κερκινίτις		Евпатория	Євпаторія	Kezlev (turc ottoman Gözleve)
Kalos Limèn / Tchernomorskoïé	Καλός Λιμὴν		Черномор- ское	Чорномор- ське	Aqmescit
Karasoubazar / Belogorsk			Белогорск	Білогірськ	Qarasuvbazar
Kertch / Panticapée	Παντικάπαιον (byz. Βόσπορος)	Bosporo	Керчь	Керч	Keriç
Mangoup	byz. Δόρυ, Δόρος, Θεοδόρο	Theodoro	Мангуп	Мангуп	Mangup [Qale] (turc ottoman Menküb)
Sébastopol	[cf. Chersonèse]		Севастополь	Севастополь	Aqyar
Simféropol			Симферополь	Симферополь	Aqmescit
Soudak	Σουδαία	Soldaia	Судак	Судак	Sudaq
Saryi Krym / Solkhath		Solcati	Старый Крым	Старий Крим	Eski Qırım (anciennement Solhat)
Tchoufout- Kalé / Kirk- Yer			Чуфут-Кале	Чуфут-Кале	Çufut Qale (anciennement : Qırq-yer)
Théodosie	Θεοδοσία / (byz. Κάφα, « alain et taure » 'Αρδάβδα)	Caffa	Феодосия	Феодосія	Kefe

4- Le choc des légitimités : à qui appartient la Crimée ?

Une bonne partie des débats actuels sur le statut de la Crimée et de ses diverses populations et cultures tourne autour des « droits » des uns et des autres sur la péninsule. Les arguments avancés se fondent tous sur l'histoire – une histoire diversement interprétée.

Pour mémoire, les plus authentiques descendants des populations antiques de la Crimée étaient les « Grecs » et autres chrétiens paradoxalement déportés par le gouvernement russe en 1778.

Les Tatars de Crimée – appuyés par des historiens ukrainiens et de rares auteurs russes – estiment bien entendu être les « indigènes » de la région. Ils invoquent la période du khanat, au cours de laquelle leur pouvoir politique et leur culture se sont étendus pratiquement à toute la péninsule et à un certain nombre de territoires voisins. En réponse à la propagande russe des années 1950-1980 qui présentait les Tatars de Crimée comme des Asiates ayant indûment occupé la péninsule pendant quelques siècles (et y ayant mené une existence largement parasitaire basée sur le trafic d'esclaves), un discours « aborigéniste » s'est développé. Les Tatars seraient les héritiers non seulement des Turco-Mongols de la Horde d'Or installés en Crimée, mais aussi des groupes turcophones antérieurs et même de diverses populations pré-turques (Goths, Alains...) qu'ils auraient absorbées. L'idée avait déjà été avancée au XIXe siècle par des auteurs russes étonnés de rencontrer – particulièrement dans les zones montagneuses du sud – des Tatars purement européïdes.

Dans tous les cas, il paraît impossible de nier sérieusement que la Crimée est le foyer des Tatars de Crimée, le creuset de leur identité. Il ne peuvent plus aujourd'hui en revendiquer la

propriété exclusive (la dernière tentative tatare pour contrôler politiquement la péninsule en 1917-18, avec un rapport de forces démographique plus favorable qu'aujourd'hui, était déjà vouée à l'échec). Mais ils se fondent sur leur droit historique, et aussi sur leur droit moral de victimes – victimes de la colonisation russe puis de la déportation soviétique – pour réclamer que la nouvelle Crimée leur accorde une place particulière.

Du côté russe (qu'il s'agisse des Russes de Crimée ou de ceux de Russie), on vient de rappeler les considérations sur l'identité « asiatique » des Tatars, et le discours sur la « trahison » et la « collaboration » durant la Seconde Guerre mondiale est encore courant.

En dehors de cela, les Russes se réclament pour l'essentiel d'un droit de conquête et du fait accompli. L'expansion de l'empire russe jusqu'à la mer Noire à la fin du XVIIIe siècle est naturellement vue, dans l'historiographie russe, comme un fait positif, voire comme un combat civilisateur. A l'époque soviétique, l'histoire officielle soulignait, dans une perspective marxiste, le caractère « progressiste » de la suppression du khanat « féodal » de Crimée. Mais le meilleur argument des Russes est en fait la situation ethnique réelle de la péninsule : ils y sont la majorité de la population (environ 65 %), et leur hégémonie est confortée par le fait qu'une grande partie des Ukrainiens locaux est russophone. Par conséquent, ils estiment que les droits reconnus aux nationalités doivent bénéficier en priorité à leur langue et à leur culture.

Le raisonnement ukrainien, enfin, est encore différent. Il se fonde sur le droit international et l'inviolabilité des frontières, qui garantissent l'appartenance de la Crimée à l'Etat ukrainien indépendant. Traditionnellement, les Ukrainiens n'avaient jamais regardé la péninsule comme une terre

ukrainienne : elle était expressément exclue, par exemple, des revendications territoriales de la Rada centrale d'Ukraine en 1917 et du territoire de la République populaire d'Ukraine en vertu des traités de Brest-Litovsk en février 1918. Les prétentions ukrainiennes, quand elles se sont exprimées, s'appuyaient sur un raisonnement géopolitique ; on l'a vu dans le cas de l'Hetman Skoropadsky (avril-décembre 1918). Les considérations historiques – comme l'évocation des alliances anciennes entre les Cosaques ukrainiens et le khanat de Crimée – sont toujours demeurées très secondaires.

Donc, la position ukrainienne actuelle est aussi celle du fait accompli, mais sur le plan juridique. La population criméenne n'est que très minoritairement « ukrainienne » du point de vue ethnolinguistique, mais la péninsule appartient de plein droit à l'Ukraine : les anciennes frontières intérieures entre républiques socialistes soviétiques, dans leur ultime version, sont devenues des frontières internationales. Cette appartenance entraîne un certain nombre de conséquences, dont – en théorie – l'usage officiel de la langue d'Etat à côté des langues « régionales » parlées en Crimée.

Ajoutons que – là aussi, de façon assez théorique – l'Etat ukrainien reconnaît les droits des Tatars de Crimée, et que les patriotes ukrainiens ont toujours sympathisé avec leur cause.

On voit donc que les principaux acteurs invoquent des légitimités de sources différentes. Ces débats ne changent rien aux rapports de force réels, mais éclairent certains comportements.

BIBLIOGRAPHIE

Pour cette synthèse qui concerne une très longue période et des cultures diverses, nous avons utilisé principalement des sources secondaires – travaux d'historiens (et, pour les époques anciennes, d'archéologues) ukrainiens et russes, tatars et turcs, occidentaux... A signaler cependant, pour les sources primaires, la publication par A. Bennigsen *e. a.* (1978) des archives ottomanes relatives au khanat de Crimée, assorties d'un commentaire détaillé.

La liste suivante n'est qu'une sélection.

Aibabin, A., Ivakin, H. (sous la direction de), *Kiev – Cherson – Constantinople, Kiev – Simféropol – Paris, 2007.*

Allworth, E. (ed.), *Tatars of the Crimea, Return to the Homeland*, Duke University Press, 1988.

Antičnye gosudarstva Severnogo Pričernomor'ja, Nauka, Moscou, 1984.

Archéologie de la mer Noire – la Crimée à l'époque des Grandes Migrations, IVe-VIIIe s., Musée de Normandie, Caen, 1997.

Armandon, E., « La Crimée : un territoire en voie d'"ukrainisation" ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, N° 4, 2006.

Bennigsen, A., Naili Boratav, P., Desai, D., Lermercier-Quellejay, C., *Le khanat de Crimée dans les archives du Musée du Palais de Topkapı*, Mouton, Paris, 1978.

Bosporskij fenomen. Greki i Varvary na Evrazijskom perekrästke, Nestor-istorija, Saint-Pétersbourg, 2013.

Bratianu, G. I., *Recherches sur le commerce génois dans la mer Noire au XIIIe siècle*, Paris, 1929.

Campana, A., « Sürgün : the Crimean Tatars' Deportation and Exile », *Online Encyclopedia of Mass Violence* (sur Internet), 2008.

DeWeese, D., *Islamization and Native Religion in the Golden Horde*, Pennsylvania State University Press, 1994.

Fischer, A. W., *The Crimean Tatars*, Hoover Institution Press, Stanford University, 1978 ; « The Ottoman Crimea in the Sixteenth Century », *Harvard Ukrainian Studies*, 1981.

Garchev, P., « Kurultay and Central Council », *Center of Information and Documentation of Crimean Tatars* (sur Internet).

Golden, P. B., « The Codex Comanicus », *Central Asian Monuments*, Istanbul, 1992.

Grousset, R., *L'empire du Levant*, Payot, Paris, 1949 et rééd. ; *L'empire des steppes*, Payot, Paris, 1965.

Ivanec', A., « Ukrajin's'ko-kryms'kotatars'kyj sojuz revoljucijnoho času », *Istoryčna Pravda*, 2/08/2012.

Jackson, P., « From Ulus to Khanate: the Making of the Mongol States c.1220 – c.1290 », *The Mongol Empire & its*

Legacy, edited by R. Amitai-Preiss and D. O. Morgan, E. J. Brill, Leyde, 2000.

Kazanski, M., *Les Goths*, Errance, Paris, 1991.

Kirimli (Kırımlı), H., « The Young Tatar Movement », *Les cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 34 ; N° 4, octobre-décembre 1993 ; *National Movement and National Identity among the Crimean Tatars (1905-1916)*, Brill, Leyde, 1996.

Kouznetsov, V., Lebedynsky, I., *Les chrétiens disparus du Caucase, histoire et archéologie du christianisme au Caucase du Nord et en Crimée*, Errance, Paris, 1999 ; *Les Alains, cavaliers des steppes, seigneurs du Caucase* (2^{ème} éd.), Errance, Paris, 2005.

Lebedynsky, I.,; *Les Cosaques, une société guerrière entre libertés et pouvoirs*, Errance, Paris, 2004 ; *Les Cimmériens*, Errance, Paris, 2004 ; *Les nomades* (2^{ème} édition), Errance, Paris, 2007 ; *Ukraine, une histoire en questions*, L'Harmattan / Présence Ukrainienne, Paris, 2007 ; *Les Scythes* (2^{ème} éd.), Errance, Paris, 2010 ; *Les tamgas, une « héraldique » de la steppe*, Errance, Paris, 2011 ; *La Horde d'Or, conquête mongole et « Joug Tatar » en Europe, 1236-1502*, Errance, Arles, 2013. *Les Sarmates* (2^{ème} édition, sous presse), Errance, Arles, 2014 ; *Les Indo-Européens, faits, débats, solutions* (3^{ème} édition, sous presse), Errance, Arles, 2014.

Lemercier-Quelquejay, C., Bennigsen, A., « Le khanat de Crimée au début du XVI^e siècle : de la tradition mongole à la suzeraineté ottomane », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 13, N° 3, 1972.

Le Vasseur de Beauplan, G., *DESCRIPTION D'UKRANIE* (édition critique du texte de 1660), L'Harmattan / Présence Ukrainienne, Paris, 2002.

Pelliot, P., « A propos des Comans », *Journal Asiatique*, 1920 ; *Notes sur l'histoire de la Horde d'Or*, Paris, 1949.

Pioro, I. S., *Krymskaja Gotija*, Lybid', Kiev, 1990.

Riasanovsky, N. V., *Histoire de la Russie*, Robert Laffont, Paris, 1994.

Rousseau, A. (éd.), *Sur les traces de Busbecq et du gotique*, Presses Universitaires de Lille, 1991.

Roux, J.-P., *La religion des Turcs et des Mongols*, Payot, Paris, 1984 ; *Histoire de l'empire mongol*, Fayard, Paris, 1993.

Sainte-Marie Mévil, Ch.-M., *Caffa et les colonies génoises de la Crimée*, Paris, 1856.

Schamiloglu, U., « The Qaraçi Beys of the Later Golden Horde : Notes on the Organization of the Mongol World Empire », *Archivum Eurasiae Medii Aevi*, Issue IV, Wiesbaden, 1984 ; *Tribal Politics and Social Organization in the Golden Horde*, Doctoral Thesis, Columbia University, New York, 1986.

Telfer, J. Buchan, « The Bondage and Travels of Johann Schiltberger », Hakluyt Society, Londres, 1879.

Unbekannte Krim, Kehrer Verlag, Heidelberg, 1999.

Vásáry, I., *Cumans and Tatars, Oriental Military in the Pre-Ottoman Balkans, 1185-1365*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.

Vozgrin, V. E., *Istoričeskie sud'by krymskix tatar*, Mysl', Moscou, 1992.

Williams, B. G., *The Crimean Tatars: the Diaspora Experience and the Forging of a Nation*, Brill, Leyde, 2001.

Xrapunov, I., *Očerki ètničeskoj istorii Kryma v rannem železnom veke*, Tavrija, Simféropol, 1995.

Zubar' V. M., Rusjaeva, A. S., *Na beregax Bospora Kimmerijskogo*, Stylos, Kiev, 2004.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	p. 7
I- PRÉSENTATION GÉNÉRALE	p. 9
II- PRÉHISTOIRE ET PROTOHISTOIRE	p. 13
III- L'ANTIQUITÉ	p. 17
IV- DES INVASIONS HUNNIQUES AUX INVASIONS MONGOLES	p. 49
V- LA CRIMÉE DANS LA HORDE D'OR	p. 67
VI- LE KHANAT DE CRIMÉE : HISTOIRE	p. 77
VII- LE KHANAT DE CRIMÉE : DESCRIPTION	p. 109
VIII- LA CRIMÉE DANS L'EMPIRE RUSSE	p. 125
IX- LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE EN CRIMÉE	p. 141
X- LA CRIMÉE SOVIÉTIQUE	p. 155
XI- LA CRIMÉE DANS L'UKRAINE INDÉPENDANTE	p. 169
ANNEXES	p. 177
1- Chronologie	
2- Liste des khans de Crimée	
3- Table de correspondance des noms géographiques	
4- Le choc des légitimités : à qui appartient la Crimée ?	
BIBLIOGRAPHIE	p. 197

L'HARMATTAN ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN KINSHASA

185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D. Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'HARMATTAN CONGO

67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamyia Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN

BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO

1771, Bd du 13 janvier
BP 414 Lomé
Tél : 00 228 2201792
gerry@taama.net

LA CRIMÉE, DES TAURES AUX TATARS

La Crimée, péninsule au sud de l'Ukraine, a eu une longue et riche histoire. Taures et Scythes, Sarmates et Alains, Grecs et Italiens, Turcs, Mongols, Slaves y ont laissé leur marque. De grands États comme le royaume du Bosphore ou le khanat tatar de Crimée s'y sont développés. Position stratégique sur la mer Noire, elle a été le théâtre d'événements militaires importants, de l'Antiquité à la Seconde Guerre mondiale.

A l'occasion du 70^e anniversaire de la déportation des Tatars de Crimée par le pouvoir soviétique (1944) et du 60^e anniversaire de la cession de la Crimée à l'Ukraine (1954), ce livre retrace l'évolution du pays, de ses populations successives et de leurs cultures. Il explique pourquoi la Crimée, qui forme aujourd'hui une république autonome au sein de l'Ukraine indépendante, est redevenue l'enjeu d'oppositions ethniques et diplomatiques.

Iaroslav Lebedynsky enseigne l'histoire de l'Ukraine à l'Institut national des langues et civilisations orientales à Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à ce pays et aux anciennes cultures des steppes et du Caucase.

ISBN : 978-2-343-02795-1
20,50 €

